BIBLIOTECA
DI
GIURISPRUDENZA
ITALIANA.

MOTIVI, RAPPORTI E DISCUSSIONI

CHE SI FECERO

AL CORPO LEGISLATIVO FRANCESE

PER LA FORMAZIONE

DEL CODICE NAPOLEONE

TRADUZIONE ITALIANA

COL TESTO DEL CODICE IN ORIGINALE FRANCESE.

VOLUME SETTIMO.

MILANO,

Dalla Tipografia di FRANCESCO SONZOGNO DI GIO. BATT,
Stampatore e Librajo, *Corsìa de' Servi*, N. 596.

1806.

CODE CIVIL
DES FRANÇAIS.

LIVRE III.

LOI DU 20 PLUVIOSE AN XII.

Du Contrat de mariage, et des Droits respectifs des époux.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

1387. *La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.*

1388. *Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance marita-*

le sur la personne de la femme et des enfans ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la Puissance paternelle *et par le titre* de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, *ni aux dispositions prohibitives du présent Code.*

1389. *Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfans ou descendans, soit par rapport à leurs enfants entre eux; sans prejudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.*

1390. *Les époux ne peuvent plus stipuler, d'une manière générale, que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par le présent Code.*

1391. *Ils peuvent cependant déclarer, d'une manière générale, qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal.*

Au prêmier cas, et sous le régime de la communauté, les droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du Chapitre II du présent titre.

Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du Chapitre III.

1392. *La simple stipulation que la femme se constitue ou qu'il lui est constitué des biens en dot ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard.*

La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux; qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens.

1393. *A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du Chapitre II formeront le droit commun de la France.*

1394. *Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage par acte devant notaire.*

1395. *Elles ne peuvent recevoir aucun*

changement après la célébration du mariage

1396. *Les changemens qui y seraient faits avant cette célébration doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.*

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

1397. *Tous changemens et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage; et le notaire ne pourra, à peine de dommages et intérêts des parties, et sous plus grande peine s'il y a lieu, délivrer ni grosses ni expéditions du contrat de mariage, sans transcrire à la suite le changement ou la contre-lettre.*

1398. *Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible; et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables.*

pourvu qu'il ait été assisté dans le contrat des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

CHAPITRE II.

Du Régime en communauté.

1399. *La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil: on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.*

PREMIÈRE PARTIE.

De la Communauté légale.

1400. *La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les six sections qui suivent.*

SECTION PREMIÈRE.

De ce qui compose la Communauté activement et passivement.

§. 1.

De l'Actif de la communauté.

1401. *La communauté se compose activement,*

1.° *De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession, ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire;*

2.° *De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit;*

3.° *De tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage.*

1402. *Tout immeuble est réputé acquêt de communauté, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation.*

1403. *Les coupes de bois et les produits des carrières et mines tombent dans la communauté pour tout ce qui en est considéré comme usufruit, d'après les règles expliquées au titre* de l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation.

Si les coupes de bois qui, en suivant ces règles, pouvaient être faites durant la communauté, ne l'ont point été, il en sera dû récompense à l'époux non propriétaire du fonds ou à ses héritiers.

Si les carrières et mines ont été ouvertes pendant le mariage, les produits n'en tombent dans la communauté que sauf récompense ou indemnité à celui des epoux à qui elle pourra être due.

1404. *Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, ou qui leur échoient pendant son cours à titre de succession, n'entrent point en communauté.*

Néanmoins, si l'un des époux avait acquis un immeuble depuis le contrat de mariage contenant stipulation de communauté, et avant la célébration du mariage, l'immeuble acquis dans la communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite en exécution de quelque clause du mariage; auquel cas elle serait réglée suivant la convention.

1405. *Les donations d'immeubles, qui ne sont faites pendant le mariage qu'à l'un des deux époux, ne tombent point en commu-*

nauté, et appartiennent au donataire seul, à moins que la donàtion ne contienne expressement que la chose donnée appartiendra à la communauté.

1406. *L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant, à l'un des deux époux, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, n'entre point en communauté, sauf récompense ou indemnité.*

1407. *L'immeuble acquis pendant le mariage à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des deux époux, n'entre point en communauté, et est subrogé au lieu et place de celui qui a été aliéné, sauf la récompense s'il y a soulte.*

1408. *L'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme point un conquêt, sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition.*

Dans le cas où le mari deviendrait seul et en son nom personnel acquereur ou ad-

judicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, a le choix ou d'abandonner l'effet à la communauté, laquelle devient alors débitrice envers la femme de la portion appartenant à celle-ci dans le prix, ou de retirer l'immeuble, en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition.

§. II.

Du Passif de la communauté, et des actions qui en résultent contre la communauté.

1409. *La communauté se compose passivement,*

1.° *De toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient durant le mariage, sauf la récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'autre des epoux;*

2.° *Des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme*

du consentement du mari, sauf la récompense dans les cas où elle a lieu;

3.° *Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux;*

4.° *Des réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté;*

5.° *Des aliments des époux, de l'education et entretien des enfants, et de toute autre charge du mariage.*

1410. *La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou ayant reçu avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires dudit acte.*

Le créancier de la femme, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels.

Le mari qui prétendrait avoir payé pour sa femme une dette de cette nature, n'en peut demander la récompense ni à sa femme ni à ses héritiers.

1411. *Les dettes des successions purement mobilières qui sont échues aux époux pendant le mariage, sont pour le tout à la charge de la communauté.*

1412. *Les dettes d'une succession purement immobilière qui échoit à l'un des époux pendant le mariage ne sont point à la charge de la communauté, sauf le droit qu'ont les créanciers de poursuivre leur paiement sur les immeubles de ladite succession.*

Néanmoins, si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement, soit sur tous les biens propres au mari, soit même sur ceux de la communauté, sauf, dans ce second cas, la récompense due à la femme ou à ses héritiers.

1413. *Si la succession purement immobilière est échue à la femme, et que celle-ci l'ait acceptée du consentement de son mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur tous les biens personnels de la femme; mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, les*

créanciers, en cas d'insuffisance des immeubles de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

1414. *Lorsque la succession échue à l'un des époux est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la portion contributoire du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles.*

Cette portion contributoire se règle d'apres l'inventaire auquel le mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue.

1415. *A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur du mobilier non inventorié.*

Le

Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve.

1416. *Les dispositions de l'article* 1414 *ne font point obstacle à ce que les creanciers d'une succession en partie mobilière et en partie immobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme, lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son mari; le tout sauf les récompenses respectives.*

Il en est de même si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été confondu dans celui de la communauté, sans un inventaire préalable.

1417. *Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créanciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobiliers qu'immobiliers de ladite succession, et, en cas d'insuffisance, sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.*

1418. *Les règles établies par les articles* 1411 *et suivants régissent les dettes dépen-*

dantes d'une donation, comme celles résultant d'une succession.

1419. *Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consentement du mari, tant sur tous les biens de la communauté que sur ceux du mari ou de la femme, sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari.*

1420. *Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari est à la charge de la communauté, et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens personnels.*

SECTION II.

De l'Administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'un ou de l'autre époux relativement à la société conjugale.

1421. *Le mari administre seul les biens de la communauté.*

Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme.

1422. *Il ne peut disposer entre-vifs à titre gratuit des immeubles de la communau-*

té, ni de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs.

Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

1423. *La donation testamentaire faite par le mari ne peut excédér sa part dans la communauté.*

S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'évènement du partage, tombe au lot des héritiers du mari: si l'effet ne tombe point au lot de ces heritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté, et sur les biens personnels de ce dernier.

1424. *Les amendes encourues par le mari pour crime n'emportant pas mort civile, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme; celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété de*

ses biens personnels, tant que dure la communauté.

1425. *Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux pour crime emportant mort civile ne frappent que sa part de la communauté et ses biens personnels.*

1426. *Les actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.*

1427. *La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice.*

1428. *Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme.*

Il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme.

Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement

des biens personnels de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires.

1429. *Les baux que le mari seul a faits des biens de sa femme pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.*

1430. *Les baux de neuf ans ou au-dessous que le mari seul a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque, s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.*

1431. *La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de celui ci, s'être obligée que comme*

caution: elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée.

1432. *Le mari qui garantit solidairement ou autrement la vente que sa femme a faite d'un immeuble personnel, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens personnels, s'il est inquiété.*

1433. *S'il est vendu un immeuble appartenant à l'un des époux, de même que si l'on s'est rédimé en argent de services fonciers dus à des héritages propres à l'un d'eux, et que le prix en ait été versé dans la communauté, le tout sans remploi, il y a lieu au prélèvement de ce prix sur la communauté, au profit de l'époux qui était propriétaire soit de l'immeuble vendu, soit des services rachetés.*

1434. *Le remploi est censé fait à l'égard du mari, toutes les fois que, lors d'une acquisition, il a déclaré qu'elle était faite des deniers provenus de l'aliénation de l'immeuble qui lui était personnel, et pour lui tenir lieu de remploi.*

1435. *La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers provenus de*

l'immeuble vendu par la femme, et pour lui servir de remploi, ne suffit point, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme: si elle ne l'a pas accepté, elle a simplement droit, lors de la dissolution de la communauté, à la récompense du prix de son immeuble vendu.

1436. *La récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté; celle du prix de l'immeuble appartenant à la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance de la communauté. Dans tous les cas, la récompense n'a lieu que sur le pied de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de l'immeuble aliéné.*

1437. *Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme, soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le rachat de services fonciers, soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit*

personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.

1438. *Si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux.*

Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel à été constitué en dot, a sur les biens de l'autre une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation.

1439. *La dot constituée par le mari seul à l'enfant commun, en effets de la communauté, est à la charge de la communauté; et dans le cas où la communauté est acceptée par la femme, celle-ci doit supporter la moitié de la dot, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il s'en chargeait pour le tout, ou pour une portion plus forte que la moitié.*

1440. *La garantie de la dot est due par*

toute personne qui l'a constituée, et ses intérêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION III.

De la Dissolution de la communauté, et de quelques-unes de ses suites.

1441. *La communauté se dissout, 1.° par la mort naturelle; 2.° par la mort civile; 3.° par le divorce; 4.° par la séparation de corps; 5.° par la séparation de biens.*

1442. *Le défaut d'inventaire après la mort naturelle ou civile de l'un des époux, ne donne pas lieu à la continuation de la communauté, sauf les poursuites des parties intéressées, relativement à la consistance des biens et effets communs, dont la preuve pourra être faite tant par titre que par la commune renommée.*

S'il y a des enfants mineurs, le défaut d'inventaire fait perdre en outre à l'époux survivant la jouissance de leurs revenus; et le subrogé tuteur qui ne l'a point obligé à faire inventaire est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

1443. *La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice par la femme dont la dot est mise en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient point suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme.*

Toute séparation volontaire est nulle.

1444. *La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique jusqu'à concurrence des biens du mari, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement, et non interrompues depuis.*

1445. *Toute séparation de biens doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance; et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile, et ce à peine de nullité de l'exécution.*

Le jugement qui prononce la séparation

de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

1446. *Les créanciers personnels de la femme ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens.*

Néanmoins, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, ils peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances.

1447. *Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation, pour la contester.*

1448. *La femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer, proportionellement à ses facultès et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs.*

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

1449. *La femme séparée, soit de biens seulement, en reprend la libre administration.*

Elle peut disposer de son mobilier et l'aliener.

Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice, à son refus.

1450 *Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme séparée a aliéné sous l'autorisation de la justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui ou ont tourné à son profit.*

Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement; il ne l'est point de l'utilité de cet emploi.

1451. *La communauté dissoute par la séparation soit de corps et de biens seulement, peut être rétablie du consentement des deux parties.*

Elle ne peut l'être que par un acte passé devant notaires et avec minute, dont une expédition doit etre affichée dans la forme de l'article 1445.

En ce cas, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans pre-

judice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme, en conformité de l'article 1449.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

1452. *La dissolution de communauté opérée par le divorce, ou par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer lors de la mort naturelle ou civile de son mari.*

SECTION IV.

De l'Acceptation de la communauté et de la Renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.

1453. *Après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers et ayant-cause ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer: toute convention contraire est nulle.*

1454. *La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté, ne peut y renoncer.*

Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point immixtion.

1455. *La femme majeure qui a pris dans un acte la qualité de commune, ne peut plus y renoncer ni se faire restituer contre cette qualité, quand même elle l'aurait prise avant d'avoir fait inventaire, s'il n'y a eu dol de la part des héritiers du mari.*

1456. *La femme survivante qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.*

Cet inventaire doit être par elle affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu.

1457. *Dans les trois mois et quarante jours aprés le décès du mari, elle doit faire sa renonciation au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari avait son domicile: cet acte doit être inscrit sur le registre établi pour recevoir les renonciations à succession.*

1458. *La veuve peut, suivant les circon-*

stances, demander au tribunal civil une prorogation du délai prescrit par l'article précedent pour sa renonciation: cette prorogation est, s'il y a lieu, prononcée contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

1459. *La veuve qui n'a point fait sa renonciation dans le délai ci-dessus prescrit, n'est pas déchue de la faculté de renoncer si elle ne s'est point immiscée, et qu'elle ait fait inventaire; elle peut seulement être poursuivie comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'a sa renonciation.*

Elle peut également être poursuivie après l'expiration des quarante jours depuis la clôture de l'inventaire, s'il a été clos avant les trois mois.

1460. *La veuve qui a diverti ou recelé quelques effets de la communauté est déclarée commune, nonobstant sa renonciation: il en est de même à l'égard de ses heritiers,*

1461. *Si la veuve meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers auront, pour faire ou pour terminer l'inventaire, un nou-*

veau délai de trois mois, à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer, après la cloture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers auront, pour délibérer, un nouveau délai de quarante jours, à compter de son décès.

Ils peuvent, au surplus, renoncer à la communauté dans les formes établies ci-dessus; et les articles 1458 *et* 1459 *leur sont applicables.*

1462. *Les dispositions des articles* 1456 *et suivants sont applicables aux femmes des individus morts civilement, à partir du moment où la mort civile a commencé.*

1463. *La femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point, dans les trois mois et quarante jours après le divorce ou la séparation prononcée, accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice contradictoirement avec le mari, ou lui dûment appelé.*

1464. *Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite*

par

par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs créances, et accepter la communauté de leur chef.

1465. *La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, à la charge d'en user modérément.*

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu faire pendant ces délais dans une maison dépendante de la communauté, ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribuera point, pendant les mêmes délais, au paiement dudit loyer, lequel sera pris sur la masse.

1466. *Dans le cas de dissolution de la communauté par la mort de la femme, ses héritiers peuvent renoncer à la communauté*

dans les délais et dans les formes que la loi prescrit à la femme survivante.

SECTION V.

Du Partage de la communauté après l'acceptation.

1467. *Après l'acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage, et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée.*

§. 1.

Du Partage de l'actif.

1468. *Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse des biens existants tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté, à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les régles ci-dessus prescrites, à la section 11 de la première partie du présent chapitre.*

1469. *Chaque époux ou son héritier rapporte également les sommes qui ont été tirées de la communauté, ou la valeur des*

biens que l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre lit, ou pour doter personnellement l'enfant commun.

1470. *Sur la masse des biens, chaque époux ou son héritier prélève,*

1.° *Ses biens personnels qui ne sont point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi;*

2.° *Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté, et dont il n'a point été fait remploi;*

3.° *Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.*

1471. *Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.*

Ils s'exercent, pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté: dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déféré à la femme et à ses héritiers.

1472. *Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.*

La femme et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, exercent leurs reprises sur les biens personnels du mari.

1473. *Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit du jour de la dissolution de la communauté.*

1474. *Après que tous les prélèvements des deux époux ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.*

1475. *Si les héritiers de la femme sont divisés, en sorte que l'un ait accepté la communauté à laquelle l'autre a renoncé, celui qui a accepté ne peut prendre que sa portion virile et héréditaire dans les biens qui échoient au lot de la femme.*

Le surplus reste au mari, qui demeure chargé, envers l'héritier renonçant, des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation, mais jusqu'à concurrence seulement de la portion virile héréditaire du renonçant.

1476. *Au surplus, le partage de la communauté pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie*

qui en résulte, et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des Successions *pour les partages entre cohéritiers.*

1477. *Celui des époux qui aurait diverti ou recelé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans lesdits effets.*

1478. *Après le partage consommé, si l'un des deux époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté, ou sur ses biens personnels.*

1479. *Les créances personnelles que les époux ont à exercer l'un contre l'autre ne portent intérêt que du jour de la demande en justice.*

1480. *Les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté, et sur ses biens personnels.*

1481. *Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé.*

La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari.

Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté.

§. II.

Du Passif de la communauté, et de la Contribution aux dettes.

1482. *Les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers: les frais de scellé, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage, font partie de ces dettes.*

1483. *La femme n'est tenue des dettes de la communauté, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte tant du contenu de cet inventaire, que de ce qui lui est échu par le partage.*

1484. *Le mari est tenu pour la totalité des dettes de la communauté par lui contractées, sauf son recours contre la femme*

ou ses héritiers pour la moitié desdites dettes.

1485. *Il n'est tenu que pour moitié de celles personnelles à la femme, et qui étaient tombées à la charge de la communauté.*

1486. *La femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes qui procèdent de son chef et étaient entrées dans la communauté, sauf son recours contre le mari ou son héritier pour la moitié desdites dettes.*

1487. *La femme, même personnellement obligée pour une dette de communauté, ne peut être poursuivie que pour la moitié de cette dette, a moins que l'obligation ne soit solidaire.*

1488. *La femme qui a payé une dette de la communauté au-delà de sa moitié n'a point de répétition contre le créancier pour l'excédant, a moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié.*

1489. *Celui des deux époux qui, par l'effet de l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partage, se trouve poursuivi pour la totalité d'une dette de communauté, a de droit son recours, pour la moi-*

tié de cette dette, contre l'autre époux ou ses héritiers.

1490. *Les dispositions précédentes ne font point obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre des copartageants soit chargé de payer une quotité de dettes autre que la moitié, même de les acquitter entièrement.*

Toutes les fois que l'un des copartageants a payé des dettes de la communauté au-delà de la portion dont il était tenu, il y a lieu au recours de celui qui a trop payé contre l'autre.

1491. *Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard du mari ou de la femme, a lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre; et ces héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.*

SECTION VI.

De la Renonciation à la communauté, et de ses Effets.

1492. *La femme qui renonce perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté, et même sur le mobilier qui y est entré de son chef.*

Elle retire seulement les linge et hardes à son usage.

1493. *La femme renonçante a le droit de reprendre.*

1.° *Les immeubles à elle appartenant, lorsqu'ils existent en nature, ou l'immeuble qui a été acquis en remploi.*

2.° *Le prix de ses immeubles aliénés, dont le remploi n'a pas été fait et accepté comme il est dit ci-dessus;*

3.° *Toutes les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté.*

1494. *La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers. Elle reste néanmoins tenue envers ceux-ci lorsqu'elle s'est obligée*

conjointement avec son mari, ou lorsque la dette, devenue dette de la communauté, provenait originairement de son chef; le tout sauf son recours contre le mari ou ses héritiers.

1495. *Elle peut exercer toutes les actions et reprises ci-dessus détaillées, tant sur les biens de la communauté que sur les biens personnels du mari.*

Ses héritiers le peuvent de même, sauf en ce qui concerne le prélèvement des linge et hardes, ainsi que le logement et la nourriture pendant le délai donné pour faire inventaire et délibérer; lesquels droits sont purement personnels à la femme survivante.

Disposition relative à la communauté légale, lorsque l'un des époux ou tous deux ont des enfants de précédents mariages.

1496. *Tout ce qui est dit ci-dessus sera observé même lorsque l'un des époux ou tous deux auront des enfants de précédents mariages.*

Si toutefois la confusion du mobilier et des dettes opérait, au profit de l'un des époux, un avantage supérieur à celui qui est

autorisé par l'article 1098, *au titre* des Donations entre-vifs et des Testaments, *les enfants du premier lit de l'autre époux auront l'action en retranchement.*

DEUXIÈME PARTIE.

De la communauté conventionelle, et des Conventions qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale.

1497. *Les époux peuvent modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles* 1387, 1388, 1389, *et* 1390.

Les principales modifications sont celles qui ont lieu en stipulant de l'une ou de l'autre des manières qui suivent, savoir:

1. *Que la communauté n'embrassera que les acquêts;*

2. *Que le mobilier présent ou futur n'entrera point en communauté, ou n'y entrera que pour une partie;*

3. *Qu'on y comprendra tout ou partie des immeubles présents ou futurs, par la voie de l'ameublissement;*

4. *Que les époux paieront séparément leurs dettes antérieures au mariage ;*

5. *Qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes ;*

6. *Que le survivant aura un préciput ;*

7. *Que les époux auront des parts inégales ;*

8. *Qu'il y aura entre eux communauté à titre universel.*

SECTION PREMIÈRE.

De la Communauté réduite aux acquêts.

1498. *Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.*

En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune, que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

1499. *Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.*

SECTION II.

De la Clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou partie.

1500. *Les époux peuvent exclure de la communauté tout leur mobilier présent et futur.*

Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus.

1501. *Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet apport.*

1502. *L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur.*

Il est suffisamment justifié, à l'égard de

la femme, par la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont dotée.

1503. *Chaque époux a le droit de reprendre et de prélever, lors de la dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté.*

1504. *Le mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage doit être constaté par un inventaire.*

A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise.

Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve; soit par titre, soit par témoins, soit même par commune renommée de la valeur de ce mobilier.

SECTION III.

De la Clause d'ameublissement.

1505. *Lorsque les époux ou l'un d'eux font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle* ameublissement.

1506. *L'ameublissement peut être déterminé ou indéterminé.*

Il est déterminé, quand l'époux a déclaré ameublir et mettre en communauté un tel immeuble, en tout ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Il est indéterminé, quand l'époux a simplement déclaré apporter en communauté ses immeubles, jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

1507. *L'effet de l'ameublissement déterminé est de rendre l'immeuble ou les immeubles qui en sont frappés, biens de la communauté comme les meubles mêmes.*

Lorsque l'immeuble ou les immeubles de la femme sont ameublis en totalité, le mari en peut disposer comme des autres effets

de la communauté, et les aliéner en totalité.

Si l'immeuble n'est ameubli que pour une certaine somme, le mari ne peut l'aliéner qu'avec le consentement de la femme; mais il peut l'hypothéquer sans son consentement, jusqu'à concurrence seulement de la portion ameublie.

1508. *L'ameublissement indéterminé ne rend point la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés; son effet se réduit à obbliger l'époux qui l'a consenti à comprendre dans la masse, lors de la dissolution de la communauté, quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme par lui promise.*

Le mari ne peut, comme en l'article précédent, aliéner en tout ou en partie, sans le consentement de sa femme, les immeubles sur lesquels est établi l'ameublissement indéterminé, mais il peut les hypothéquer jusqu'à concurrence de cet ameublissement.

1509. *L'époux qui a ameubli un héritage, a, lors du partage, la faculté de le retenir en le précomptant sur sa part pour le prix qu'il vaut alors, et ses héritiers ont le même droit.*

SECTION

SECTION IV.

De la clause de séparation des dettes.

1510. *La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur. Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non. Mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.*

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique.

1511. *Lorsque les époux apportent dans*

la communauté une somme certaine ou un corps certain, un tel apport emporte la convention tacite qu'il n'est point grevé des dettes antérieures au mariage, et il doit être fait raison par l'époux débiteur, à l'autre, de toutes celles qui diminueraient l'apport promis.

1512. *La clause de séparation des dettes n'empêche point que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage.*

1513. *Lorsque la communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré, par contrat, franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité qui se prend, soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur les biens personnels dudit époux; et, en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre le père, la mère, l'ascendant ou le tuteur qui l'auraient déclaré franc et quitte.*

Cette garantie peut même être exercée par le mari durant la communauté, si la dette provient du chef de la femme; sauf,

en ce cas, le remboursement dû par la femme ou ses héritiers aux garants, après la dissolution de la communauté.

SECTION V.

De la Faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte.

1514. *La femme peut stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra tout ou partie de ce qu'elle y aura apporté, soit lors du mariage, soit depuis : mais cette stipulation ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit de personnes autres que celles désignées.*

Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme a apporté lors du mariage, ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage.

Ainsi la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfans; celle accordée à la femme et aux enfans ne s'étend point aux héritiers ascendans ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme, et que la communauté aurait acquittées.

SECTION VI.

Du Préciput conventionnel.

1515. *La clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature, ne donne droit à ce prélèvement au profit de la femme survivante que lorsqu'elle accepte la communauté, à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit, même en renonçant.*

Hors le cas de cette réserve, le préciput ne s'exerce que sur la masse partageable, et non sur les biens personnels de l'époux prédécédé.

1516. *Le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage.*

1517. *La mort naturelle ou civile donne ouverture au préciput.*

1518. *Lorsque la dissolution de la communauté s'opère par le divorce ou par la séparation de corps, il n'y a pas lieu à la délivrance actuelle du préciput; mais l'époux*

qui a obtenu soit le divorce, soit la séparation de corps, conserve ses droits au preciput en cas de survie. Si c'est la femme, la somme ou la chose qui constitue le préciput reste toujours provisoirement au mari, à la charge de donner caution.

1519. *Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux, conformément à l'article* 1515.

SECTION VII.

Des Clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté.

1520. *Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement.*

1521. *Lorsqu'il a été stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part*

dans la communauté, comme le tiers ou le quart, l'époux ainsi réduit, ou ses héritiers, ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

La convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit, ou ses héritiers, à supporter une plus forte part, ou si elle les dispense de supporter une part dans les dettes, égale à celle qu'ils prennent dans l'actif.

1522. *Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux, ou ses heritiers, ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux ou ses héritiers à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non, pour acquitter la somme.*

1523. *Si la clause n'établit le forfait qu'à l'égard des héritiers de l'époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié.*

1524. *Le mari ou ses héritiers qui retiennent, en vertu de la clause énoncée en l'article* 1520, *la totalité de la communauté, sont obligés d'en acquitter toutes les dettes.*

Les créanciers n'ont, en ce cas, aucune action contre la femme ni contre ses héritiers.

Si c'est la femme survivante qui a, moyennant une somme convenue, le droit de retenir toute la communauté contre les héritiers du mari, elle a le choix ou de leur payer cette somme, en demeurant obligée à toutes les dettes, ou de renoncer à la communauté, et d'en abandonner aux héritiers du mari les biens et les charges.

1525. *Il est permis aux époux de stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant, ou à l'un d'eux seulement, sauf aux héritiers de l'autre à faire la réprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur.*

Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés.

SECTION VIII.

De la Communauté à titre universel.

1526. *Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté uni-*

verselle de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement, ou de tous leurs biens à venir seulement.

Dispositions communes aux huit Sections ci-dessus.

1527. *Ce qui est dit aux huit sections ci-dessus ne limite pas à leurs dispositions précises les stipulations dont est susceptible la communauté conventionnelle.*

Les époux peuvent faire toutes autres conventions, ainsi qu'il est dit à l'article 1387 *et sauf les modifications portées par les articles* 1388, 1389 *et* 1390.

Néanmoins, dans le cas où il y aurait des enfans d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait dans ses effets donner à l'un des époux au-delà de la portion réglée par l'article 1098, *au titre* Des Donations entre vifs et des Testaments, *sera sans effet pour tout l'excédant de cette portion; mais les simples bénéfices résultant des travaux communs, et des économies faites sur les revenus respectifs, quoique inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés*

comme un avantage fait au préjudice des enfans du prémier lit.

1528. *La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat.*

SECTION IX.

Des Conventions exclusives de la Communauté.

1529. *Lorsque, sans se soumettre au régime dotal, les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de cette stipulation sont réglés comme il suit.*

§. 1.

De la Clause portant que les époux se marient sans communauté.

1530. *La clause portant que les époux se marient sans communauté, ne donne point à a femme le droit d'administrer ses biens ni d'en percevoir les fruits: ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage.*

1531. *Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il en doit faire après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice.*

1532. *Si dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y a des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'écheance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation.*

1533. *Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit.*

1534. *La clause énoncée au présent paragraphe ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.*

1535. *Les immeubles constitués en dot, dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables.*

Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari, et, à son refus, sans l'autorisation de la justice.

§. II.

De la Clause de séparation de biens.

1536. *Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus.*

1537. *Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat; et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.*

1538. *Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.*

Toute autorisation générale d'aliéner les immeubles donnés à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle.

1539. *Lorsque la femme séparée a laissé*

la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

CHAPITRE III.

Du Régime dotal.

1540. *La dot, sous ce régime comme sous celui du Chapitre II, est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.*

1541. *Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage est dotal, s'il n'y a stipulation contraire.*

SECTION PREMIÈRE.

De la Constitution de dot.

1542. *La constitution de dot peut frapper tous les biens présens et à venir de la femme, ou tous ses biens présens seulement, ou une partie de ses biens présens et à venir, ou même un objet individuel.*

La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme, ne comprend pas les biens à venir.

1543. *La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.*

1544. *Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.*

Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

1545. *Si le survivant des père ou mère constitue une dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint prédécédé, et le surplus sur les biens du constituant.*

1546. *Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot sera prise sur les biens des constituans, s'il n'y a stipulation contraire.*

1547. *Ceux qui constituent une dot sont tenus à la garantie des objets constitués.*

1548. *Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour du mariage contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.*

SECTION II.

Des Droits du mari sur les biens dotaux, et de l'inaliénabilité du fonds dotal.

1549. *Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage.*

Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

1550. *Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujetti par le contrat de mariage.*

1551. *Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation*

n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire, et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

1552. *L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en trasporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.*

1553. *L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage.*

Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

1554. *Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent.*

1555. *La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.*

1556. *Elle peut aussi, avec l'autorisation*

de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs.

1557. *L'immeuble dotal peut être aliéné, lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage.*

1558. *L'immeuble dotal peut encore être aliéné avec permission de justice, et aux enchères après trois affiches,*

Pour tirer de prison le mari ou la femme;

Pour fournir des aliments à la famille, dans les cas prévus par les art. 203, 205 *et* 206 *au tit.* du Mariage;

Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat de mariage;

Pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble dotal;

Enfin lorsque cet immeuble se trouve indivis avec des tiers, et qu'il est reconnu impartageable.

Dans tous ces cas, l'excédant du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi, comme tel, au profit de la femme.

1559. *L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal.*

Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal, l'excédant du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi, comme tel, au profit de la femme.

1560. *Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fonds dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée: la femme aura le même droit après la séparation de biens.*

Le mari lui-même pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant néanmoins sujet aux dommages et intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

1561. *Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage, sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins*

que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

1562. *Le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.*

Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

1563. *Si la dot est mise en péril, la femme peut poursuivre la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux art. 1443 et suivants.*

SECTION III.

De la Restitution de la dot.

1564. *Si la dot consiste en immeubles,*

Ou en meubles non estimés par le contrat de mariage, ou biens mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme;

Le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai après la dissolution du mariage.

1565. *Si elle consiste en une somme d'argent,*

Ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire,

La restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution.

1566. *Si les meubles dont la propriété reste à la femme ont déperi par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.*

Et néanmoins la femme pourra, dans tous les cas, retirer les linge et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur lorsque ces linge et hardes auront été primitivement constitués avec estimation.

1567. *Si la dot comprend des obligations ou constitutions de rente qui ont péri, ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu, et il en sera quitte en restituant les contrats.*

1568. *Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus durant le mariage.*

1569. *Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paie-*

ment de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

1570. *Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit, au profit de ses héritiers, depuis le jour de la dissolution.*

Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari; mais dans les deux cas, l'habitation durant cette année et les habits de deuil doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

1571. *A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré pendant la dernière année.*

L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

1572. *La femme et ses héritiers n'ont*

point de privilège pour la répétition de la dot sur les créanciers antérieurs à elle en hypothèque.

1573. *Si le mari était déjà insolvable, et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser.*

Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage,

Ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien,

La perte de la dot tombe uniquement sur la femme.

SECTION IV.

Des Biens paraphernaux.

1574. *Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot sont paraphernaux.*

1575. *Si tous les biens de la femme sont paraphernaux, et s'il n'y a pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.*

1576. *La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux;*

Mais elle ne peut les aliéner, ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation du mari, ou, à son refus, sans la permission de la justice.

1577. *Si la femme donne sa procuration au mari pour administrer ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu vis-à-vis d'elle comme tout mandataire.*

1578. *Si le mari a joui des biens paraphernaux de sa femme, sans mandat, et néanmoins sans opposition de sa part, il n'est tenu à la dissolution du mariage, ou à la première demande de la femme, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.*

1579. *Si le mari a joui des biens paraphernaux malgré l'opposition constatée de la femme, il est comptable envers elle de tous les fruits tant existants que consommés.*

1580. *Le mari qui jouit des biens paraphernaux est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier.*

Disposition particulière.

1581. *En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comme il est dit aux art.* 1498 *et* 1499.

MOTIVI

Esposti dal sig. Berlier *sul progetto di legge del titolo V libro III del Codice civile sul* Contratto di matrimonio, *e sui* diritti rispettivi de' conjugi.

Legislatori

Una delle leggi che ci portaste nella nostra ultima sessione determina le condizioni richieste pel matrimonio, ne regola le forme, e stabilisce i diritti e doveri principali che formano fra i conjugi quel legame giustamente rispettato che è il fondamento delle famiglie e della società.

Tal legge si occupò di tutto ciò che concerne lo stato civile degli sposi, e lasciò ad altre disposizioni del Codice la cura di regolare ciocchè riguarda le convenzioni che li conjugi possono stabilire rispetto alle loro facoltà, e i diritti che la legge impone in mancanza di ogni convenzione.

Il progetto che vi espongo ne è il compimento, e porta per titolo *del contratto di matrimonio, e dei diritti rispettivi degli sposi.*

In questa grave materia il governo non dovette ammettere ciocchè avrebbe potuto intaccare l'istituzione fondamentale, o fosse capace di rallentare quell'istinto che la natura medesima impresse negli uomini dirig-gendoli verso il matrimonio.

Sicchè a monte qualunque inutile ostacolo; imperocchè se la volontà deve essenzialmente presiedere ne' contratti, questa vieppiù deve rilucere quando trattasi di convenzioni matrimoniali.

Frattanto questa volontà dev'essere limitata in alcune circostanze, rischiarata sempre, e qualche volta sottointesa.

Da ciò ne deriva la necessità di una legge; possa quella, della quale vi presentiamo il progetto, adempiere i voti nostri!

Onde comprendere, e sopratutto per giustamente decidere delle sue disposizioni, non basta solo che si riconosca l'ultimo stato della nostra legislazione sui rapporti ch'esistono fra gli sposi *in quanto alle loro facoltà*; ma non sarà inutile forse di rimontare alla sorgente di questa legislazione, e di osservare in generale questa parte del nostro diritto.

Anche qui, come in molte altre materie, sarebbe difficile di non citare Roma, e le sue leggi. Le donne che per lungo tempo furono incapaci di succedere, non potevano portare alcuna cosa ai loro mariti; essi le prendevano senza facoltà: le ricevevano nelle loro famiglie col formolario di una vendita, e tal contratto fu chiamato, *matrimonio per acquisto.*

Ma cessò tale stato di cose, allorchè le donne furono rese abili a succedere: allora si stabilì il regime dotale, i di cui principali effetti consisterono a dare i frutti della dote al marito onde sostenghi li pesi del matrimonio, permettendo l'alienazione degl' immobili dotali della donna, e lasciandogli la piena facoltà di disporre di tutto ciò che non era stipulato dotale.

Tal regola dell' inalienazione de' fondi dotali della donna fu tratta da quella considerazione di ordine pubblico che passò in massima; *interest reipublicæ dotes mulierum salvas esse.*

In quest' ultimo stato della romana legislazione, l'intera separazione de' due patrimonj fu il fine costante delle sue dispo-

sposizioni: la moglie allo scioglimento di matrimonio, doveva ricuperare il principale della sua dote: essa durante il matrimonio conservava la disposizione de' suoi beni estradotali o paraferoali, e rimaneva estranea a tutto il resto.

Tale staccamento degli interessi rispettivi era d'accordo colle altre isutuzioui di quel popolo che ci trasmise un sì gran numero delle sue leggi.

Queste per altro non ottennero un generale favore nella Francia.

Non anderò a ricercare in qual momento il sistema della comunione coujugale s'introdusse in un gran numero delle nostre provincie.

Non fa di mestieri levare quel velo, che copre come tante altre anche quell'origine, onde determinare li nostri risultati.

Sarebbe senza dubbio ben difficile lo stabilire il grado d'influenza che puotero ottenere, ed il regime dotale, e la comunione, allorchè le leggi non avevano preso possesso in verun territorio, ed allorquando il Romano, il Franco, il Borgognese, il Gallo, abbenchè abitanti dello stesso paese,

erano giudicati ciascuno secondo le leggi personali che potevano reggerli dietro il solo titòlo della loro origine; ciocchè fece dire a Montesquieu: *eguale era il territorio, e diverse le nazioni.*

Senza ricorrere a vaghe ipotesi, è almeno certo che la comunione conjugale era di già, e da gran tempo in uso appresso una gran parte della nazion francese, allorchè le nostre costumanze furono riunite per iscritto e vennero tutte (ad eccezione di quelle di *Normandia, Reims e Auvergna*) a consacrare, ciascuna per il suo distretto, la comunione come una legge *territoriale* che diveniva il diritto comune di chiunque formalmente non vi aveva derogato.

Tal' è l'ultimo stato delle cose che ci lascia conoscere la Francia divisa su questo punto in due gran partiti: l'uno de' paesi chiamati di *costumanza*, e l'altro di quelli rimasti fedeli al diritto romano: li primi vivendo sotto il regime della comunione, gli altri sotto il regime dotale.

In una tal situazione, si comprende quanto lavoro richiedi la materia che siamo a trattare; giacchè, lungi dall' urtare delle a-

bitudini che niente nuocono alla società; questa deve senza distinzione di luogo, invitare li cittadini al matrimonio, e tale invito della patria sarà altrettanto più ben accetto, quanto ciascuno potrà liberamente regolare le sue convenzioni matrimoniali.

Che vi presieda adunque tutta la libertà, e che non abbia altri limiti che quelli che le prescrivono i buoni costumi, e l'ordine pubblico: poichè in tal materia niente dev' esser specialmente ordinato; ma può bensì e dev' esser proibito tutto ciò che fosse contrario all' ordine pubblico.

Dietro tali regole, il nostro progetto nelle sue generali disposizioni, si esprime, *che gli sposi non possono derogare nè ai diritti procedenti dalla potestà maritale sulla moglie e figli che appartengono al marito come capo, nè ai diritti conferiti al superstite degli sposi in forza dei titoli della potestà paterna e della tutela*; attese le stesse viste sono specialmente proibite tutte le convenzioni tendenti a sovvertire l'ordine legale.

Ma sarà egli proibito di stipulare, in termini generali, che i diritti degli sposi saranno regolati secondo la *tale* o la *tal altra* antica legge o costumanza?

Questa disposizione che a prima vista non sembra racchiudere niente di contrario all' ordine sociale, avrà frattanto l'inconveniente maggiore di perpetuare come leggi dello stato questa massa di usi diversi che copriva il territorio francese.

Lo scopo del Codice civile sarebbe totalmente svanito, se in tal guisa dovessimo contenersi: il nostro progetto proibisce dunque tali speciali disposizioni, senza nulla ostante portar verun pregiudizio alla facoltà che appartiene ai conjugi di stipulare *specialmente*, e salvo i limiti qui sopra indicati, tutto ciò fosse di loro maggior convenienza.

Frattanto, siccome questa distinzione medesima, se si dovesse applicarla a tutte le parti d' un gran sistema, sarebbe quasi sempre accompagnata da gravi difficoltà, fu giudicato non solo comodo, ma utile per i cittadini di tracciare separatamente, e le regole che meglio si adattano alla comunione, e quelle che sembrarono meglio convenire al regime dotale.

Tali regole in due separati capitoli disposte, e paralellizzate, avranno per certo avvantaggio, quello di offrire ai cittadini una col-

lezione di principj ai quali potranno riportarsi in termini generali; e se vorranno derogarvi in qualche punto, la cura del redattore si limiterà a spiegarvi le modificazioni dettate dalle volontà particolari de' contraenti.

Fino al presente, o legislatori, la marcia del nostro progetto è semplice, facile; ma conviene abordare una difficoltà molto seria.

Noi non viddimo per anco se non se de' conjugi che stipulano i loro interessi con quella pienezza di libertà che lo richiede la materia di cui si tratta, che adottano l'uno de' due sistemi che gli vengono offerti, o li modificano secondo la loro volontà.

Ma conviene travveder pure, i casi sì frequenti in cui veruna particolare convenzione avesse preceduto l'atto civile del matrimonio.

Nella mancanza di ogni convenzione, la legge deve necessariamente regolare i diritti rispettivi de' conjugi, o altrimenti spiegandomi, deve provvedere onde vi sia un *diritto comune* qualunque: ma che sarà allora?

Si doveva quì decidersi fra i due sistemi

suindicati; giacchè era ben possibile, senza sconvolgere ogni idea di uniformità, di stabilire un diritto comune che non fosse il medesimo per tutto lo stato; era necessario di determinarsi, ed il più maturo esame presiedè alla scelta che ne fece il progetto.

Senza dubbio il regime dotale provvede meglio alla conservazione della dote, poichè ne proibisce l'alienazione.

Senza dubbio, del pari, presenta un non so che di più semplice della comunione: eccone i suoi avvantaggi, ma anche la comunione ne ha i suoi.

Dapprima l'unione delle persone non ci conduce ella medesima alla società dei beni, e la reciprocità del travaglio, non stabilisce la comunione de' prodotti?

In verità, alcuni vollero accordare al solo marito i benefizj come procedenti quasi esclusivamente dalle sue proprie fatiche, ma è forse vera tal proposizione, e deve forse applicarsi alla classe sì numerosa degli artisti, e degli agricoltori?

Le loro donne non travagliano del pari ad essi, e non sono, per lo più, anzi più econome? E siccome specialmente in quella

classe succedono i matrimonj senza contratto, non è essa quella che il legislatore deve avere in vista, quando stabilisce un diritto comune precisamente pei casi ove non vi è contratto?

Inoltre, se si esamina la questione in modo più generale si troverà che un gran numero di persone, oltre le suonominate, contribuiscono alli benefizj, se non con travaglio simile a quello de' loro mariti, almeno coi capitali che posero in comunione, e colle cure che prendono nella direzione della famiglia.

Ma d'altronde tale società sarebbe essa la sola ove si esigesse porzioni eguali, e la donna dovrebbe non compartecipare degli avvantaggi perchè non contribuì quanto suo marito?

Lasciamo tali inconcludenti calcoli, e ritorniamo a discutere ciocchè prescrive in questa materia la semplice qualità de' conjugi, nella mancanza di ogni convenzione; poichè allora la natura delle cose esercita il suo impero, e certamente essa non saprebbe pronunziare la separazione di interessi,

ressi, pecuniarj di ogni specie fra persone sì strettamente unite come lo sono il marito e la moglie.

Fin quì non esaminai la comunione, che sotto i rapporti della *giustizia;* ma questo regime sembrò pure più favorevole all'ordine sociale, e più conforme al carattere nazionale.

Lungi da noi l'idea d'imprimere verun carattere di riprovazione al regime dotale, ne abbiamo indicati i suoi avvantaggi ed il progetto gli riserva un onorevole posto fra le sue disposizioni; frattanto se si calcola la giusta influenza de' due regimi sull' unione conjugale, si dovrà trovare sotto l'uno, delle compagne raffreddate: sotto l'altro, delle donne affezionate, ed attaccate per il loro proprio interesse a' comuni successi.

Diciamo ancora che i costumi francesi sono generalmente più in armonia col regime della comunione, e che forse fra noi le donne non acquistarono la giusta considerazione di cui godono, che dietro il ti-

tolo che hanno di *associate*, che dando ad esse più dignità, influisce maggiormente sulla domestica felicità.

Come d'altronde potrebbesi sprezzare la tendenza dello spirito nazionale verso la comunione conjugale, allorquando si vede che le stipulazioni di società di acquisti divennero molto comuni, ed anche in molti rapporti soggette al regime dotale?

Tante considerazioni non potevano essere impotenti sullo spirito del governo, ed ei crede aver soddisfatto al voto della nazione presentandogli la comunione non come un sistema assoluto che sia d'uopo seguire, ma come la legge che governa li conjugi quando non l'hanno loro stessi esclusa.

Tale disposizione del progetto, una delle più importanti del cap. I, è seguita da due altre, la di cui facilità sarà facilmente intesa.

Una porta: *che ogni convenzione matrimoniale sarà redatta prima del matrimonio dinanzi notajo.*

L'altra *interdice ogni cambiamento dopo la celebrazione delle nozze*, e prescrive la maniera con cui i cangiamenti fatti anteriormente dovranno essere stabiliti onde esser valevoli.

Queste disposizioni, comuni ai due regimi, che siamo per esaminare, hanno per oggetto l' impedire, nell' uno e nell' altro, delle frodi verso i terzi, tali quali sono quelle di cui il passato non ci offrì che innumerevoli esempj.

Il governo entra certamente nelle vostre viste tutte le volte che chiude alla mala fede qualcuno de' molti suoi asili, o che ne rende più difficile l'accesso.

Eccomi o legislatori, ad esporvi le disposizioni generali comprese nel cap. I del nostro progetto; ma io non ho che in parte compito il dover mio, e devo or farvi conoscere la strada che si è battuta onde organizzare tanto il *regime della comunione*, quanto il *regime dotale*, oggetti ambedue de' cap. II e III. Il regime della comunione si divide ancora in due parti; una relativa alla *comunione legale* (vale a dire quella che ha luogo fra le parti che si maritano senza contratto), l'altra relativa alla *comunione convenzionale* o modificata da particolari convenzioni.

DELLA COMUNIONE LEGALE.

Legislatori, non mi proposi nel mio piano di successivamente fissare la vostr' attenzione su ogni articolo del progetto; ve ne son molti la di cui estrema semplicità, o l'evidente giustizia ne allontana ogni commento.

Mi limiterò adunque a motivare le principali viste del sistema, e se mi fermerò su alcune disposizioni d'un ordine secondario, non lo farò che in quanto esse concerneranno de' punti di controversia, o saranno necessarie per la spiegazione, od intelligenza del piano generale.

Di che si comporrà la comunione? Da chi, e come sarà amministrata? Come si scioglierà? Dopo il suo scioglimento, quali saranno i diritti de' conjugi, e specialmente quelli della donna?

Tali sono le materie che passo a discutere.

Riprendo progressivamente queste varie questioni.

La comunione legale di che si compone?

Nell' ultimo stato di cose, le costumanze diversificavano fra esse sulla composizione di tale comunione: in alcune la comunione non si estendeva che sugli acquisti, ma nel maggior numero abbracciava e li mobili, e gli acquisti.

Frattanto i mobili ancora erano assoggettati a varie costumanze: così in molte, la comunione non approfittava che de' mobili in essere, al momento del matrimonio, frattanto che d'altronde non si faceva veruna distinzione fra li mobili in essere all' atto del matrimonio, e quelli che nel suo corso potevano pervenire sotto qualsiasi titolo.

Il nostro progetto adottò quest' ultima vista, e se voi lo sanzionate, la comunione conjugale abbraccierà oltre gli acquisti, i mobili rispettivi degli sposi, *presenti e futuri*: poichè in ogni istituzione, lo scopo del legislatore dev' esser quello d'ischivare gl' imbarazzi che poi diventano sorgenti di discordie.

Che si ammettano delle distinzioni in tal materia, e non si potrà più fare un passo

senz' inventario. Quanti imbarazzi in questa sola obbligazione, e quante difficoltà nella sua ricognizione? Si riconoscerà forse così facilmente, dopo un lungo uso, li mobili che avranno appartenuto al marito, od alla moglie, e che sì lungo tratto di tempo furono confusi? E se in mancanza di documenti per iscritto, fa di mestieri ricorrere alla prova vocale onde conoscere ciò che a ciascuno appartiene, come si farà in allora? Cosa diverrebbe della felicità, e del riposo delle famiglie?

Tali gravi considerazioni dettarono le disposizioni del nostro progetto, contro le quali in vano si obbjetterà che spesse volte il mobiliare può esser di gran valore, giacchè se così è, e che tal considerazione abbi qualche influenza sulle parti, esse stipuleranno ciocchè meglio lor converrà: tale facoltà loro non è minimamente tolta, ma il diritto comune sarebbe vizioso nella base se si regolasse su alcune situazioni particolari, e non sui casi generali.

Così i mobili presenti e futuri, entreranno in comunione, e per lo stesso motivo, i debiti mobiliari rispettivi saranno a

carico della comunione, sia ch' esistino al momento del matrimonio, sia che dipendino da successioni, o da donazioni pervenute durante il matrimonio.

Tali disposizioni tendono tutte a simplificare un' istituzione rispettabile ed utile.

Frattanto una successione, ed una donazione può essere o puramente mobiliare, o totalmente immobiliare, o composta d' oggetti che partecipino dell' una e dell' altra specie, e questi diversi casi, devono ciascuno trovare delle regole che lor siano proprie, e che, senza portar aggravio alla comunione oltre il suo emolumento, assicurino ai terzi l'esercizio de' loro legittimi diritti, ed ai conjugi delle sufficienti indennizzazioni quando che siavi luogo. Vi provvide il nostro progetto.

Eccomi alla seconda questione.

Da chi, e come sarà amministrata la comunione?

Senza dubbio è inutile di enunziare che il marito sarà il solo amministratore legale della comunione: tale qualità fuorchè a lui non poteva ad altri essere conferita.

Sicchè lui solo potrà vendere, alienare, ed ipotecare li beni della comunione.

Così la donna (a meno che non fosse pubblica mercantessa) non potrà obbligarsi nè esercitare veruna azione, non solo rispetto alli beni della comunione, ma nemmeno relativamente a' suoi proprj, senza il consenso di suo marito.

Ma il marito capo della comunione, e padrone degl' acquisti, non potrà nemmeno disporre fra vivi, ed a titolo gratuito, nè degl' immobili acquistati durante la comunione, nè della totalità, o di una quota parte del mobiliare.

Egli non potrà egualmente donare, testando, al di là della sua porzione nella comunione, poichè le facoltà che gli si accordano per la sua amministrazione, non sono poi tali da autorizzarlo a fare delle disposizioni che, per evidenza essendo senza interesse della società, non tenderebbero che a spogliare la donna.

Tutto al più, egli amministrerà gl'immobili proprj della donna, ma non potrà senza il suo assenso alienarli: poichè la moglie ne è essenzialmente proprietaria, e ciò

che mise in comunione non ebbe luogo che per le spese, e non per i fondi.

Per consegnenza del principio medesimo, se il marito, semplice usufruttuante degl'immobili di pertinenza di sua moglie, muore dopo averne fatto delle affittanze anticipate, o a lunga scadenza, l'effetto sarà nullo, o riducibile, secondo che i limiti ordinarj saranno stati oltrepassati.

In questa parte del progetto, voi, o legislatori, rimarcherete quali cure si sono prese onde garantire le facoltà proprie della moglie, in quanto che ciò si poteva eseguire su un sistema che ne prescrive l'inalienazione, e che non suppone nè il marito disposto a rovinare la moglie sua (non avendone interesse, o avendo l'interesse contrario), nè la moglie sì sciocca nel sancire degli atti che i beni suoi in pericolo metterebbero.

Rimarcherete pure che nel caso d' alienazione di tutti, o porzione de' beni della moglie, i suoi rinvestimenti hanno luogo, e sui beni della comunione, e su quelli di suo marito. Eccoci ad un' altra parte del sistema, quella dello scioglimento della comunione.

Come si scioglierà la comunione?

Ogni causa che scioglie il matrimonio, scioglie naturalmente la comunione, giacchè l'accessorio non può sussistere soppresso il principale. Dal che ne viene che la morte naturale, o la civile, ed il divorzio, sciogliendo il matrimonio, fanno cessare la comunione, ma è egualmente disciolta dalla separazione personale, e da quella de' beni abbenchè in questi due ultimi casi il matrimonio continui a sussistere.

Fra queste varie cause di scioglimento di comunione, la più frequente, senza dubbio è quella che succede per la morte naturale; aveva nullameno in molte nostre costumanze, e segnatamente in quella di Parigi, un' eccezione rigettata dal nostro progetto, questa è quella che mancando l'inventario, la comunione continuava fra il conjuge superstite ed i suoi figli.

Lo scopo di tale disposizione era lodevole senza dubbio, ma n'era forse ben scelto il mezzo?

La mancanza d'inventario, non è l'effetto della mala fede; è spesse volte il frutto dell'

ignoranza o n'è il motivo l'estrema modicità dell' eredità, ed il desiderio di evitare delle spese; e siccome numerose sono le piccole eredità, è evidente che la disposizione che si esamina, arrecò danno a molti innocenti; poche nostre costumanze l'avevano adottata, e la ragione d'accordo colla giustizia, in oggi invincibilmente da noi l'allontana.

Cessa ogni società colla morte d'uno degli associati: è incontrastabile tal principio, come lo è quello che non si può suo malgrado entrare ne' legami d'una società quando non si ha contrattato, o non si volle contrattare.

D' altronde lo spirito concepisce egli le conseguenze d' una simile disposizione, e tutte le difficoltà risultanti da un' involontaria società? La legge può condannare a delle ammende, ma non deve violentare la natura delle cose.

In fine che succederebbe, se il conjuge superstite si rimaritasse?

Che il nuovo sposo entrando in società ne prenderebbe una porzione, che farebbe diminuire quella degli altri associati, e ne

causerebbe la divisione non più in due, ma in tre parti.

Tanti imbarazzi non devono rinascere allorchè d' altronde evvi un mezzo facile e semplice di pervenire allo scopo propostosi. Infatti di che trattasi? di vegliare alla conservazione de' diritti che appartengono ai figli del matrimonio. Ma delle due cose l'una, o sono maggiori, o non lo sono.

Se sono maggiori, e che non richiedino l'inventario, compartecipano dell' errore del conjuge superstite. Lor non si deve veruna indennizzazione.

Se sono minori, il loro tutore surrogato che avesse negletto di far fare l'inventario, ne diverrà personalmente responsabile verso di loro, ed il conjuge superstite oltreciò perderà i diritti che la legge gli accordava sulle sostanze de' figli. Ecco la pena.

In ogni casò la pruova della voce pubblica sarà ammessa onde provare la stabilità della comunione.

Un tal ordine di cose sembrò su questo punto molto preferibile a quello che altre volte praticavasi soltanto in alcune costumanze.

Ritorno su un'altra causa di scioglimento di comunione, quella cioè che deriva dalla *separazione dè beni.*

Tal parola non poteva esser pronunziata senza richiamarci all' idea le frodi che sonosi spesse volte praticate su tal oggetto; ma non era possibile di rigettare tutte le separazioni di beni, poichè ve ne sono alcune volte di frodolenti: di quale istituzione non si abusò!

Il soccorso della separazione, accordato alla sgraziata moglie d'un marito dissipatore, questo soccorso dovuto da tutti i sistemi, e tanto sotto il regime dotale che sotto quello della comunione, non doveva sparire dalle nostre leggi; ma è del pari dovere del legislatore di rendere più difficile la frode, richiamando sopra tutto la sorveglianza di quelli ch' essa può ferire.

Il progetto nostro tende a tal scopo. Ma il compimento della garanzia reclamato su tal punto dall' ordine pubblico, si trova in tutte le forme medesime che furono impiegate, onde arrivare alla separazione di beni, e tal travaglio dovette affidarsi al Codice di procedura civile. Lo zelo del governo

per tutto ciò ch'è buono ed utile, è mallevadore che tal oggetto non sarà perduto di vista.

Devo inoltre osservare se la donna, semplicemente separata di *corpo* o di *beni*, non ricuperi la facoltà di alienare i suoi immobili senz' esserne dal marito autorizzata? Il progetto ne contiene un' espressa disposizione, il di cui principio stà nella maritale potestà, che esiste sempre finchè esiste il matrimonio.

Ma che succede dopo lo scioglimento della comunione?

Fa d'uopo specialmente considerare questo scioglimento nella sua causa la più comune, vale a dire nella morte di uno de' conjugi.

Stabilita in tal guisa la proposizione essa deve esaminarsi sotto il duplice aspetto della premorienza del marito, o di quella della moglie.

Se la moglie sopravvive potrà accettare la comunione, o rinunciarvi, senz' esser privata del diritto di esercitare le sue pretese rispetto alle sue facoltà personali.

Se premore la donna, i medesimi diritti appartengono a' suoi eredi.

È vero, alcune costumanze distinguevano questi due casi, e consideravano la facoltà di rinunziare come un diritto personale alla donna, e che senza una speciale stipulazione non passava a' suoi eredi.

Il nostro progetto non ammise questa distinzione, nè doveva ammetterla. Infatti la legge non introdusse la facoltà di cui si tratta che in considerazione delle differenze che esistono fra la comunione legale, e le altre società.

Nella comunione legale il marito è l'assoluto padrone; la moglie non può opporsi a veruno de' suoi atti: in una parola dopo di aver messo nella massa comune il suo mobiliare, il godimento de' suoi immobili, ed il suo travaglio, tutti i diritti della donna riduconsi alla speranza di dividere quegli utili che ne risultassero.

Niente dunque di più giusto della facoltà di cui si tratta, ma la sua giustizia non è soltanto relativa, è assoluta ed appartiene egualmente alla moglie, come a' suoi eredi. Dall'altro canto quali saranno questi eredi? Il più delle volte questi sono li figli del matrimonio, sotto tal rapporto degni di tutto il favore delle leggi.

La facoltà accordata alla moglie o a' suoi eredi, di rinunziare alla comunione, è essenzialmente di pubblico ordine; senza tal facoltà, i beni personali della donna sarebbero a comodo del marito, poichè una cattiva amministrazione darebbe luogo ai creditori di pagarsi anche su quelli; ed è ben allora che i sparlatori della comunione potrebbero dire che le sostanze della donna restano sotto questo sistema senza protezione; ma il nostro progetto prevenne questa obbiezione col formalmente interdire ogni stipulazione tendente all' abbandono di questo privilegio.

Così dietro la previdenza di un' inalterabile disposizione, la moglie e i suoi eredi potranno allor anco che il contratto di matrimonio contenesse una clausola contraria, accettare la comunione, o rinunziarvi; ma questa facoltà cesserà avendo preso parte, ed il suo esercizio sarà accompagnato da alcune regole proprie a non lasciare per lungo tempo le qualità incerte; giacchè la legge deve provvedere all' interesse de' terzi. Vi sarà dunque, sia onde fare l'inventario, sia onde deliberare, fissato un termine, trascorso

scorso il quale la donna o suoi eredi potranno esser personalmente chiamati in giudizio; e ciocchè dissimo per il caso in cui la comunione vien disciolta per la morte naturale, senza veruna restituzione si applica allo scioglimento atteso morte civile, e con leggerissime modificazioni, allo scioglimento che nasce dal *divorzio*, e dalla separazione di *corpo*.

Nominai appena il *divorzio*, e ciò m' inducea a fare alcune spiegazioni; giacchè da ciò che si è detto risulta che, il divorzio non sarà un ostacolo alla divisione de' benefizj che la comunione potrà offrire, allor anche che il divorzio venghi ottenuto contro la donna.

Il motivo di questa disposizione è che non si tratta d'una liberalità che la donna raccoglie, come nel caso *dell' art.* 293 *del lib.* 1 *del Codice civile*, ma di un diritto ch' essa esercita, e che non fa che rappresentare la sua azione per quanto mise nella massa comune dipendentemente dal suo mobiliare, dai frutti de' suoi immobili, e dal prodotto de' suoi travaglj: tutto ciò potrà

forse esser da essa perduto senza che gli venghi nemmeno computato?

Ma ripigliamo le idee generali che richiede il capitolo di cui si tratta.

La moglie o i suoi eredi, accetteranno o ripudieranno la comunione; la legge deve piantare delle regole per questa duplice ipotesi.

Nell' uno e nell' altro caso queste regole saranno molto semplici.

Se viene accettata la comunione, converrà fare una massa comune dell' attivo e del passivo, e dopo il pagamento de' carichi, e la reciproca prelevazione de' beni personali di ciascuno de' conjugi, vi sarà la divisione del di più.

Se alcuni de' beni proprj ad uno de' sposi sono stati alienati, il rinvestimento si farà preliminarmente sulla massa.

Se al contrario questi beni sono stati ridotti in miglior stato a spese della comunione, questa sarà indennizzata o compensata.

Niente di più giusto nè di più chiaro di queste regole: frattanto, siccome è proprio di tutte le cose umane, esse ponno accidentalmente imbrogliarsi.

Può accadere, per esempio, che la moglie lasci molti eredi e che questi sieno divisi fra loro di tal maniera, che uno accetti la comunione, frattanto che l'altro vi rinunzia.

Il nostro progetto provvede a questo caso in una maniera giusta, e che viene giustificata dalla semplice lettura del testo.

Può egualmente succedere che da uno de' conjugi sieno state fatte delle sottrazioni, o che siano stati nascosti degl' effetti, non sarebbe bastevole obbligare il nasconditore a restituire alla massa ciò che voleva rubare, ma è giusto di privarlo del diritto di prender parte negli effetti restituiti, o nel loro valore.

Questi varj accidenti non offrono d'altronde niente che possi sensibilmente imbarazzare il sistema, e convien dirne egualmente di tutto ciò che concerne il pagamento de' debiti dopo la divisione, e colla distinzione di ciò ch' è a carico di ciascuno de' conjugi, secondo le varie specie de' debiti.

Tra le disposizioni di tale categorìa, comprese nel progetto di legge che vi è proposto, non ve n' è che una sola che ora sia degna di rimarco, questa è quella che

stabilisce che in ogni stato la donna non è obbligata per li debiti della comunione che *fino alla concorrenza del suo emolumento* previsto che vi sia stato inventario e che essa rendi conto del contenuto di detto inventario, e di ciò che gli toccò nella divisione.

Questa pure è una protettrice disposizione, e che prova tutta la cura che si è presa onde il regime della comunione non venghi a compromettere gl' interessi della donna.

Viddimo ciò che ha luogo allorchè la comunione è accettata, e se tutte le regole che sono relative a questo caso non presentano veruna seria difficoltà, quelle relative al caso di rinunzia sono ancora più semplici.

Qui tutto si riduce per parte della moglie, a chiedere in giudizio la restituzione de' suoi beni personali, se esistono in natura, o il loro valore se sono alienati, e le indennizazzioni che possono essergli dovute.

Essa non può ripetere il mobiliare che mise in comunione, e non ritira che la biancheria ed il vestiario di suo uso.

Essa è tutto al più sollevata di ogni con-

tributo sui debiti della comunione, eccetto quello dipendente dalle sue personali obbligazioni, e salvo, in questo tal caso il suo regresso sui beni della comunione, o su quelli di suo marito.

Quest' ultima situazione che vi presenta l'infelice lato di un contratto sul quale le parti avevano fondato le maggiori speranze, non farà punto scordare tutti gli avvantaggi che devono generalmente risultare dal regime al quale detta situazione appartiene.

La rinunzia alla comunione è un eccezione, e lo è egualmente in questo caso, per quanto sia possibile provvisto agl' interessi della donna.

Legislatori, narrai i principali caratteri del regime della comunione, ne motivai le principali disposizioni, e credo aver stabilito, meno cogl' argomenti, che colla semplice esposizione delle sue regole, che la società di cui si tratta è molto meno circondata di difficoltà ed imbarazzi di quello che lo temettero de' buoni spiriti poco avvezzi a seguirne i movimenti e l'azione.

Senza dubbio un sistema, nel quale, senza partecipazione alla società, la donna non

ha che a ritirare ciò che stabilì di porvi, è più semplice; ma quello che vi esposi, è egualmente semplice per quanto lo possi essere una società, e deve guadagnar molto per le disposizioni che fanno entrarvi tutto il mobiliare; poichè le principali difficoltà risultavano dalle distinzioni che molte costumanze ammettevano su tal materia.

Reso migliore sotto quel rapporto non che sotto molti altri, il regime della comunione, da gran tampo sì caro ad una gran parte del territorio francese, lo diverrà d'avvantaggio e meglio compirà il suo oggetto.

Ma il sistema che noi sviluppiamo, riceverà forse alcune modificazioni o miglioramenti, allorchè i conjugi o uno d' essi avranno de' figli d' un precedente matrimonio?

Tale circostanza di abbastanza facile applicazione, non poteva isfuggire alle cure del governo.

Si esaminò dunque la questione, e senza trarre la sua decisione dalla legge *Foeminae* 3 *C. De sec. nup.*, nè nell' editto di Francesco II sulle seconde nozze, se la trovò facilmente *nell' art.* 387, *del lib. III del Cod. civ.* di già decretato.

Quell' articolo regola e limita la liberalità che ciascuno, avendo figli, può fare al suo secondo sposo.

Nel caso particolare, basta dunque di riferirsi a questo articolo, esprimendo che se per aver messo nella comunione il suo mobiliare o aver corrisposto il pagamento de' debiti dell' altro conjuge, quello che ha de' figli si trovava dare oltre la porzione disponibile, li figlj di primo letto; avrebbero l'azione per la divisione.

Di tal maniera, e sotto questa sola modificazione, il diritto comune può senza verun inconveniente esercitare il suo dominio su questa specie, come su tutte le altre.

Si conosceva d' altronde ch' eguale restituzione si estenderà nel caso di comunione convenzionale, di cui si parlerà più abbasso; ma in tutti i casi, li semplici benefizj risultando da comuni travaglj, e dalle economizzazioni de' rispettivi proventi, abbenchè ineguali per i conjugi, non dovranno esser calcolati come avvantaggi soggetti a riduzione.

Tutto ciò che dissimo, è applicabile alla comunione legale, o quella comunione che

nel silenzio delle parti deve formare il diritto comune della Francia.

Ma se li conjugi vi si assoggettano col loro silenzio, e con maggior ragione dall' espressa loro adesione, possono pure modificare questo diritto comune con particolari convenzioni, e la comunione allora diviene puramente convenzionale ne' punti che sono stati li oggetti delle speziali stipulazioni.

Della comunione convenzionale.

Particolarmente trattando le molte modificazioni della comunione legale, come si fece nella seconda parte del cap. II, il nostro progetto non ebbe per iscopo di abbracciare tutte le specie di cui si compone il vasto dominio della volontà degli uomini.

Il quadro di alcune non entrava dunque essenzialmente e necessariamente nel piano di questo travaglio, e dopo di avere esposte le regole della comunione legale, si poteva limitarsi a lasciar operare tutto al più la libertà delle convenzioni senz'altri limiti che quelli che sono stabiliti dal cap. I del progetto di legge.

Ma senza voler restringere questa libertà, sì necessaria, e tanto formalmente stabilita in questa materia, il governo credette esser degno delle sue cure l'occuparsi specialmente di certe modificazioni, soprattutto di quelle che sono le più usitate, e che delle giornaliere stipulazioni indicano, come le più abituate in alcune parti dell' immensa nostra popolazione.

Sotto queste viste, il progetto esprime ciò che risulterà dalle diverse convenzioni che avranno avuto per oggetto lo stabilire l'uno de' punti seguenti, cioè:

1.° *Che* la comunione non abbraccerà che gl' acquisti.

2.° *Che* il *mobiliare* presente, o futuro non entrerà in comunione, o vi entrerà per una data parte.

3.° *Che* vi si comprenderanno tutti o in parte gl'immobili presenti, o futuri con attribuire ad essi la qualità di beni mobili.

4.° *Che* li conjugi pagheranno separatamente i loro debiti anteriori al matrimonio.

5.° *Che* in caso di rinunzia, la donna potrà riprendere ciò che portò senza spesa ed aggravio.

6.° *Che* il conjuge superstite avrà un'antiparte.

7.° *Che* li conjugi avranno porzioni eguali.

8.° *Che* vi sarà fra essi comunione a titolo universale.

Ciascuna di queste specie si allontana diversamente dal sistema generale; le sette prime lo ristringono; l'ultima vi fa delle aggiunte, ma tutte lo modificano, e ciascuna è suscettibile di alcune regole che saranno poste o come la conseguenza del patto sociale al quale esse si riferiscono, o come misure proprie a prevenire le difficoltà che nascerebbero dall' isolazione del testo.

Legislatori, eccovi lo scopo che ci siamo proposti nella redazione di molti articoli di cui le disposizioni levate o dalle nostre costumanze, o dalla giurisprudenza, facilmente comprese saranno ed applicate.

Adunque io non le analizzerò, giacchè di poca analisi esse sono suscettibili, e non si tratta quì di spiegare un sistema; questa parte del nostro progetto non offre che una serie di proposizioni indipendenti le une dalle altre, alcune volte contrarie, e sempre variate egualmente che la volontà umana.

Giudicherete allorchè ve ne sarà fatta la lettura, se le decisioni che racchiudono, sono in armonìa colle varie situazioni alle quali si riferiscono.

Ma non posso terminare la discussione relativa al capitolo 11 del progetto di legge senza fermare per un istante la vostra attenzione sulla sezione IX ed ultima della seconda parte di questo capitolo.

Questa sezione fissa la condizione de' conjugi che, senz' assoggettarsi al regime dotale, si maritano senza comunione, o stipulano che saranno separati di beni.

A prima vista si penderebbe onde classificare separatamente questa specie, che tutto ad un tratto esclude e la comunione, ed il regime dotale; ma se per niente ommettere, convenne parlare di questa stipulazione rarissima, e convenne regolarne gli effetti, fu molto il dedicarsi a calcolarla come se costituisce un terzo sistema, e metterla a livello degl' altri due regimi.

Questo patto particolare, che è una prova di più della libertà indefinita che regnerà nelle convenzioni matrimoniali, termina convenevolmente il capitolo ove sono col-

locate le convenzioni che modificano, in quanto ai beni, la situazione naturale de' conjugi.

Eccomi o legislatori giunto alla parte del progetto che tratta del regime dotale.

DEL REGIME DOTALE.

Conoscete di già i motivi che consigliarono a mantenere il regime dotale non più come legge speciale o come il diritto comune di una parte del territorio francese, ma come un corpo di regole al quale tutti i cittadini, qualunque suolo del Regno essi abitino, possano riportarsi quando volessero preferire questo regime a quello della comunione.

Donde nasce l'obbligazione per noi di motivare ancora, se non tutti i dettaglj, almeno le principali disposizioni di questo regime.

Il regime dotale non trae il suo nome dalla sola circostanza che vi è una dote costituita, giacchè anche quello della comunione ammette la costituzione della dote.

Il regime dotale non è dunque così chiamato che attesa la particolar maniera di

cui la dote si trova non costituita, ma amministrata dietro la costituzione che ne fu fatta. Non è inutile di ben conoscere il valore delle parole, onde intendere il fondo delle cose.

Può essere anche utile di rimarcare, d'or innanzi, che sotto li due regimi, le doti sono soggette a più regole perfettamente simili.

Tali sono, fralle altre, quelle relative alla porzione contributoria de' costituenti, alla garanzia della dote, ed al pagamento degl' interessi; disposizioni che, dopo esser state collocate nel cap. II relativo alla *comunione*, si trovano nel cap. III relativo al *regime dotale* e di cui si avrebbe potuto farne un capitolo comune, se non si avesse creduto di dividere l'uno e l'altro sistema, con questo mezzo, più spedito senza dubbio, ma meno favorevole allo scopo propostosi. Difatti questo scopo fu di riunire in ciascuno de' capitoli tutte le regole ch' erano proprie a ciascun regime di maniera che non vi fosse nè confusione, nè remissione dell' uno all' altro, o dell' uno, e dell' altro ad un capitolo di comuni disposizioni.

Dopo queste osservazioni, devo fissare la vostra attenzione sulli punti ch' essenzialmente diversificano il regime dotale da quello della comunione.

Nel regime dotale, il marito non ha, come in quello della comunione, l'amministrazione di tutte le facoltà della donna, senza distinzione di que' beni che furono costituiti in dote ad essa, o che gli toccarono dopo il matrimonio: ei non ha che l'amministrazione e godimento de' beni stipulati *dotali*; ma un' altra differenza ancor vi esiste ed è, che gl' immobili dotali divengono di lor natura inalienabili durante il matrimonio.

Sicchè non è soltanto il marito che non potrà alienare gl' immobili dotali di sua moglie, poichè in verun sistema quest' alienazione non potrebbe eseguirsi da colui che non è proprietario, ma la moglie medesima non potrà alienare i suoi immobili dotali allorchè anco suo marito vi acconsentisse.

Questa disposizione del diritto romano, nata dal desiderio di proteggere la femmina contro la sua propria debolezza e con-

tro l'influenza del marito, è uno de' punti fondamentali del sistema. Il nostro progetto la conservò.

Frattanto, siccome vi sono pochi principj che non ammettino dell' eccezioni, così anche quello che siam dietro a discutere avrà le sue.

Sicchè, e senza parlare della deroga che potrà esservi fatta dal contratto stesso di matrimonio, la dote della moglie potrà venire da lei alienata coll' autorizzazione del suo sposo pel collocamento de' suoi figlj, giacchè la causa dell' inalienazione appoggiata essendo essenzialmente sull' interesse medesimo di questi figli, non si può riputare d'infrangerlo, allorchè l'alienazione ha luogo per il motivo di arrecar loro degl' avvantaggi.

Dopo tal eccezione di un ordine superiore, ve n' è qualche altra che i giudici soli possono applicare; poichè se è senza inconvenienti, ed anzi avvantaggioso di lasciare alla moglie autorizzata da suo marito, la cura di compiere un dovere naturale dotando i suoi figlj, in tutt' altra circostanza la collusione de' conjugi sarebbe a te-

mersi, se non fosse stabilito l' intervento della giustizia.

L'alienazione degl' immobili dotali potrà dunque esser autorizzata dalla giustizia ne' seguenti casi.

O per liberare dalla prigione il marito, o la moglie.

O per dare alimenti in certi casi, ed a certi membri della famiglia.

O per pagare i debiti della moglie anteriori al matrimonio.

O per fare straordinarie riparazioni all' immobile dotale.

O finalmente per sortire d' indivisione, allorchè essa non può cessare che per via di vendita all' incanto.

In tutti questi varj casi, allorchè sono ben provati, è facile di riconoscere quanto possi agire la necessità, e la legge non saprebbe saggiamente rifiutarvi ciò che reclamasse una tal causa.

Ma l'attenersi a quella sola causa sarebbe ben stato un troppo rigorosamente star attaccati a ciò che prescrive il bisogno.

Nel corso ordinario della vita, sonovi delle cose sì superiormente utili, che vi

sarebbe

sarebbe della crudeltà a non porle qualche volta a livello delle cose necessarie.

Supponiamo adunque il caso sì frequente senza dubbio, in cui l'immobile dotale fosse situato ad una gran distanza del domicilio de' conjugi, nel mentre che si troverebbe a loro portata un altro immobile di egual valore o del valore all' incirca, la di cui più facile amministrazione offrirebbe immensi avvantaggi.

In questa ipotesi, le leggi romane permettevano il cambio coll'autorizzazione della giustizia, e col riportare sul fondo acquistato tutti i caratteri e privilegj del fondo alienato. Il nostro progetto adottò quest'eccezione, che sembrò non danneggiare gl'interessi della moglie.

Oltre le specie che esposi, il principio d'inalienazione del fondo dotale, non può ricevere verun danno, nè anche per la prescrizione, a meno che non sia cominciata prima del matrimonio.

Resterà d'altronde poco a dire sulle conseguenze dell' amministrazione del marito, allorchè si avrà detto che egli è obbligato come usufruttuario.

Ma in caso di morte dell' uno de' conjugi, la dote dovrà restituirsi alla moglie, od ai suoi eredi, e ciò richiedeva alcune disposizioni.

Se la dote consiste in immobili, la restituzione si farà in natura, e senza ritardo.

Se consiste in mobiliare, si distinguerà se questo mobiliare fu o nò stimato: nel primo caso il marito sarà debitore del prezzo, *dos estimata*, *dos vendita*; nel secondo caso, la restituzione sarà dovuta in natura, a fronte di ogni deperimento della cosa, se ciò fu per l'uso fattone, e senza colpa del marito.

Tali sono le distinzioni essenziali che dovranno presiedere alla restituzione di cui, in certi casi, il nostro progetto non ordina l'esecuzione che dopo de' termini il di cui favore è dovuto in riflesso al legame ch'esistette fra li conjugi. L'infelice avvenimento della morte della moglie non deve ne' momenti al dolore consacrati, lasciare il suo marito esposto a rigorose persecuzioni per parte degl' eredi.

Questa parte del progetto di legge non contiene oltre ciò che disposizioni poco su-

scettibili di discussione. Non posso frattanto passare ad altri oggetti, senza richiamare un momento la vostra attenzione sull' articolo che dice *che la donna ed i suoi eredi* non hanno privilegio per le ripetizioni della dote sui creditori anteriori in ipoteca.

Si potrebbe chiedere a che serve questa disposizione, se non tendesse ad abolire formalmente la legge *Assiduis* che, successivamente caduta in disuso nella maggior parte de' paesi anche di legge scritta, era nulla ostante ancor a' giorni nostri osservata in alcuni, e segnatamente nel distretto del ex-parlamento di Tolosa.

Questa legge che alla dote sacrificava l'intera società, e che fu l'occasione di molte frodi rispetto ai terzi di buona fede, non era che un mal inteso favore, e non poteva trovare il suo posto nella nostra nuova legislazione.

Ho indicate, o Legislatori, le principali disposizioni come i principali effetti del regime dotale, ma in questo regime, o piuttosto in occasione di questo regime, vengono i beni sopraddotali, o parafernali.

Questi beni che comprendono tutto ciò che non fu espressamente stipulato dotale, restavano, secondo il diritto romano, a piena disposizione della moglie che per alienarli, non avea alcun bisogno dell' assenso di suo marito.

Il nostro progetto offre un notabile cangiamento su ciò, o piuttosto questo cangiamento esisteva di già in una delle leggi che portaste nell'ultima vostra sessione.

L'articolo 211 del primo libro del Codice civile piantò la regola relativa alla necessità del consentimento del marito o dell' autorizzazione giudiciaria nel caso che il marito rifiuti il suo assenso: il progetto attuale doveva uniformarsi a questa saggia disposizione, e lo fece.

Sicchè il potere della moglie sui suoi beni straddotali si ridurrà, come lo prescrivono la ragione ed il suo proprio interesse, alla semplice amministrazione di tal specie di beni.

Ma che succederà se il marito amministra, e gode lui pure? Il nostro progetto lo considera in una delle tre seguenti situazioni.

O non avrà goduto che in forza di un espresso mandato, e sarà obbligato ad agire come qualunque altro procuratore.

O sarà posto, e mantenuto nel godimento dalla forza, e contro genio della sua moglie, ed allora ei dovrà i frutti, poichè non potè acquistarli con un delitto.

O finalmente il suo godimento sarà stato pacifico o almeno tollerato, ed in questo caso non sarà obbligato allo scioglimento del matrimonio che alla rappresentanza de' frutti esistenti.

Importava senza dubbio di prevedere tutti questi casi, e di distinguerli; giacchè se li beni straddotali hanno un' esistenza ed un' amministrazione a parte, se di *diritto* sono separati, e dalla dote e dai beni del marito, soventi volte e per la natura delle cose essi loro saranno uniti di *fatto*; conveniva adunque provvedere onde atteso tal godimento, li conjugi non lasciassero in eredità delle quistioni.

Legislatori, tutti i punti essenziali del regime dotale ve li ho esposti.

Una particolare disposizione, terminando il capitolo che gli è consacrato esprime che

assoggettandosi al regime dotale, possono i conjugi nulla ostante stipulare una società d'acquisti.

Senza dubbio le disposizioni generali del progetto di legge sanamente interpretate, sarebbero state bastevoli onde stabilire questo diritto o questa facoltà; ma il governo non credette che si dovesse rifiutare la precisa locuzione, reclamata da alcuni luoghi di legge scritta ove questa stipulazione è frequente.

Questa misura avrà d'altronde il doppio vantaggio, e di calmare delle inquietudini, e di provare formalmente che i nostri due regimi non sono l'un dell' altro nemici poichè ad un certo punto ponno unirsi.

Legislatori, il mio impegno è ben avanzato, ma non è finito.

Io non ho più a giustificare le disposizioni scritte del progetto, ma il suo silenzio su certi avvantaggi che in alcune circostanze le mogli superstiti ottenevano a titolo di aumento di dote, e nel maggior numero delle nostre costumanze sotto il nome di usufrutto o assegnamento.

Su questo punto il progetto imitò la sag-

gia discrezione del diritto scritto; e lo doveva tanto più essere, in quanto che stabilendo la *comunione* per diritto comune, esso dà abbastanza alla moglie se la comunione è utile; poichè essa ne dividerà li benefizj, e gli accorderebbe troppo nel caso contrario, poichè la liberalità della legge si eserciterebbe su una massa di già impoverita o rovinata.

Spogliandosi d'altronde d'ogni rimembranza delle cose passate, conveniva ritornare alle prime regole della ragione. Adunque la legge permette delle liberalità, ma essa non le fa, e non deve in questa materia sostituire la sua volontà a quella dell'uomo, giacchè ciò spesse fiate gli sarebbe contraria sotto pretesto di sott' intenderla.

Che li conjugi dunque possino stipulare i diritti di sorvivenza con, o senza reciprocanza, la legge non deve opporvisi; ma siccome le liberalità sono nel dominio della volontà particolare, non si saprebbe stabilirne col mezzo di una disposizione di diritto comune senza ferire tutti i principj.

Legislatori, io disaminai tutto il piano che la legge propose

In una materia di sì grave importanza, e che la varietà degli usi rendeva sì delicata e difficile, si cercò più a conciliare che a distruggere, e soprattutto si bramò che ciascuno potesse facilmente godere della condizione legale nella quale vorrebbe collocarsi.

Se dunque non si potè riunire la Francia onde dare delle regole diverse ai diversi dipartimenti che la compongono, si fece molto, e tutto ciò ch' era permesso di fare nel dire a tutti i cittadini dello stato:

» Ecco due regimi che corrispondono al-
» le vostre diverse abitudini . . scegliete . .

» Volete modificarli? potete farlo.

» Tutto ciò che non è contrario all' or-
» dine pubblico, o formalmente proibito,
» può divenire l' oggetto delle vostre con-
» venzioni, ma se non ne fate, la legge
» non saprà lasciare i diritti de' conjugi in
» abbandono, e la comunione come più
» conforme alla loro situazione ed a quella
» società morale che fra loro esiste in forza
» del solo titolo della loro unione, sarà il
» vostro diritto comune ».

Legislatori se questa comunione fu ben organizzata,

Se conservò tutto ciò che vi era di buono nei nostri antichi usi, rigettando soltanto ciocchè poteva inutilmente imbarazzarla,

Se d'un' altra parte il regime dotale, abbenchè diretto verso un altro fine, ma organizzato colle viste medesime, raccolse e conservò i migliori elementi che avessimo su questa materia,

Se finalmente il progetto lasciò alla volontà il giusto confine ch'essa doveva avere, il governo avrà compiutamente ottenuto il desiato scopo.

E voi o legislatori colla vostra approvazione consacrandone il suo travaglio, vi acquisterete nuovi diritti alla pubblica riconoscenza.

RAPPORTO

Fatto il 19 *piovoso anno XII al Tribunato dal sig.* Onorato Duveyrier *a nome della sezione di legislazione.*

Sul progetto di legge *relativo ai contratti di matrimonio, ed ai diritti rispettivi de' conjugi.*

Tribuni,

La vostra Sezione di legislazione m' incaricò di presentarvi li risultati dell' esame da essa fatto sul progetto di legge relativo al contratto di matrimonio, ed ai diritti rispettivi de' conjugi posto sotto il Titolo X del terzo libro nell' ordine delle materie che devono comporre il Codice civile.

Se, nell' esame politico della nostra civile legislazione, il numero e la varietà delle nostre costumanze sorprendono spiacevolmente riguardandole come un rimasuglio dell' anarchia feudale, di que' barbari tempi in cui il duello era il solo giudizio, la protezione d' Iddio l' unica salvaguardia, e

della varietà delle mostruose leggi che le precedettero, con maggior rincrescevole sorpresa deesi osservare che quegl' innumerevoli usi governavano la metà dell' impero; frattantocchè l' altra obbediva alle leggi di quel popolo vittorioso, molto meno imposte dal diritto di conquista; che introdotte e fondate sulla giustizia, sulla saggezza, sull' esempio.

Le profonde radici che questa legislativa divisione aveva piantate, attestano sole oggidì la loro antichità senz' esserci dato di riconoscerla.

Si può travvederla oscura, e coperta da tutte le nebbie che circondano l' istoria dello smembramento dell' impero Romano, nella divisione del supremo potere che allora affettarono sui varj popoli delle Gallie, a mezzodì la legge gotica ed il Codice Teodosiano, al nord le leggi saliche, sassone, Gombette (1) e ripuarie (2).

(1) *Lois Gombettes*: Così si denominavano quelle leggi che avevano i popoli di Borgogna, le quali furono riformate dal loro re *Gondebaud* nell' anno 510, indi fatte pubblicare a Lione nel 29 marzo anno medesimo.

A quelle leggi appunto allude *Gregorio de Tours* allor-

Tale divisione legislativa puossi trovarla più recente e più bizzarra, trascorsi i secoli dell' ignoranza e della barbarie, nella potestà temporale usurpata dai sommi Pontefici su alcune porzioni del territorio francese, nelle decretali del Papa Onorio III, che verso il principio del terzo secolo proibiva sotto pena di scomunica, sì in Parigi che nei luoghi circonvicini, lo studio e l'ammaestramento delle leggi romane, allorchè il Codice Giustinianeo era già ritrovato e pubblicamente insegnato a Montpellier ed a Tolosa.

Ma qualunque sia la sua origine, questa divisione di un gran popolo in due popoli dalla legge distinti, confusi sotto il medesimo scettro, aveva per la sua invecchiata influenza impressa una tal forza sulle opinioni, sugli affetti, sulle abitudini, che l'u-

---

allorchè disse che *Gondebaud* diede ai Borgognoni leggi più dolci, onde impedir loro di maltrattare i Romani.

(2) *Lois ripuaires.* Così chiamavansi quelle leggi che erano in uso appresso gli abitanti ai bordi del Reno, e della Mosa.

Rischiarazioni del Traduttore.

nire le due legislazioni, o almeno indebolirle in alcuni punti fu calcolato sempre una impossibile ed ardua intrapresa.

Si sa che alla metà del V secolo, allorchè Carlo VII ordinò la redazione in iscritto di tutte le costumanze della Francia, fino allora abbandonate all' incertezza della tradizione, ed alla pruova ancor più incerta delle giudiziarie ricerche, non era quel travaglio che il primo mezzo d' esecuzione del più vasto progetto, quello cioè di riavvicinare in appresso e di riunire que' differenti testi, di ridurre tutti li paesi di costumanza sotto il dominio medesimo d' una costumanza generale.

Ma quel progetto, figlio di rimarchevole coraggio, e forse eccessivo per l' epoca in cui fu immaginato, giacchè difficoltà insuperabili lo fecero tramontar nel suo nascere, non giungeva fino alla temerità di voler combinare e fondere, per così dire, in un sol Codice le costumanze ed il diritto romano; ed il voto di Luigi XI, il solo forse che abbi formato ne' principj del suo governo, non fu nemmen tentato sotto verun altro de' suoi successori.

Io richiamo quì i fatti i più conosciuti nella storia della nostra legislazione, giacchè l'oggetto della legge che stiamo esaminando, è uno di quelli sull'impossibilità di riunire le volontà, e gli usi che per sempre furono sentite e rispettati.

In fatti sotto la monarchia, le provincie di costumanza e quelle di diritto scritto erano state, per varie cause ed anche contrarie, successivamente riavvicinate in molti punti di legislazione diventati comuni a tutta la Francia.

Così il silenzio della costumanza sulla materia delle obbligazioni e de' contratti, e su molti altri, obbligava i paesi di costumanza a cercare delle regole fondamentali, e de' motivi di decisione nelle leggi romane che esercitavano allora, sotto l'onorevole titolo di ragion scritta, tutto il potere di una legge generale.

Così le ordinanze del re, soprattutto quelle che riguardavano la polizia generale, gli offizj, il demanio, e su molti oggetti di civile legislazione, come le formalità di procedura, le ipoteche, le pruove di nascita e dello stato civile, le forme e la validità de'

matrimonj, le sostituzioni, le donazioni, i testamenti avevano assoggettato, salvo alcune resistenze o alcune locali eccezioni, le provincie di diritto scritto allo stesso regime legislativo delle provincie di costumanza.

Ma due indelebili caratteri nella natura de' beni, e nelle convenzioni matrimoniali, hanno sempre distinto le due legislazioni. I due popoli avevano conservato con un eguale attaccamento io dirò, quasi un eguale superstizione, uno i suoi proprj e la sua comunione, l'altro la sua dote, ed i suoi beni estraddotali, o parafernali

Giammai potè atterrarsi questa barriera, e nemmeno in oggi, in questo momento di gloria, e di sommo potere in cui tutto può il genio, ma ove la saggezza eguale al genio non vuò che ciò che è buono e giusto, la legge proposta sui due regimi che separatamente governano le matrimoniali convenzioni, non è una vittoria od una conquista che assoggetti l'uno all' autorità dell' altro, ma un trattato di pace, od una transazione che gli associa ambedue all' impero e divide fra essi un comune, e quasi eguale dominio.

La prima verità, sentita, ed unanimamente adottata da tutti gli uomini di questa legge occupati, fu la necessità o ciocchè all' incirca è lo stesso, la convenienza politica di non istrappare violentemente a verun francese, nelle convenzioni le più intimamente relative all' interesse particolare, agli affetti personali, all' unione sociale, nelle convenzioni dico di matrimonio, i suoi antichi e più graditi usi, per imporgli il giogo di una nuova legislazione, inusitata, e per conseguenza importuna.

Così l'abitatore de' dipartimenti, fino ad ora soggetti al diritto scritto, avrà sempre la libertà di chiamare in direzione del suo matrimonio le istituzioni romane, e l'austera semplicità del regime dotale; l'abitante del paese di costumanza potrà egualmente stabilire la sua esistenza conjugale sotto il regime della comunione men positivo, ma più affettuoso.

Potranno anche l'uno e l'altro confondere i due regimi nelle loro convenzioni, e stabilire per l'uno e per l'altro delle regole che più piacessero al loro interesse ed alla loro volontà, e che potranno, secondo i

luo-

luoghi e le circostanze, combinarsi senza contraddirsi.

Questo principio di libertà comune e reciproca, conduce naturalmente a quella regola prima e fondamentale del progetto di legge che li conjugi possino stipulare le loro convenzioni matrimoniali nel modo che stimano più a proposito; che la legge non interviene fra loro per regolare l'associazione conjugale, se non se in mancanza di convenzioni particolari, la di cui facoltà non avrà altra barriera che la legge stessa nelle sue disposizioni imperative o proibitive, come quelle che concernono la potestà paterna e maritale, le tutele e l'ordine delle successioni.

Da questa regola primordiale naturalmente deriva tutto il sistema della legge.

Essa deve tenere sotto il suo dominio tutti i conjugi senz' eccezione, e quelli che vorranno regolare lor medesimi le loro convenzioni matrimoniali, e quelli che col loro silenzio volontario, o coll' impossibilità di fare un contratto di matrimonio, o anche colle loro contratte stipulazioni, assoggette-

ranno alla legge comune gl' interessi della loro conjugale associazione.

Da ciò nasce la necessità di fare una legge comune per tutti quelli che vorranno stabilire loro stessi le regole della loro unione conjugale, di descrivere come potranno legalmente modificare le loro stipulazioni, sia che si mettino sotto il dominio dell' istituzione di costumauza, cioè sotto il regime della comunione, sia che preferiscano d'esser governati dalla legge romana, cioè sotto il regime della comunione.

Vedete dunque, o Tribuni, il progetto di legge a dividersi in tre capitoli, salve le suddivisioni indispensabili seguendo l' oggetto, e la materia d'ogni capo.

Il primo il più semplice, ed il meno esteso, deve comprendere le disposizioni generali, le regole comuni a tutti i conjugi indistintamente.

A coloro che si uniscono senza notaro, e senza contratto.

A coloro che nel contratto dichiarano di assoggettarsi semplicemente alla legge comune.

A coloro che non vogliono adottare che

alcune disposizioni della legge comune, o anche combinare, e modificare quelle che adottano.

A coloro che allontanandosi affatto dal diritto comune, dal regime di comunione, si mettono espressamente sotto il regime dotale.

Il secondo capo deve costituire in tutte le sue parti il regime della comunione.

Il terzo infine presenta le regole del regime dotale.

In questa materia superiormente complicata, e di cui ciascuna parte empie con voluminosi trattati, e innumerevoli dissertazioni le nostre biblioteche, non attendereste da me, già mel figuro, una compiuta dissertazione, un nuovo trattato.

Tempo e talenti mi mancano egualmente per opere simili.

Con chiarezza esporre li principj sui quali riposano le disposizioni principali, con ordine dedurne le principali conseguenze, semplicemente spiegarne i motivi e l'oggetto, far osservare gl' utili cangiamenti, e soprattutto le decisioni ormai invariabili sui punti finora disputati, infine lineare con tutte

le sue proporzioni un piano corretto di questo maestoso monumento; ecco, a me pare, il dovere impostomi: mi lusingo di adempierlo, onde dell' opera e di voi sia degno.

Dissi che il primo capo doveva presentare le regole comuni a tutti i matrimonj.

In mezzo di undici articoli che lo compongono, ed a canto di alcune disposizioni relative solo alla forma de' contratti di matrimonio, alla necessità di redigerli in atti autentici, all' impossibilità di niente cangiare dopo la celebrazione, alla capacità de' minori in questa circostanza, devonsi rimarcare li due articoli, le due disposizioni che stabiliscono il nuovo sistema, determinano la concordanza fra tutte queste parti, ne spiegano i suoi motivi, e ne distruggono gli sviluppi.

Dapprima è la disposizione sulla quale è stabilito (*articolo* 4) che sono abrogate le costumanze, leggi, statuti locali che in addietro governavano le varie parti del territorio francese, e che i conjugi non potranno più regolare in una forma generale la loro associazione con una di queste co-

stumanze, leggi o statuti di già abrogate.

Evvi in seguito la disposizione che stabilisce (*art.* 7) che in mancanza di contratto di matrimonio, o di dichiarazione nel contratto a qual regime vuolsi adottare, le regole stabilite nel cap. II formeranno il diritto comune della Francia.

Adunque le regole stabilite nel cap. II essendo l'organizzazione completa del regime della comunione, egli è dichiarare espressamente che per tutti coloro che si mariteranno senza contratto, o che nel loro contratto, semplicemente dichiareranno assoggettare i loro interessi matrimoniali al diritto comune, il diritto comune sarà il regime della comunione.

Queste due disposizioni racchiudono tutto lo spirito, e tutti i politici rapporti del progetto di legge; il resto non sarà per così dire che di regolamento.

Si deve dare tanta importanza al loro esame che non si può spiegarle con una qualche cura, senza svilupparne gl'inconvenienti dell' antica legislazione su questa materia, e li motivi di saggezza e di utilità che determinarono la nuova legislazione.

La facoltà accordata a tutti li conjugi dal primo articolo del progetto, di stipulare le loro convenzioni matrimoniali nel modo che meglio lor conviene, sia che adottino il regime della comunione, sia che preferiscano il dotale, tale facoltà esisteva di già in tutta la Francia.

Era universale il principio che i contratti di matrimonio sono suscettibili di ogni lecita convenzione.

Si poteva nelle provincie di diritto scritto, porre un contratto di matrimonio sotto l'influenza di una costumanza volontariamente adottata, e stipulare tutte le disposizioni della comunione, ma confesso che era difficile di citarne un solo esempio.

Soltanto in qualche luogo, come a Bordò si amava a temperare le inflessibilità del regime dotale colla confidenza di una imperfetta comunione, chiamata *società di acquisti*, e se le attribuiva a questo sistema tutti gli avvantaggi dell'uno e dell'altro regime, giacchè l'abitudine sempre giustifica ciocchè autorizza.

Nelle provincie di costumanza si poteva, e gli esempj ne sono numerosissimi, assog-

gettare al diritto romano gl' interessi del suo matrimonio, e stipulare come legge del contratto il regime dotale in tutta la sua severità, o con delle convenute modificazioni. Si poteva ancora abjurare la costumanza del luogo di nascita, o domicilio e contrarre delle convenzioni di comunione dettate solo da una straniera costumanza.

La Normandia sola faceva eccezione.

Sicchè l'esercizio della facoltà di cui parlo, e che il progetto di legge conserva, aveva delle maggiori variazioni, il di cui numero eguagliava quello della costumanza della Francia.

Ma quelle variazioni appunto perchè non avevano altro limite che quello delle volontà o del capriccio degli interessi bene spesso mal calcolati, non formavano che una vaga e confusa legislazione, o degeneravano piuttosto in una totale privazione di legislazione, l'imbarazzo, il disordine, e le liti nella società producendo.

Quasi trecento costumanze abbiamo, all' incirca sessanta delle quali presentavano regole diverse sulla comunione.

L'assennato ed indefesso Pothier racchiu-

se queste diversità in quattro specie principali del diritto di costumanza.

La *prima specie*, e la più generale è quella delle costumanze che, come in Parigi ed in Orleans, ammettono fra due conjugi che nulla spiegarono, una comunione di beni fin d'allora in cui avevano ottenuta la nuziale benedizione, qualunque fosse la durata del loro matrimonio.

La *seconda specie* è quella delle costumanze che, come nell' Angiò e nel Maine, stabilivano pure una comunione fra li due sposi, ma che non poteva esistere se il loro matrimonio non esisteva pure al meno nello spazio d'un anno ed un giorno contando dalla celebrazione.

La *terza specie* è quella delle costumanze che, come ne' paesi di diritto scritto, non ammetteva comunione legale fra i conjugi, ma che loro non proibiva di stipularla.

La *quarta* finalmente è quella della costumanza di Normandìa che non è, su questo punto, rigorosamente imitata da verun altra, e che non contenta di non stabilire la comunione fra i conjugi del suo territorio, loro espressamente proibisce di stipularla.

Queste divisioni, moltiplicate dalle locali variazioni, e anche variate da tutte le controversie che procedevano dalle questioni sul domicilio, e sulla situazione de' beni, erano un perpetuo alimento ai disordini che nascevano ne' matrimonj, e più ancora ne' tribunali.

Giammai il parlamento di Parigi, e della Normandìa non poterono accordarsi sui contratti di matrimonio stipulati da un Parigino a Roano, o da un Normanno a Parigi.

La fine di tai scandalosi litigj sta nel titolo IV del progetto sul quale ci tratteniamo, e là evvi il primo bene che la legge ci procura.

Tale articolo abroga ogni costumanza, leggi e statuti locali che regolavano per l'innanzi le diverse parti del territorio francese. La costumanza di Parigi, e quella di Normandìa non che le altre 283 costumanze spariscono, e si confondono nella legge generale, e concorde della comunione.

Se la benefica saviezza del legislatore non doveva, come l'ho rimarcato, violentemente spezzare i legami antichi delle abitudini, e lasciare alle due parti della Francia di-

visa su questo punto da due legislazioni per così dire contrarie ai paesi di diritto scritto, la loro costituzione dotale colla legge romana, alle altre il loro diritto di costumanza e la comunione: si sente che questa prudente facilità avrebbe oltrepassato tutti i limiti della politica, e dell'utilità sociale, se essa avesse dovuto rispettare colle nostre 300 costumanze locali, le variazioni, le contraddizioni capricciose che ciascuna d'esse alle altre opponeva, e i litigj di cui esse erano l'inevitabile sorgente.

Ma tale formal abrogazione delle antiche costumanze, delle antiche leggi, degli antichi statuti, pronunziata senz' una precisa dichiarazione dell' intenzione del legislatore, nel dare maggior estensione alle sue conseguenze, avrebbe prodotta una nuova guerra.

Di fatti il primo progetto esposto dalla commissione incaricata della redazione del Codice civile, dopo aver stabilito in termini generali per tutti i conjugi la facoltà di liberamente regolare le condizioni del loro congiungimento, loro proibiva con precisissimi termini di regolare d'ora innanzi queste convenzioni con veruna delle leggi, sta-

tuti, costumanze ed usi che regolarono fino a questo momento il territorio del Regno.

In seguito lo stesso progetto, col suo articolo 10, precisamente stabiliva pure, che in mancanza di contratto di matrimonio, e di speciali convenzioni, i diritti de' conjugi saranno determinati da regole contenute nel susseguente capitolo.

Ed il capitolo successivo era la compiuta organizzazione della comunione legale.

Il progetto colà si fermava.

Non vi era alcuna menzione, nè espressa nè indiretta del regime dotale.

Per verità, il cencinquant' otto, e penultimo articolo dello stesso progetto spiegava ancora che la facoltà non era minimamente tolta ai conjugi di estendere, o di modificare gli effetti delle convenzioni stabilite dalla presente legge, nè pure fare fra essi delle altre convenzioni secondo che stimassero a proposito, ma lo stesso articolo imponeva a tale facoltà la condizione di conformarsi al primo, e secondo articolo.

Ed il secondo loro sempre presentava la formale cassazione degli stessi statuti, leggi e costumanze.

Che doveva risultare da questi articoli in tal guisa combinati?

L'opinione ne' paesi di legge scritta che le convenzioni matrimoniali stabilite dal diritto romano fossero interdette, e proibito il regime dotale.

Che la comunione di beni fra i conjugi andava a divenire il diritto comune e generale della Francia.

E che la libertà de' contratti di matrimonio era circoscritta nel cerchio delle modificazioni delle quali poteva esser suscettibile l'unico sistema della comunione.

Tale opinione, abbastanza ragionevolmente giustificata dagli articoli sui quali ci fermassimo, eccita ne' paesi del mezzodì un generale malcontento. I loro tribunali reclamarono con vivezza: l'amore per le assuefazioni, e per gli usi da lungo tempo seguiti, si cangiò in odio per la nuova istituzione, che si supponeva imperiosamente prescritta, e apparvero delle opere in cui questo amaro sentimento si attaccò molto più nel trovare tutti i difetti dell' ingiustizia, e della barbarie nel sistema che si voleva dimettere, di quello sia nel dimostrare

i ragionevoli attributi, e gli avvantaggi del sistema che ci doveva rincrescere.

Non abbisognavano sì grandi sforzi onde avvertire la saggezza del legislatore.

Sapeva molto bene che le migliori leggi non sono per lo più le più perfette, ma bensì lo sono quelle che meglio convengono a coloro i quali ne devono esser governati. La sua intenzione non fu giammai quella di levare violentemente al mezzodì della Francia, un sistema di legislazione matrimoniale, di cui una lunga abitudine, ed il calcolo d' interessi, avevano trasformato in bisogno, e quegli in un oggetto essenziale.

Non mancava a tal intenzione che l'esser dichiarata in modo più preciso.

Così li redattori del nuovo progetto si sono unanimamente dedicati, dopo di aver annullate coll' articolo 5 tutte le antiche leggi e costumanze, a spiegare con un nuovo articolo la conseguenza ragionevole di tale cassazione, stabilindo (*art.* 5) che li conjugi possono frattanto dichiarare che intendono di maritarsi, sotto il regime della comunione, o sotto il regime dotale.

Nel voler ancora d'avvantaggio spiegarsi, e rendere più utile questa attenzione di attribuire ai conjugi la libertà di scegliere l'uno o l'altro sistema, ed alla legge un eguale sorveglianza sulli due, terminarono il progetto con un nuovo capitolo, col terzo unicamente destinato a presentare le regole del regime dotale.

Sicchè come letteralmente spiega quest' articolo 5 nel primo caso, e sotto il regime della comunione, li diritti de' conjugi, e de' loro eredi saranno regolati colle disposizioni del cap. II.

Nel secondo caso, e sotto il regime dotale, i loro diritti saranno regolati colle disposizioni del cap. III.

Sicchè come lo dissi in principio, ecco la comunione, ed il regime dotale, che van a dividersi in pace l'impero matrimoniale dello stato, non avendo più altri titoli alla dominazione esclusiva che la volontà de' conjugi istessi che, qualunque sia per essere la loro scelta, troveranno alla nuova legge una scorta sicura e fedele delle convenzioni che vorranno adottare, sotto la dipendenza d'una o dell' altra legislazione.

Dopo di aver tranquillizzato l'interesse di tutti i conjugi che possono supplire alle spese di un contratto, e che vogliono stipulare loro stessi la legge pecuniaria della loro unione conjugale, l'attenzione del legislatore doveva portarsi con sollecitudine forse maggiormente sensibile, su que' matrimonj soltanto soggetti alla legge comune, dall' impossibilità di fare un contratto, dalla espressa dichiarazione di un contratto medesimo.

Occorre bene che la legge regoli li diritti, e gl' interessi de' conjugi, che non potranno, o non vorrano da per lor stessi regolarli.

Qual sarà dunque questa legge comune che in mancanza di contratto, o di disposizioni volontarie governerà tutti i matrimonj?

A quali de'due sistemi, della comunione o del regime dotale, si darà l'onorevole privilegio di divenire il diritto comune della Francia?

Questa questione la più significante, e forse la sola che la politica vogli esaminare, alzandosi per la prima volta, colla possente volontà di applicarne seriamente la

decisione, poteva produrre lunghissime questioni, e vivissime discordanze.

Le rivalità fra questi due sistemi, l'istituzione romana e quella di costumanza, erano sì antiche quanto la divisione della loro influenza sui matrimonj francesi. L' uno e l'altro, monarca assoluto nel suo territorio contava tanti partigiani, e tanti missionarj, quanti sudditi avea. Negli studj, nelle scuole, ne' tribunali, era tutto semplice quanto il sistema da lungo tempo insegnato, studiato, applicato, praticato, fosse il più saggio, il più giusto, il più perfetto.

Scorrete il globo: l'abitudine è per ogni dove la sovrana de' gusti, e delle affezioni, e se è vero che lo schiavo stesso preferisce la natìa sua catena alle sconosciute dolcezze di un' altra esistenza non conviene stupirsi, se fra due modi legislativi, sui quali lo spirito imparziale può ragionevolmente distribuire un' egual misura di avvantaggj ed inconvenienti, l'uso solo sii un imperante titolo di preferenza.

Ma, fin là questa pretesa di supremazìa non oltrepassava i limiti di una tesi proposta piuttosto per la dottrina che per la potestà

testà; e ciascuno de' due sistemi imperava pacificamente ne' luoghi soggetti al suo dominio, senz' attaccare quelli del suo confinante, ed anche senza tentare su quello ambiziose incursioni.

Si diceva, per il sistema di dotalità, che aveva questo titolo il più imponente, ed il più augusto in legislazione essendo una diretta derivazione delle leggi romane, sorgente d' ogni saggezza, eterno monumento di sociale politica;

Che nel tempo stesso esso era la conseguenza e l'appoggio di questa potestà maritale che, non essendo da per se stessa che una dipendenza, un' immediata affinità della potestà paterna, formava con quella il primo legame delle famiglie, e collocava sulle solidissime basi della subordinazione la loro armonìa, il loro splendore, la loro prosperità;

Che esso era il solo sistema conforme alle naturali combinazioni, alle facoltà fisiche e morali che distinguono i due sessi;

Che la donna atteso la sua debolezza dispensata da' gravi travaglj politici, e sociali, allontanata da' pericoli della guerra, non suscettibile ai viaggj, all' agricoltura, al com-

mercio, alle arti meccaniche, limitata da tutti gl'elementi che la compongono, ai pesi ed ai godimenti della maternità, deve ricevere la sua esistenza come la dà, dai rapporti di consanguineità e di famiglia, e attingere solo alla fonte di cui essa è tutt'assieme il prodotto, e l'alimento;

Che ogni sistema che l'associa a delle speculazioni esteriori ed interessate, frastorna la sua primitiva destinazione, altera l'innocenza de' suoi affetti, la purità de' suoi desiderj, la semplicità de' suoi doveri, innalza i suoi pensieri, e le sue azioni fino ad una falsa indipendenza rifiutatagli dalla legge, e dirigge verso la frivolezza, il dissipamento, il disordine ed il vizio quest' unione di attributi contrarj in forza della quale è sovrana e schiava nel tempo stesso, quest' armonìa movitiva di bellezza, e di debolezza, di sovranità, o di sudditanza, sulla quale riposano la sua, e la nostra felicità;

Che il regime preferibile della dotalità deve avere oltre a ciò l'avvantaggio di essere superiormente propizio all' industria e per conseguenza all' aumento delle forze sociali, poichè l'uomo, lui solo atto alle fatiche,

lungi dall' arrestarsi ne' suoi sforzi dalla tema di una divisione, è continuamente animato a nuove intraprese ed a por in opera i mezzi tutti onde ne derivino felici le conseguenze, e ciò in forza della provvidenza che gliene assicura li prodotti, de' quali lui solo ne ha il godimento, e la disposizione;

Che infine esso è il più giusto, ed il più semplice.

Il più giusto, poichè la rigorosa equità vuole che l'uomo solo raccolga i frutti di que' travaglj di cui l'uomo solo ne soffre fatica, e pericoli;

Il più semplice, poichè, unendo ogni divisione di beneficj, e di danni dell' associazione conjugale, questo sistema esclude pure le forme numerose e difficili di cui la diffidenza attornia tutte le società per garantirle, e le liti che la cupidigia tiene incatenate, per così dire, a tutte le divisioni onde corromperne l'equilibrio.

Si diceva pel sistema di comunione,

Che noi siamo francesi, e non romani;

Che la nazion francese aveva essa pure antica origine, istituzioni, e leggi, rispettate dalle conquiste medesime de' Romani,

e la di cui inalterabile influenza nel decorso di secoli e delle politiche turbolenze, rimaneva ancora impressa ne' suoi costumi, e nel suo carattere;

Che il sistema della comunione di beni fra li conjugi univa al privilegio nazionale di essere una diretta derivazione di questi costumi antichi, e dell' antico diritto francese, l'avvantaggio particolare di non essere nemmeno contrario al rigore delle leggi romane, poichè queste leggi lo avevano espressamente permesso;

Che nell' origine della monarchia francese, la donna francese niente riceveva di sua famiglia, e che la sua dote stessa gli veniva da suo marito accordata;

Che le formole di Marculfo, e le *capitolari* di Carlo Magno ci rammemorano pure questo terzo, accordato alla donna, dopo la morte del marito, de' beni acquistati durante il matrimonio; questo terzo ridotto alla metà sotto la terza razza e ch' è ancora l'originale, ed il fondamento della conjugale comunione;

Che la potestà maritale non aveva giammai in Francia assoggettata la donna a que-

sto principio d'inferiorità, e di dipendenza che teneva a Roma li due sessi in sì gran distanza l'uno dall' altro;

Che all' incontro i nostri antichi Galli, come lo disse uno de' più gravi nostri legulei, riconoscevano nel sesso femminile una specie di provvidenza, che ascoltavano i suoi consiglj, e calcolavano le sue risposte;

Che questo sentimento naturale, e giammai alterato, produsse ne' tempi antichi l'esaltazione e l'entusiasmo della cavalleria, e ne' moderni tutta la delicatezza di quella nobile galanteria che è ancora fra tutti i popoli il tratto distintivo de' fracesi;

Che, se questo sistema di comunione si pesa coll' imparziale bilancia della giustizia e della ragione, considerata una e l'altra nei loro rapporti coll' unione conjugale, si resta persuasi che è il più giusto, il più conforme all' instituzione del matrimonio;

Che la natura del pari che la religione, spezzando tutti gli altri legami onde formare quello del matrimonio, unendo l'uomo e la donna per separarli entrambi da tutte le altre creature, fino dai loro più cari pa-

renti, per render comuni fra loro i pensieri, gli affetti, i travaglj, i piaceri, i bisogni, i godimenti ; per formare fra loro infine, fino alla morte, un' esistenza comune, e prolungarla anche in quella de' loro figlj, era naturale, e conseguente di non separare inegualmente fra essi gli elementi, i mezzi della reciproca loro esistenza, i beni e le facoltà sociali;

Che, nella divisione dei travagli imposti alle associazioni, se le fatiche dell' uomo richiedono forza ed audacia che la natura a lui solo accordò, quelle della donna vogliono una perseverante continuazione di affanni, pensieri, e cure delicate di cui l'uomo è raramente suscettibile;

Che, se i mezzi di aumentare le facoltà ed i godimenti sociali, sono nella donna atti a sopportare la fatica, e sfidare il pericolo, il mezzo di conservarli e di applicarne l' uso alla felicità comune, sta nelle cure domestiche, nell'economia, nell' educazione de' figlj, nell' ordine interno della famiglia;

Che, onde giugnere allo scopo unico e comune dell' union conjugale, se è manifesto che i dolci pesi affidati solo alla don-

na sono indispensabili quanto le dure fatiche che l'uomo solo può soffrire, questo bisogno, questa reciproca necessità stabilisce fra essi nel matrimonio un giusto equilibrio di diritti e di ricompense;

Che questo sistema della comunione si presta con un avvantaggio che verun altro non ha, a delle innumerevoli modificazioni, quali possono consigliare le circostanze, gl' interessi di famiglia, e la volontà delle parti;

Che, infine gl' inconvenienti addossati a questo sistema come quelli che corrompono anche il regime dotale, sono l'amaro prodotto della mala fede, dell' orgoglio, della cupidigia, di tutte le umane passioni, che allorchè le leggi sono impotenti o imperfette, avvelenano sempre le più pure istituzioni.

Si vede che con ragioni sì bilanciate, questa controversia che non aveva verun scopo reale, veruna pretensione di successo, poteva essere indefinita.

La circostanza di cui parlai, inasprindo la disputa di amaro fiele, non arrecò maggior solidità negli argomenti, e non rese più facile la decisione.

I partigiani del diritto romano, falsamente allarmati pei paesi di diritto scritto, dal danno soltanto travveduto nell' antico progetto del Codice, di perdere la loro legislazione di costumanza, cioè il regime dotale, e di essere violentemente assoggettati alla legge generale della comunione, si lasciarono trasportare a tali ardenti affezioni, a sensazioni esagerate, che in un ammasso di ragionamenti e di pensieri, stravolgono sempre la più sana logica.

Non vi fu più questione di un esame imparziale e pacifico di preferenza fra i due sistemi.

Convenne andare fino a combattere, rinversare, distruggere quello di cui si temeva che esclusivamente si ammettesse, di maniera che negli scritti polemici dettati dall' effervescenza di questo sentimento, il più bizzarro sofisma sembrò un invincibile argomento per provare che il regime della comunione era insociabile, tiranno, oppressore, incompatibile col modo attuale della nostra politica organizzazione.

Queste declamazioni, sospette dall' eccesso medesimo de' loro risultati, non me-

ritavano veruna attenzione se la questione che esaminiamo, se l'articolo del progetto di legge che in mancanza di contratto, o di convenzione speciale sul matrimonio, erige la comunione in diritto civile della Francia, non m'imponeva un rigoroso dovere di nulla dissimulare su questo importante punto.

Credo per conseguenza dovere rapidamente scorrere le nuove obbjezioni fatte contro il sistema della comunione, e mi sarà sufficiente indicare le risposte delle quali la intelligenza vostra facilmente ne rileverà tutta la forza, e l'esatta applicazione.

Non esigiamo qui nè ordine, nè misura; non si conosce nè l'uno nè l'altra. La risoluzione essendo presa di presentare il sistema della comunione come infetto di tutti li vizj, non converrà distinguere nè li principj perchè li viola tutti, nè le circostanze perchè è troppo pericoloso, nè le varie forme che la saggezza e la prudenza possono accordargli, perchè non vi è sposo saggio e prudente, nè le modificazioni innumerevoli che può opporre agli abusi inseparabili di ogni sistema legislativo, perchè non vi è barriera insormontabile alle umane passioni.

Sicchè la politica, la morale, l'interesse sociale, la giustizia, l'eguaglianza rispettiva de' diritti, tutti i principj vanno uniti a reclamare contro il sistema della comunione.

» Il suo primo effetto è quello d' incatenare una certa qualità, o una certa specie di beni de' due conjugi, di sottraerli ad ogni possibilità di alienazione o di convenzione, a meno che questi beni non sieno dichiarati liberi dal contratto di matrimonio.

» Il suo primo effetto è dunque quello di muovere il primo fondamento delle società, di violare il principio sagro della proprietà in forza del quale ogni proprietario ha l'assoluta libertà di disporre del suo allorchè non lo ha con un antecedente contratto alienato.

Tali sono i precisi termini della critica. E tale rinfacciamento è molto più rimarchevole nella bocca di un partigiano dell' istituzione romana, di un difensore del regime dotale; poichè se quella legge matrimoniale che proibisce ogni disposizione di beni che si ritengono per uso proprio, è abuso, è violazione del principio di pro-

prietà; è il sistema dotale, di cui la precauzione la più gradita, e l'effetto il più imperioso, sono quelli di dare ai beni dotali della donna, un carattere assoluto d'inalienazione.

Ma conviene rimarcare che l'obbiezione da per se stessa si distrugge.

Se sta nel principio di proprietà, che una proprietà possi obbligare il suo in un contratto volontario, egli è evidente che due conjugi assoggettandosi al regime della comunione possono, in forza pure del principio di proprietà, destinare una parte de' loro beni alle convenzioni matrimoniali.

E poichè, nella comunione stessa, questi due conjugi possono dichiarare liberi i beni ch' essa avrebbe destinati, è manifesto che questo sistema si unisce, si associa, si combina molto meglio del sistema dotale, colle regole fondamentali della proprietà.

Tiriamo innanzi.

Il sistema della comunione è oppressore de' due' conjugi . . .

Ciò può sorprendere quelli che sanno che in ogni ineguaglianza de' diritti, e della divisione fra gli associati, se nuoce ad uno

deve necessariamente recar profitto agli altri.

Ma quì, seguendo la critica, onde ammettere la possibilità di questo risultato impossibile, sarà sufficiente distinguerne le epoche.

Finchè esiste la comunione è la donna che n'è oppressa.

Allorchè è sciolta, l'oppresso n'è il marito.

Finchè dura la comunione, è oppressa la donna, poichè di niente è padrona, perchè suo marito di tutto dispone, anche senza suo assenso, perchè se la comunione è universale, essa può essere compiutamente rovinata, a fronte del suo diritto di rinunzia, dalle follìe, e dalle dissipazioni del suo sposo che non sta in essa l'impedirle.

Sciolta la comunione, è oppresso il marito, perchè la moglie atteso il suo diritto di rinunzia, di schiava che era, diviene despota, perchè allora essa può censurare con amarezza, ed anche annullare gli atti del suo marito, il quale se le pretese della moglie assorbono le di lui facoltà, sarà egualmente rovinato, malgrado la saggezza di legittime operazioni.

Rispetto alla donna oppressa durante la comunione dal diritto esclusivo del marito alla comune amministrazione, osserviamo dapprima, che è stranamente mascherare questa propizia sorveglianza, questa dipendenza di protezione molto più che di tirannia, sotto la quale la legge del matrimonio pone la debolezza, e l'inesperienza delle donne.

Osserviamo in seguito senza malignità che l'autore del rimprovero allorchè sì vivamente lo dirige al sistema della comunione, si scorda del tutto che nel trattato medesimo, e nell' intervallo solo di alcune pagine, dirige al suo sistema favorito, al sistema dotale, il rimbrotto assolutamente contrario.

Osserva egli diffatti, ma con quel paterno affetto con cui si rimprovera un amato figlio, che nel sistema dotale, d'altronde sì perfetto, il legislatore non prese veruna precauzione contro l'indipendenza eccedente della donna, e per la sicurezza de' suoi beni parafernali, di cui essa sola può disporre, essa sola può vendere, donare, dilapidare infine senza l'autorizzazione del suo sposo, senza nemmeno essere eccitata a domandare e ricevere il suo consiglio.

Era giusta tale osservazione; sicchè il progetto di legge su ciò contiene una felice riforma; voi vedrete la donna sotto il regime dotale, richiamata alla legge generale del matrimonio, e privata del pari alla donna in comunione, della facoltà abusiva di alienare i suoi beni personali senza l'autorizzazione di suo marito, o della giustizia.

Adunque non è rimarcabile che in questi ultimi tempi l'amore per un sistema, e l'odio per un altro, abbino conturbate le idee al segno che lo stesso critico addossi al regime della comunione, come un vizio intollerabile, ciocchè gli spiace pel regime dotale come l'unico mezzo di perfezione, l'autorità del marito, e la dipendenza della moglie nelle operazioni di comune interesse.

Rispetto al marito oppresso, all'atto dello scioglimento della comunione col diritto di rinunzia, e forse rovinato da ciò che riprende la sua moglie, se ciò sorpassa il suo stato, perchè dire ciocchè non è vero? Perchè supporre un caso raro, accidentale, ed estraneo alla legge, per formarne un pretesto di un generale rimprovero?

Non è già giusto il dire che il diritto di rinunziare alla comunione sia per la moglie il diritto di fieramente censurare, ed anche di annullare gli atti di suo marito, questo diritto non è per essa che la facoltà giusta di allontanare il pregiudizio che potrebbero arrecargli quegli atti a' quali essa non potè darvi la sua adesione: essa si dichiara solo estranea a questi atti, che restano rispettati, se sono sani e legittimi ed eseguiti dal marito medesimo, da' suoi figlj, o da' suoi eredi, se la sua fortuna glielo permette.

Onde ciocchè riprende la moglie, assorbi tutte le facoltà del marito, e lo lascino senza risorse, fa di mestieri che le facoltà della donna eccedino quelle del marito, e conviene pure che il marito abbi spinta l'imprudenza, e la dissipazione fino a divorare i beni tutti della moglie, e col suo consenso, oltre anche ogni possibile restituzione incompatibile colle di lui fortune. E perchè non conviene che questi due casi nelle generalità de' matrimonj, sieno eccezioni rarissime? Perchè anche in queste eccezioni, suppone sempre degli sposi sì im-

prudenti, e sì dissipatori l'uno e l'altro? Perchè non vedere in questo diritto di rinunziare e di riprendere, la risorsa, il rimedio, la riparazione di un danno immeritato, lo stesso risultato, lo stesso effetto di questa precauzione tanto vantata nel regime dotale? Perchè dissimulare infine questi matrimonj, ove il dominio della comunione, la miglior condotta non impedisce un comune disastro, ed ove la rinunzia della moglie, arreca alla moglie, ai figlj, al marito stesso quegli estremi mezzi di esistenza che in paesi di diritto scritto essi trovano nella inalienazione della dote, e nella difficile disposizione de' parafrenali?

Da un altro canto, se una comunione universale può esser fatale a' due conjugi, e rendere la moglie innocente vittima delle stranezze di un marito colpevole, diciamo che questo funesto effetto non è quello della legge, che la legge non impone l'obbligo di una comunione universale, che la comunione legale non era, e non sarà universale, che due sposi infine che spontaneamente contratteranno un universale comunione, calcoleranno senza dubbio nelle

loro facoltà morali i mezzi di trarne più avvantaggi, e giustamente subiranno tutte le gradazioni della situazione nella quale si saranno volontariamente collocati.

Tribuni, io do qualche importanza a questa discussione, poichè essa racchiude tutto l'esame della legge sotto i suoi rapporti politici, e che prima di descrivervene il ragionato motivo che deve formare di questa comunione il diritto comune della Francia, è bene di farvi giudici voi medesimi della frivolezza de' motivi per i quali si volse la sua proscrizione in tutti i casi, in tutti i tempi, in tutti i luoghi.

Finita tal discussione, non avrò nè tempo, nè occasione, nè volontà di stancarvi con controversie di minor importanza.

Si disse ancora contro la comunione, e va a scoprirsi in un momento l'autore dell' obbjezione, che questo sistema sì favorevole alla dispersione de' beni, alla rovina delle più opulenti famiglie, poteva esser tollerato nella nostra organizzazione sociale allorchè i suoi funesti effetti erano estenuati, e compressi da forti istituzioni, che allo scopo medesimo tendevano, allorchè le ri-

serve feudali, il diritto di primogenitura, le istituzioni, la distinzione de' proprj, e soprattutto l'indissolubilità del matrimonio, assicuravano la perpetuità delle famiglie, e la durata de' beni.

Conviene chiaramente spiegarsi. Si avrà qualche ragione forse se si pruova che, lo spirito delle nostre istituzioni attuali, e lo scopo delle leggi che noi facciamo, devono esser, di collocare le potestà intermediarie fra la suprema autorità, e la cieca obbedienza di favorire lo splendore delle grandi famiglie, e l'ineguaglianza politica nella distribuzione de' beni.

Ma è sensibile l'errore: questo sistema non è più il nostro.

Abbiamo distrutta la feudalità, le sostituzioni, i quattro quinti de' proprj, tutte le istituzioni che concentravano i beni nelle famiglie, precisamente poichè non si accordavano più col principio della nostra organizzazione attuale, di cui tutte le garanzie devono produrre lo stesso effetto, un rispetto più reale, una manutenzione più stabile del diritto di proprietà, ma pure una più rapida circolazione delle quantità, un'

unione più facile delle famiglie, ed una distribuzione de' beni meno eguale.

Ciò posto, io non posso più vedere, relativamente al sistema nostro politico, veruna differenza fra gli effetti della comunione, e quelli del regime dotale.

Nell' uno come nell' altro regime, tutti i beni, i beni comuni, i beni personali della donna, e quelli del marito apparterranno ai figlj del matrimonio, se ve ne saranno.

In mancanza di figlj, nell' uno e nell' altro regime, i beni del marito passeranno agli eredi del marito, e quelli della moglie ai di lei eredi. In ogni caso, la divisione de' beni è la medesima; per tutto le totalità delle proprietà matrimoniali, non si disperde che fra due famiglie, e l'ineguaglianza fortuita delle divisioni che le circostanze sole determinano nell' uno come nell' altro regime, non è di veruna considerazione pel sistema generale.

Si disse infine che la comunione tendeva da un lato, a raffreddare lo zelo, a paralizzare l'industria del marito, incessantemente mostrandogli gli eredi di sua moglie disposti a snaturare, a corrompere le dolci

inclinazioni della donna, obbligandola a calcoli, a speculazioni d'interesse, ed agli abusi di confidenza che ne sono le conseguenze.

Ma la natura ha ben una diversa marcia. Il marito non vede giammai gli eredi della sua moglie; ei vede la sua moglie, e soprattutto i suoi figlj. Se non vi sono figlj, ei resta nella lusinga di averne: sempre lo spera, sempre li vede. Quest' illusione, la più dolce delle illusioni umane, si dilunga fino all' estremo momento ch'è l'ultimo della vita.

Ma per una donna, di cui la lusinga di guadagno e di profitti attrae le sue inclinazioni alla cupidigia ed all' avarizia, ve ne sono mille altre che questa legittima prospettiva di un bene futuro e comune, la riduce a porre in pratica; sono esse tutte le virtù che la distinguono: la prudenza, la modestia, la discrezione, l'ordine, l'economia, e quell' assuefazione alle cure materne e domestiche che assicurano la fortuna, o ciocchè più è apprezzabile, la comodità, il buon essere delle famiglie.

E come mai coloro che fieramente, e o-

stinatamente si scatenarono a contrariare il sistema della comunione, non vedevano che con simili ragioni, del sistema dotale medesimo si poteva formare un mostro antisociale?

Infatti non si può dire che questo sistema dotale porti nel matrimonio intenzioni, e risultati diametralmente opposti al principio di questa sacra istituzione, di cui la natura, la società, la religione medesima confondono tutte le affezioni, tutti i rapporti, tutti gli effetti?

Che la divisione di beni, e di interessi fra due conjugi stendi e rilasci insensibilmente il nodo che deve unirli, e identificarli in una sola e medesima esistenza; che loro accordi per il presente, de' distinti godimenti, e pell'avvenire de' progetti differenti, e alle volte contrarj; che ne' loro cuori disecchi, o raffreddi quella reciproca condiscendenza per le legittime volontà, quella mutua indulgenza per i falli involontarj, che li conduce tutti due per opposte strade alla verificazione di gusti personali, alla stupidità di sensazioni, all'egoismo, impuro germe di ogni vizio, alla diffidenza,

feconda sorgente di ogni discordia; che distolga i figlj medesimi dalla più santa obbligazione, qual è l'obbedienza ed il filiale rispetto; che li istruisca a misurare la stima, e l'amore che devono ai loro genitori, colla qualità e quantità dei beni che attendono impazienti dal padre e dalla madre; che infine ne' matrimonj ineguali, è quasi impossibile che le donne senza dote ottenghino tutti i diritti e tutti gli onori della maternità; e che lo sposo miserabile di una moglie opulente non sia un padre disistimato, e disprezzato.

Tale controversia, sulla quale il solo mio dovere mi obbligò di fermare la vostr' attenzione, non poteva quasi influire sulla questione di preferenza fra li due regimi, dacchè l'uno e l'altro era egualmente offerto à scelta e volontà de' conjugi; ed in questo punto che i paesi di diritto scritto sono assicurati di non perdere la legislazione di costumanza, io temo che l'autore della voluminosa dissertazione che sto a disaminare vi attacchi la medesima importanza, e che vedi le cose come la vedeva allorchè si accinse a comporla.

L'imparzialità e la saggezza presiedono ne' consiglj del governo, e della nazione.

Non si trattava più di combattere per una preferenza esclusiva, e di proscrivere uno de' due sistemi di legislazioni conjugali per dare all' altro un dominio assoluto e generale.

Non vi era più questione di stabilire una legge uniforme e comune a tutti i conjugi che alla facoltà di scegliere fra i due regimi, univa il mezzo di determinare in un contratto la loro legge matrimoniale.

Non era neppure necessario di pensare a quelli che non facevano un contratto che per assoggettarsi alla legge comune, poichè avevano evidentemente la facoltà ed il mezzo di adottarne e stipularne un altro.

Il legislatore non aveva più dinanzi lui che que' matrimoni senza fortune, che non avendo altro sostegno che nella società, non possono avere che la legge per guida, che non possono pagare infine, o che sono obbligati di risparmiare le spese di un contratto.

Da questa medesima considerazione sortono le ragioni decisive che fecero dare la

legge della comunione a questi matrimonj, li più interessanti per il loro numero, e per il loro rapporto colla popolazione, e co' primi travaglj della società.

D'altronde il sistema dotale, doveva esser almeno estraneo a questi matrimonj, se non era impraticabile.

Lo stesso sistema dotale si stabilisce, e non può esistere che in forza della divisione di beni fra il marito e la moglie. Il suo oggetto, e la sua denominazione medesima suppongono una dote, e de' beni parafernali, vale a dire de' beni personali della moglie, e di cui il marito non ha nè amministrazione, nè godimento.

Una dote tira seco la necessità di stipulazioni onde fissarla e garantirla, la tradizione o pagamento, promessa di liberare o pagare, quietanze, ipoteche; in una parola, una dote, ha con se la necessità di una costituzione dotale: ogni costituzione dotale non può esistere senza contratto; e se vi è d'uopo di una legge comune, essa abbisogna precisamente per questi matrimonj che non possono pagare il notaro, e fra i quali deve esser sufficiente l'atto civile che lo stabilisce.

Il sistema dotale non può dunque applicarsi a' matrimonj che non hanno nè dote, nè contratto.

La comunione, al contrario, può esistere senza stipulazione contrattata, perchè può esistere senza una dote, e senza beni acquistati. All' atto del matrimonio, allorchè il presente niente dà, essa si contenta dell' avvenire, e si pianta sulla speranza: nell' avvenire stesso, essa non chiamerà il notaro che allorchè il suo prodotto a dividersi, potrà pagare le spese della divisione. Essa conviene dunque specialmente a questi matrimonj di cui parliamo, e che non hanno altra ricchezza che i loro figlj, e le loro fatiche.

Il sistema dotale offre senza dubbio, attesa la semplicità delle sue regole, e la precisione de' suoi risultati, gli avvantaggi d'una garanzia più sicura, e di una più rigorosa reciprocanza, per questi matrimonj contratti sui prodotti certi, e probabili di grandi proprietà, o di vaste speculazioni di commercio.

Ma per i matrimonj poveri, il sistema della comunione riunisce le convenienze

della politica, della morale, e della giustizia.

In questi matrimonj, la politica, anche quella che non è più nelle nostre attuali istituzioni non ha a proteggere la manutenzione delle famiglie colla durata delle proprietà. I frutti giornalieri del travaglio si consumano, e circolano giornalmente. Ogni sistema legislativo che favorisce, accelera, e moltiplica questa seconda circolazione fra la classe del popolo la più interessante qual è quella de' nostri agricoli, ed artisti, è in armonia perfettamente col ben essere, e colla pubblica prosperità.

Per le unioni disinteressate, la natura conserva in tutta la sua purezza, il principio ed il fine dell' istituzione del matrimonio. Là, l'uomo e la donna ammogliandosi, altro oggetto non hanno che di porre sotto una comune esistenza le pene, i piaceri, le privazioni, i godimenti. Il freddo calcolo delle facoltà personali, la distinzione del tuo, del mio, non vi entrerebbero in un' intima società, se non se onde distruggerne l'essenza, quel mutuo abbandono, quel miscuglio assoluto di tutte le facoltà.

È là che, l'innocenza degli affetti, e la purezza de' costumi non resisterebbero per lungo tempo alle perfide suggestioni della cupidigia, tanto più aspra ne' suoi mezzi, quanto che avrebbe minori combinazioni a tentare, più ostacoli a vincere.

È là soprattutto che fa d'uopo che un padre, una madre si presentino incessantemente a' loro figlj con un titolo eguale al rispetto, all' amore, all' obbedienza che devono esigere.

È pure in questi matrimonj, che è vero il dire che la divisione eguale de' benefizj è giusta, perchè le fatiche sono egualmente divise. La moglie non è più quì l'ozioso ed inutile testimonio delle pericolose o penose intraprese del marito. Quì la necessità, e la pazienza ammaestrano la compagna dell' uomo alle più faticose occupazioni della vita, e la distribuzione del lavoro non ha altro calcolo che quello delle loro facoltà individuali. Nelle nostre campagne, se si pon mente che oltre, il lavoro de' campi che la donna divide in ogni stagione, essa sola è dedicata al servizio delle famiglie, sola coopera alla conservazione de' figli,

alle domestiche facende, e se si trova ragionevole di misurare la ricompensa sulla fatica, e la fatica sulla debolezza, forse si porrà in dubbio che l'eguale divisione de' miserabili prodotti di questa comunione sia per la donna un' esattissima retribuzione.

Queste ragioni imprimono in tutti gli spiriti dacchè la contraddizione era disinteressata, la lor forza decisiva.

Sicchè la disposizione fondamentale del progetto di legge, riunì tutti i voti nello stabilire che in mancanza di convenzione matrimoniale, o in mancanza di contratto di matrimonio, le regole stabilite nel capitolo II, vale a dire quella della comunione, formeranno il diritto comune della Francia.

Malgrado la brevità di questo primo capo, e l'estensione considerevole degli altri due, mi lusingo di aver fatto un gran passo verso que' limiti che mi furon segnati.

Non mi resta che a delineare e con celerità, un quadro delle regole che costituiscono l'uno e l'altro sistema; nel capo secondo, delle disposizioni che stabiliscono il regime della comunione; nel terzo capitolo, di quelle il di cui assieme forma il regime dotale.

La sola difficoltà, ed il solo merito è quello di essere metodico, e conciso senza nuocere alla chiarezza, ed all' esattezza.

Di già dissi che la comunione era suscettibile di tutte le modificazioni che non opponevansi nè al suo principio, nè alla sua conseguenza, ciocchè suppone una distinzione necessaria fra la comunione convenzionale di cui le stipulazioni possono variare secondo il grado di volontà ed interesse delle parti, e fra la comunione legale, le di cui regole sono invariabili, e tali quali la legge le stabilisce.

Questa distinzione divide naturalmente il Capitolo II in due parti, la prima delle quali espone le regole immutabili della comunione legale, e l'altra le possibili variazioni della comunione convenzionale.

Prima di entrare nell' esposizione dell' una e dell' altra, conviene rimarcare l'articolo preliminare che le abbraccia ambedue, e che fissa la comunione sia legale, sia convenzionale al giorno del matrimonio celebratosi dinanzi l'officiale dello stato civile.

È sorprendente ma vero, che malgrado la precisa disposizione della costumanza di

Parigi, questa regola era qualche volta disputata.

L'antico diritto che, come rammenta *Laurière*, non faceva cominciare la comunione che il giorno dopo il matrimonio;

Le costumanze motivate, e che nulla ostante l'interpretazione del giudizioso *Dumoulin*, lasciavan credere che la comunione non si cominciava che un anno ed un giorno dopo il matrimonio; alcune stipulazioni per contratto, oscure e mal compilate, fecero sovente sorgere de' dubbj, produrre delle liti soprattutto allorquando si trattava di una comunione convenzionale.

Conveniva d'or innanzi renderle inattive, aggiugnendo anche che questa regola sarebbe osservata a fronte di ogni contraria stipulazione.

D'altronde la costumanza di Parigi, dice all'art. 30: *Comincia la comunione il giorno degli sponsali, e della benedizione nuziale.* Il principio è lo stesso, ma cangiò l'istante solenne del matrimonio; la legge civile non può indicare che quello ch' essa conosce, e quello ch' essa consacra.

Ogni comunione sia legale, sia conven-

zionale, comincia adunque col matrimonio, qualunque sia d' altronde la convenzione delle parti. Tal regola generale sarà finalmente tanto chiara quanto è assoluta.

Ripigliamo adunque la nostra distinzione, e dapprima parliamo della comunione convenzionale, che non ne modifica che le applicazioni, e li risultati.

La comunione de' beni fra conjugi ha, come ogni altra società, la sua fondazione, i suoi progressi, lo scioglimento.

Tale condotta determina pure la serie delle regole che la governano, e ciascuna di queste epoche ha le sue conseguenze legali, ed i suoi accidentali effetti.

Sulla sua fondazione, conviene dire quali oggetti la compongono attivamente e passivamente, vale a dire ciò ch' entra nella società conjugale, e forma l'introito o l'attivo, e ciò che è di suo aggravio, e stabilisce la spesa o il passivo.

Sui suoi progressi, vale a dire l'autorità, il modo e le garanzie della sua amministrazione.

Sul suo scioglimento, vale a dire da quali motivi è prodotto, e quali effetti produce.

I suoi effetti differenti sono determinati da due contrarj che non dipendono più se non se dalla volontà della moglie.

La donna può accettare la comunione disciolta; può anche rigettarla.

Sull' accettazione fa d'uopo esporre le regole della divisione tanto dell' attivo, come del passivo.

Sulla rinunzia, conviene esprimere le sue condizioni, ed i suoi effetti.

La comunione si sviluppa così per intero in sei principali circostanze che il progetto di legge distingue in sei sezioni corrispondenti.

Formazione della comunione: attivo e passivo. *Prima* sezione divisa in due paragrafi.

Amministrazione: il suo modo, ed i suoi effetti. *Seconda* sezione.

Scioglimento: le sue cause, e le sue conseguenze. *Terza* sezione.

Accettazione o rinunzia colle relative condizioni. *Quarta* sezione.

In caso di accettazione, divisione dell' attivo, divisione del passivo. *Quinta* sezione, egualmente divisa in due paragrafi.

In

In caso di rinunzia, esercizio de' diritti della moglie. *Sesta* sezione.

Conviene seguirle secondo l'ordine assegnatogli.

L'attivo e passivo della comunione sono correlativi e corrispondenti; questa è una bilancia esatta de' profitti e aggravj, dell' introito e delle spese.

L' attivo si compone di tre oggetti più precisamente esposti dal progetto di legge, di quello che non furono fino ad ora dall' art. 220 della costumanza di Parigi, ed anche dall' articolo meglio compilato, l' art. 186 della costumanza di Orleans;

1.° Di tutto il mobiliare senz' eccezione, posseduto dai conjugi sia prima, sia dopo il matrimonio.

2.° Per conseguenza di tutti i prodotti senz' eccezione scaduti, o pervenuti durante il matrimonio, o quelli che sono devoluti durante lo stesso al possesso personale di ciascuno de' conjugi, poichè tutti i prodotti sono mobiliari.

3.° Infine di tutti gl' immobili acquistati durante il matrimonio.

Si vede che la comunione abbraccia tutto, eccetto gl' immobili posseduti da ciascuno de' conjugi personalmente al giorno dello sposalizio, ciocchè fa d'uopo provarlo onde sottrarlo dalla comunione; e gl' immobili che possono giugnere a ciascuno di essi durante il matrimonio a titolo di successione, ed anche di donazione, se espressamente non è fatta a profitto della comunione.

Questo è quanto esprimono gli art. 1399, 1401 del progetto di legge, ciocchè leva ogni difficoltà; ciò è quello che l'uso faceva soltanto travvedere come una conseguenza vaga e problematica del suo art. 220.

In bilancia dell' attivo o dell' introito, il passivo, o le spese della comunione si compongono;

1. Di tutti i debiti mobiliari di ciascuno de' due conjugi, poichè la comunione abbraccia tutte le loro proprietà mobiliarie.

2. Di tutti i debiti contratti durante il matrimonio, poichè tutti i profitti del matrimonio gli appartenevano.

3. Degli arretrati ed interessi solo delle rendite, o debiti passivi personali de' due

conjugi, poichè la comunione profitta delle rendite e debiti attivi.

4. Delle riparazioni usufruttuarie de' loro immobili personali, poichè essa ne riceve, e ne consuma li prodotti.

5. Infine di alimenti de' conjugi, dell' educazione e mantenimento de' figlj, non che d'ogni altro peso del matrimonio, poichè essa ne assorbe tutti gli avvantaggi, e tutti i godimenti.

Di questi cinque oggetti, il primo solo esige una precauzione severa e prudenziale. Onde la comunione sia aggravata possibilmente senz' ingiustizia de' debiti mobiliari della donna anteriori al matrimonio, conviene che questi debiti, contratti senza il concorso dell' autorità maritale, abbino una data autentica, e certa.

Altrimenti la collusione, e la frode di scritti posteriori al matrimonio, e con antidate, presenterebbero ad una moglie facile o colpevole tutti i mezzi di rovinare la comunione e suo marito.

La stessa precauzione non è necessaria sui debiti del marito anteriori al matrimonio, poichè in tutti i casi, il loro paga-

mento, indispensabile per il marito, non è che una giustizia l'eseguirlo, sia che li paghi co' suoi beni personali, sia che lo facci con quelli della comunione de' quali lui n'è il padrone; salvo in questo ultimo caso l'indennizzazione alla donna come sono a spiegare.

La comunione essendo aggravata de' debiti mobiliari delle successioni pervenute a ciascuno de' conjugi durante il matrimonio, poichè essa comprende li mobili, e li prodotti di queste successioni; ne segue da ciò che la comunione non comprendendo gl' immobili medesimi di queste successioni, essa deve egualmente non esser aggravata de' loro debiti immobiliari che restano nell' obbligazione personale del conjuge erede.

Io dissi che il marito era padrone della comunione; questo è un termine dall' uso stabilito: esso significa che il marito solo ha tutte le azioni attive e passive della comunione.

Egli solo, e senza il concorso della moglie amministra i beni che compongono la comunione.

Ei solo può venderli, alienarli e ipotecarli.

Il diritto di costumanza gli lasciava anche la facoltà di disporre tutto, mobili ed immobili, sia per atto fra vivi, sia per testamento.

Ma da lungo tempo si sentì l'abuso di questo diritto illimitato, che poteva spogliare impunemente la moglie allorchè i beni personali del marito non erano sufficienti a compensarnela.

Il nuovo progetto vi pose una ragionevole restrizione.

Distingue esso su ciò i mobili, e gl'immobili, le donazioni e i testamenti.

Per testamento il marito non può disporre che la sua porzione che tiene nella comunione, qualunque sia la natura de' beni che la compongono, vale a dire la metà solo de' mobili, e la metà degl' immobili.

Per donazione fra vivi, non può disporre di alcuna porzione degl' immobili, della comunione, se ciò non fosse onde provvedere allo stabilimento de' figlj comuni.

Non può donare l'universalità del mobigliare.

Ed anche se vuole donarne legalmente una porzione, non potrà riservarsene l'usufrutto: ingegnosa restrizione tendente a raffreddare in lui l'intenzione di una liberalità, il di cui diritto non poteva assolutamente esser tolto alla potestà maritale.

In questo stato, quali sono i diritti della moglie? Essa non ne ha finchè esiste la comunione, nè nell' amministrazione, nè nella disposizinne de' beni che la compongono.

Di già il tit. VI della legge sul matrimonio, al primo libro del Codice civile, stabilì l'incapacità della donna maritata in tutte le convenzioni ordinarie.

La donna, ancorchè fosse pubblica mercantessa, ancorchè non in comunione, o separata di beni, non può comparire in giudizio senz' autorizzazione di suo marito.

La donna, anche separata di beni non può donare, alienare, ipotecare, acquistare, senz'il consenso di suo marito con atto per iscritto, ed il consenso del marito non può esser che in casi rari, e già espressi, supplito dall' autorità del giudice.

Tal regola protettrice degl' interessi della

moglie, e soprattutto della prerogativa maritale, tolta parola per parola dall' art. 194 della costumanza di Orleans, è talmente assoluta che dall' obbligazione contratta da una donna, non è lo stesso come di quella contratta da un minore. La nullità, o la validità della prima non dipenderà dal danno, o dall' utilità che può arrecare. È nulla per il solo motivo che è contratta senza l'autorizzazione del marito.

Questa regola indica da per se stessa tutte le sue conseguenze nel progetto di legge sulla comunione.

La prima è, che la donna non può obbligare i suoi proprj beni, nè quelli della comunione, senza l'intervento di suo marito, e rispetto i beni della comunione non vi sono che due soli casi in cui l'autorizzazione del giudice può rimpiazzare quella del marito, e sono: per levare il marito da prigione; per stabilire i figli comuni se il marito è absente.

La seconda è, che il marito che amministra lui solo li beni della comunione, ha pure l'amministrazione di tutti i beni personali di sua moglie, e solo ha pure l'esercizio di tutte le azioni mobiliarie.

Ma non può alienare gl'immobili personali di sua moglie senza il di lui assenso.

Ma è sottoposto a tutte le regole di una buona e legale amministrazione, e responsabile sui suoi proprj beni del danno, e deterioramenti cagionati per sua colpa, o per sua negligenza.

La natura delle facoltà che compongono la convenzione ed il modo della sua amministrazione, la potestà assoluta del marito, l'assoluta incapacità della moglie, fanno sorgere de' diritti differenti; diritti rispettivi de' conjugi che non possono esser sagrificati uno all'altro, diritti più rispettabili di terzi che la legge doveva con maggior cura garantire contro gl' interessi comuni e personali de' due conjugi.

Il progetto di legge distingue li creditori della comunione, li creditori personali del marito, li creditori personali della moglie.

Li creditori della communione sono quelli che hanno titolo, e diritto su tutti i debiti caduti a peso della comunione; sia poi, che mobigliari, anteriori al matrimonio, e autentici, sieno stati contratti dal marito, o dalla moglie, sia che durante il matri-

monio sieno formati se sono mobigliari: coi prodotti di una successione, o che sieno contratti dal marito solo, o dal marito e moglie autorizzati.

Li creditori comuni, come i creditori personali del marito hanno il più esteso diritto. Essi hanno per garanzia de' loro crediti tutti i beni della comunione, e tutti i beni personali del marito, giacchè il marito, solo amministratore, e padrone della comunione, è responsabile anche sui suoi beni personali degl' impegni che contrae.

Non hanno verun diritto sugl' immobili personali della moglie, poichè non avendo nè volontà, nè autorità personale negl' impegni comuni, essa non deve rispondere che sulla sua parte ne' beni comuni.

Allorchè essa si obbliga solidariamente con suo marito, o da esso autorizzata, è assolutamente lo stesso di quando che si obbliga in virtù di procura generale e speciale del marito. Ne' due casi, essa non obbliga che i beni della comunione, e non è soggetta per il suo obbligo personale che, fino alla concorrenza della sua porzione de' beni comuni.

Se il debito proviene da una successione toccata ad uno de' conjugi, e tutto assieme mobigliare ed immobigliare, ed abbenchè in questo caso i debiti di cui una successione è gravata non sieno a carico della comunione che fino alla concorrenza della porzione che deve contribuire il mobiliare ne' debiti, frattanto siccome non sarebbe giusto di esigere la divisione del credito, e di assoggettare questi creditori misti, alla lentezza di questa divisione, questi possono in questo caso ripetere il loro pagamento su tutti i beni della comunione, sia che la successione donde deriva il credito sia pervenuta al marito, o che lo sia pervenuta alla moglie che l'accettò col consenso di suo marito, salvo i compensi rispettivi fra li due conjugi, di cui sul momento vi fo conoscere il diritto e l'applicazione.

Evvi lo stesso motivo ed eguale conseguenza nel caso in cui la donna avesse accettata la successione malgrado suo marito, e solo autorizzata dal giudice; se in questo caso, al marito può imputarsi il non aver evitata la confusione del mobiliare di questa successione, nel mobiliare della co-

munione, mediante un anticipato inventario di cui lui solo aveva la facoltà e l'obbligo.

Li creditori personali del marito si confondono negli stessi diritti coi creditori della comunione. Essi pure possono esercitarli sui beni personali del marito, poichè hanno il marito per obbligato personale, e sui beni della comunione, poichè le azioni della comunione attivamente o passivamente considerati, non appartengono che a lui.

Li creditori personali della donna sono quelli che durante la comunione, non possono avere che la donna per obbligata.

Essi sono i creditori mobiliari anteriori al matrimonio, ma non confusi nella comunione, perchè essi non erano autentici.

Ovvero sono creditori di successioni immobiliarie pervenute alla donna.

Nel primo caso, essi non possono cautarsi che sulla nuda proprietà degli immobili personali della moglie.

Il diritto di costumanza non voleva che tale azione, quasi sterile, fosse esercitata durante l'esistenza della comunione.

Ma abbenchè essi non possino attribuire che a se stessi la debolezza del loro titolo,

se questo titolo è legittimo, veruna ragione non può assoggettarli ad una sospensione, alcune volte foriera di un totale deperimento; e la nuova legislazione è più giusta loro abbandonando la nuda proprietà degli immobili personali della donna, anche durante l'esistenza della comunione alla quale è totalmente estranea questa nuda proprietà.

Creditori di una successione immobiliare pervenuta alla moglie, se la successione è accettata col consenso del marito, possono esercitare i loro diritti su tutte le facoltà della moglie, ma se il marito rifiuta il suo assenso, se la donna accettò la successione coll' autorizzazione della giustizia, allora, come i primi, essi non possono cautarsi che sulla nuda proprietà de' beni della moglie, poichè tutto il di più cadde nel godimento comunale che appartiene al marito.

E' lo stesso, allorchè questa successione accettata senza l'assenso del marito, è in parte mobigliare e immobigliare, se il marito mediante antecedente inventario, ebbe cura d'impedire la confusione de' beni di questa successione con quelli della comunione.

Sufficientemente stabiliti i diritti de' terzi, il legislatore deve occuparsi de' diritti rispettivi de' conjugi, attribuiti all' uno come all' altro per le varie operazioni della comunione.

Questi diritti si sviluppano in indennizzazione, ed in compensi.

Non diremo ora come si esercitano e si realizzano queste indennizzazioni, e questi compensi. Ciò formerà l'oggetto della sezione relativa alla divisione della comunione.

Diremo solo come si stabiliscono.

Il sistema delle indennizzazioni, e compensi era forse ciocchè portava su questa materia, nell'antico diritto di costumanza, più imbarazzi e difficoltà.

Ma due felici innovazioni, semplificandone in generale tutti i risultati della nostra attuale legislazione sul matrimonio e sulle successioni, misero più confidenza e maggior facilità in tutte le conseguenze delle operazioni di comunione.

Più non esiste da un lato la proibizione fatta ai conjugi, di avvantaggiarsi reciprocamente. Un marito può donare a sua moglie, una moglie può donare a suo marito,

come a qualunque altro, la porzione disponibile delle sue facoltà.

Da un altro lato, la quotità disponibile non è più determinata dalla natura degl' immobili successivi. Li quattro quinti dei proprj sono egualmente svaniti, e tutti gli immobili confusi nella stessa specie sono suscettibili delle medesime disposizioni.

La tema delle collusioni, e delle frodi che presentavano gli avvantaggi indiretti, o che deformavano le facoltà per istrapparle, o illegalmente addossarle alla comunione non arma più la legge di quelle precauzioni che il sospetto, e la diffidenza non trovano giammai eccessive, ma di cui la necessità medesima è un eccesso.

Un apparente merito del progetto di legge è quello di aver applicato a questo sistema delle indennizzazioni comunali, nei principj della nostra attuale legislazione, delle decisioni di un' equità talmente evidente quanto esse sono incontrastabili pei casi previsti, ed infallibili nella loro applicazione ai casi ch' era ben possibile il non prevederli.

Il principio generale sta nell' art. 1484 del progetto di legge.

In generale tutte le volte che uno de' conjugi percepì un profitto personale dai beni della comunione, ne deve all' altro un compenso, un' indennizzazione.

E, per il motivo medesimo, tutte le volte che la comunione percepì un profitto dai beni personali d'uno de' conjugi, questo deve esserne compensato o indennizzato.

Questa è la regola semplice delle società, che vuole che ciascuno associato prelevi, prima d'ogni divisione, ciocchè mise in comunione oltre il convenuto.

Sicchè, allorquando, de' tagli di boschi che fatti secondo le regole dettate dalla legge sull' usufrutto, avranno reso profitto alla comunione, si deve compensarne il conjuge proprietario, pregiudicato da quella privazione.

Così pure allorchè un immobile è acquistato durante il matrimonio, a titolo di cambio di un altro immobile di pertinenza d'uno de' conjugi, questo cambio non produce un acqisto di comunione. L'immobile acquistato tien luogo nella proprietà di quello alienato. Ma se vi è supplimento, come lo è allorchè si paga co' danari della comu-

nione, si deve compensare il conjuge che perde la sua parte di questo danaro, di cui l'altro solo ne ha il profitto.

Così l'acquisto totale di un immobile una parte del quale di già apparteneva ad uno de' conjugi non forma parte di beni acquistati, e l'immobile intero appartiene al conjuge che di già ne era comproprietario; ma l'altro conjuge deve esser compensato della sua porzione co' danari della comunione impiegati per questo tal acquisto.

Il progetto di legge fa menzione con egual chiarezza di molti altri casi che danno egualmente luogo alle indennizzazioni o compensi.

Il dettaglio quì sarebbe fastidioso, ed inutile accanto del principio che ben stabilito, e ben applicato, porta su tutte le specie la medesima conseguenza, e l'istessa decisione.

Questo principio delle indennizzazioni conduce naturalmente a quello de' rinvestimenti, delle quali una ben rischiarata giustizia modifica le regole per la moglie, ed in diversa guisa per il marito.

Se il prezzo di un immobile personale

di

di uno degli sposi, venduto durante il matrimonio, non fu impiegata a rimpiazzarlo con un altro immobile di egual valore (poichè la parola *rinvestimento* altro non significa) è ben chiaro che il conjuge proprietario, prelevi dalla comunione, che n'ebbe il profitto, il prezzo del suo immobile venduto sia egli il marito, o la moglie.

Ma se l'immobile venduto appartiene al marito, il rinvestimento del prezzo non si fa che sulla massa della comunione; ed all' incontro, se l'immobile appartiene alla moglie, e se i beni della comunione ne sono insufficienti al rinvestimento, esso si fa sui beni personali del marito poichè esso esercita tutte le azioni di sua moglie; poichè esso presiedette alla vendita, ed al rinvestimento dell' immobile di sua moglie; poichè se la sua dichiarazione basta per giustificare il rinvestimento del suo proprio immobile, essa non basta per stabilire il rinvestimento d'un immobile di sua moglie; poichè infine se la moglie non ha formalmente accettato il rinvestimento, è giusto che l'immobile acquistato in sostituzione resti al marito responsabile del suo agire, e che la moglie ri-

prendi il prezzo del suo immobile venduto.

Queste disposizioni, come si osserva, non sono che semplici, e sicure combinazioni del principio che regola la formazione della comunione, con quello che stabilisce la potestà maritale.

Frammezzo queste circostanze, ove la bilancia della giustizia deve pesare l'interesse d' uno sposo opposto a quello dell'altro, tutto si confonde nella comunione: scessioni, e spese, prodotti, e pesi, guadagni, e perdite, tutto è a profitto, o danno della comunione e tutto si gode, o si sopporta per metà.

Da questa perfetta eguaglianza risulta l'obbligo imposto ai due conjugi di provvedere egualmente alle spese del matrimonio e soprattutto al collocamento de' figli comuni.

Quest'ultimo dovere riceve pure un maggior grado di favore.

Fino ai nostri dì, il marito non potè, senza l'assenso di sua moglie, obbligare la di lei porzione nella comunione per la costituzione di un figlio comune.

L'inflessibile diritto di proprietà dominava; la morale, l'equità naturale, ed il dovere materno la vinsero.

Si conobbe che un'operazion giusta, e regolare, fatta dal marito padrone della comunione, non era che l'esercizio di una legittima autorità; che la moglie non poteva lagnarsi se non se allorquando vi era contro essa ingiustizia, e lesione, e che era assurdo il pretendere che una moglie fosse lesa e spogliata, allorchè essa poteva fornire, e forniva nella dote de' suoi figli una porzione eguale a quella di suo marito.

Questa è pure una conseguenza di quella perfetta eguaglianza che due conjugi sieno reputati aver dotato i loro figlj ciascuno per metà; allorchè gli hanno dotati senza esprimere la porzione per la quale ciascuno di essi intendeva contribuire nella costituzione dotale, qualunque sia d'altronde la proprietà comune, o personale degli oggetti, ne' quali la dote fu fornita, o promessa.

Vedeste, o tribuni, a formarsi la comunione, ad amministrarsi, a svilupparsi.

La vedremo ora a non esistere.

Eccoci a scioglierla, e seguite gli effetti del suo scioglimento.

Cinque cause sciolgono la comunione.

1. Per la morte naturale;

2. Per la morte civile;
3. Per il divorzio;
4. Per la separazione di corpo;
5. Per la separazione di beni.

Il progetto dapprima offre su d'un punto rimarchevole una disposizione contraria alla legislazione di costumanza.

Secondo le nostre costumanze in ciò più discordi che su di ogni altra questione di comunione, la causa la più efficace di scioglimento, la morte naturale, sempre non scioglieva la comunione.

Un preciso articolo di quella di Parigi, in forza di molti decreti di regolamento, divenuta su questa materia, di diritto comune nella Francia, stabiliva continuazione di comunione fra il superstite de' due conjugi ed i figlj minori seco lui sopravviventi, se non aveva fatto inventario nei prescritti termini, e se i figlj lo domandavano.

Questa regola che *Lebrun* medesimo chiamava un diritto esorbitante contrario alla natura ed alla legge, non poteva essere giustificata che dall' interesse della minorità.

Dicevano che da un lato era una pena contro il superstite prevaricatore ed infede-

le che non aveva fatto inventario, e dall' altro una precauzione onde i minori non fossero spogliati.

Ma tali motivi erano ascoltati perchè non ve n' erano altri. Non si poteva nemmeno allegare nella costumanza d' Orleans, quella di Poitu, e le altre che ammettono la continuazione della comunione non solo coi figli, ma con tutti gli altri eredi collaterali, non solo coi minori ma anche coi maggiori, che ammettono infine cogli uni e cogli altri, non solo una continuazione di comunione, ma una nuova comunione, anche allora che non vi fosse stata comunione fra il conjuge superstite ed il morto.

In tale situazione l' esame era meno indispensabile.

La quistione fu discussa con grande cura nel Consiglio di stato, e nella vostra Sezione di legislazione.

Non si poteva più, in favore della continuazione della comunione, invocare l' interesse de' minori, giacchè il progetto di legge prometteva alla minorità, come lo vedrete, in una forma più semplice una garanzia più sicura, ed un più esatto compenso.

Si diceva solo che, secondo le circostanze, e fralle mani di uno sposo tenero e saggio, la continuazione poteva accrescere li profitti di una comunione di già in buon essere, o ristabilire le perdite di una comunione perdente; che non era giusto di privare di quest' avvantaggio de' figlj minori che non avevano per sostegno e per guida che la tenerezza de' loro parenti.

Si diceva che per li matrimonj, soprattutto poveri, la continuazione era un certo benefizio, atteso la sola dispensa delle spese dell' inventario, della divisione e di tutti i litigj che ne derivano dalle piccole successioni.

Ma a tale riguardo la comunione è piuttosto una esenzione o un pagamento di spese, di quello che calcolar si possa qual appuntamento coi creditori. Continuata la comunione essa avrà finalmente un termine; e di tutte quelle formalità, delle quali in forza de' minori rincrescevano le spese, essi non avranno risparmiato che le formalità gratuite, cioè quelle della tutela.

Ma seguendo le circostanze, e nelle mani di un conjuge tal quale si può così sup-

porlo, l'imperizia, la leggerezza, la frode interessata, le illusioni seduttrici di un secondo matrimonio dissipano, o stornano li frutti di una comunione avvantaggiosa o gravitano una comunione diggià aggravata di pesi, e compiono la rovina dei minori. L'azzardo è almeno eguale, e l'alternativa pericolosa.

Ma la continuazione della comunione non potrebbe esistere senza conservare un ammasso incalcolabile di questioni, di dispute e litigj, che, malgrado la precisione dei testi di costumanza, infettavano li nostri trattati, le nostre scuole, ed i nostri tribunali, ed il primo scopo del Codice civile per quanto fu possibile fu quello di distruggere le contestazioni e la cicania; ma in fine un avvantaggio incerto, da una parte compensato da soffribili inconvenienti, e dall'altra rimpiazzato da una precauzione più saggia non poteva autorizzare la durata di una instituzione il di cui primo effetto era di sospendere le leggi di natura, e di violare una legge civile più generale, e più sacra qual è quella delle successioni.

Tali motivi accordarono tutte le opinioni,

e l'articolo 1439 del progetto stabilisce che la mancanza d'inventario dopo la morte naturale, o civile d'uno degli sposi non dà più luogo alla continuazione.

Ma per la conservazione di tutti gl' interessi lo stesso articolo autorizza senza distinzione le parti interessate, a chiedere in giudizio sia con istrumento o con la loro buona fama l'esistenza dei beni ed effetti comuni che si attrovavano al momento della comunione disciolta.

E se vi sono figli minori lo stesso articolo dispone che lo sposo superstite non avendo fatto inventario, perderà il godimento dei loro prodotti, e che il tutore surrogato avendo mancato col non obbligare lo sposo superstite a fare inventario, sarà obbligato solidariamente con lui a tutte le sentenze che potranno venir pronunziate in avvantaggio dei minori.

Ciò poco quì vale per la minorità dell' imbarazzo e dell' azzardo d'un proseguimento di comunione.

Di cinque cause che sciolgono la comunione le tre prime, la morte naturale, la

morte civile, ed il divorzio la fanno cessare distruggendo il matrimonio medesimo.

La quarta, la separazione di corpo, senza distruggere il matrimonio, sospende e ne frastorna i suoi effetti civili.

La quinta, la separazione dei beni, non è che la cessazione della comunione. Essa conserva il matrimonio, la sua autorità, li suoi principali regolamenti.

Sicchè la donna separata di beni deve come l'altra donna contribuire alle spese domestiche della famiglia.

Così pure la donna separata di beni riprende come l'altra donna l'amministrazione delle sue facoltà.

Essa può come la donna in comunione disporre del suo mobigliare.

Ma sempre sommessa alle leggi del matrimonio essa non può alienare i suoi immobili senza il consenso di suo marito, ovvero autorizzata dalla giustizia ciò che porta l'impossibilità di rendere il marito responsabile allorchè la giustizia aveva da se sola autorizata una alienazione alla quale il marito non avesse accordato il suo consenso, e la sua approvazione.

Ogni separazione di beni suppone nella comunione degli imbarazzi, delle perdite, delle obbligazioni onerose, dei crediti, e per conseguenza diversi interessati li di cui diritti sono messi al primo rango dei legami sociali.

Il progetto non perde un istante di vista il diritto rispettabile dei creditori.

Da bella prima esso proscrive ogni separazione volontaria.

E per rendere impossibile anche ogni concertata separazione, esso vuole che essa non possi esser ricercata che giudizialmente, e ottenuta sulla prova del pericolo certo al quale il disordine degli affari del marito copre la dote, li diritti, e le riprese della moglie.

Essa vuole che ogni separazione abbenchè pronunziata giudizialmente sia nulla, se non realmente eseguita.

E terminando tutte quelle altre interminabili difficoltà, essa esprime bene ciò che intender vuole per l' esecuzione; cioè il reale pagamento dei diritti e riprese della donna o almeno delle molestie reali cominciate in un fissato periodo.

Essa vuole che prima di succedere l'esecuzione, la separazione sia resa pubblica da un affisso sulla tabella a ciò destinata nella sala del tribunale, e ciò in pena di nullità d'esecuzione.

La separazione medesima dipendente da una esecuzione reale e valida, si vede che dal principio fino all'effetto, tutte le formalità tendono a dilucidarne la legittimità.

E per dare a queste precauzioni contro la frode tutti i mezzi ed efficacia desiderevoli, il progetto accorda pure alli creditori la facoltà d'intervenire all'istanza, e d'opporre la domanda di separazione de'beni.

Finalmente il progetto di legge conferma coll'articolo 199 della costumanza d'Orleans la facoltà accordata ai conjugi separati di beni di ristabilire la loro comunione.

Sempre è favorevole la riversibilità alla legge del contratto. La riunione degli interessi rende al matrimonio il suo lustro sempre oscurato, e le sue affezioni sempre raffreddate dalla separazione de'beni.

Ma più espressamente l'articolo medesimo conferma le condizioni, che devono prevenire gli abusi di questa facoltà, e che

fino ad ora non esistevano che nei confusi monumenti della nostra giurisprudenza.

Ristabilita la comunione, essa non può esser diversa dalla comunione stipulata dal contratto di matrimonio, ed al quale sarebbe stata se non fosse successa separazione de' beni.

Nullo è ogni cambiamento, poichè inalterabili sono le convenzioni del contratto.

Gli atti d' amministrazione fatti dalla moglie durante la separazione sono mantenuti ed eseguiti poichè il diritto dei terzi sotto veruno rapporto non può esser nè pregiudicato nè inquietato.

La separazione de' beni non produce altro effetto che di rendere la moglie estranea alla comunione, e di farle riprendere, sia nelli beni di questa comunione, sia nei beni personali di suo marito, la sua dote, e tutto ciò che aveva confidato al matrimonio.

Le altre quattro cause di scioglimento, la morte naturale, e la civile, il divorzio e la separazione de' beni, possono avere un effetto differente, e danno luogo ad altri sviluppi.

Egli è allora che la donna ha diritto di sciegliere; egli è allora che può accettare o rifiutare la comunione.

Questa facoltà di scelta, quanto si possa dire in contrario, non è di giustizia liberale ma di rigorosa equità.

Giammai si concepirà quanto sarebbe giusto che la moglie soggetta alla potestà maritale privata d'ogni autorità, e d'ogni influenza nell' amministrazione comunale, fosse per così dire schiacciata sotto il peso di operazioni funeste ch' essa non potrebbe nè impedire, nè dirigere, nè riparare.

Questa facoltà di scelta, replico, per quanto possa dirsene in contrario, non pregiudica nè l'interesse legittimo dal marito, nè quello de' suoi eredi.

Se vi son de'figli, è appunto per tutto conservare a dei figli comuni, che la madre vi rinunzia.

Se non vi son figli, il marito o i suoi eredi qual diritto hanno di pretendere sui beni d' una famiglia a loro estranea?

Tutto al più non è senza interesse il rimarcare che altre volte ed in forza dell'

antico costume questo diritto non era accordato che alle donne nobili discendenti da sangue nobile, o vivendo nobilmente. Ma siccome la giustizia è sempre accompagnata dalla maggior chiarezza e dalla ragione, li primi progressi dell' una e dell'altra furono sufficienti per riformare questo assurdo privilegio, e la nuova costumanza senza distinzione, lo accordò a tutte le donne.

Si può ancora osservare che questo diritto prese nella legislazione un tale carattere di giustizia indispensabile, che la moglie medesima non può abdicarlo col suo contratto di matrimonio, o con verun altro atto posteriore. La legge proclama la nullità di una simile convenzione.

Tal diritto di accettare, o di rinunziare, è sempre col consenso, od in opposizione dei due diversi interessi; l'interesse degli eredi del marito, l'interesse de' creditori della comunione.

Rispetto a questo, la legge li tranqullizza loro accordando il diritto di attaccare la comunione fatta in frode de' loro crediti, e di accettare la comunione del loro capo.

Rispetto agli eredi, quattro condizioni

imposte al diritto della scelta prevengono ogni alterazione, ed anche ogni abusiva sospensione dei loro diritti.

Allorchè la moglie si è immischiata ne' beni della comunione, essa perde il diritto di rinunziarvi.

Essa lo perde allorchè prese solo, senza dolo per parte degli eredi, la qualità di moglie in comunione.

Essa lo perde allorchè nascose, o trafugò qualche effetto della comunione, ed in questo più grave caso essa è dichiarata in comunione ancorchè vi avesse di già rinunziato.

Essa lo perde infine tre mesi dopo la morte del marito, allorchè in questo spazio di tempo essa non fece, in contraddittorio cogli eredi del marito, un inventario genuino ed esatto di tutti i beni della comunione.

Niente cangiossi rispetto ai termini fissati, onde fare inventario, e deliberare sulla scelta accordata. I termini sono sempre di tre mesi onde fare l'inventario, e di quaranta giorni onde deliberare, salve

le proroghe che possono essere giudiziariamente accordate.

La vedova che fece inventario, e che non fece la scelta nel termine stabilito, non perde il diritto di scegliere, ma viene reputata in comunione fino a che vi rinunziò.

È all' opposto per le donne divorziate, o separate di beni. Esse perdono il diritto della scelta, e sono reputate rinunziare alla comunione se esse non accettano nello stesso periodo di tre mesi, e di quaranta giorni dopo il divorzio, o la separazione di corpo.

Dal diritto della scelta nasce l'accettazione o la rinunzia.

Gli effetti della rinunzia sono semplici se la moglie rinunzia; essa diviene estranea alla comunione, ai beni che la compongono, ai debiti di cui è aggravata.

Nel tempo stesso essa ne abbandona i diritti, e le obbligazioni.

Essa non ricupera nemmeno del mobigliare che mise nella massa comune, che la biancheria, ed il vestiario di suo uso; facoltà personale che non può venir reclamata da' di lei eredi.

Ma riprende sui beni della comunione, ed in mancanza sulle focoltà personali di suo marito, tuttociò che personalmente gli appartiene.

I suoi immobili se esistono.

Se sono venduti, gl'immobili acquistati in lor vece.

Se il rimpiazzo, o per meglio dire rinvestimento non fu fatto da suo marito, e da essa accettato, il prezzo degl' immobili venduti.

Infine l'ammontar delle sue indennizzazioni, vale a dire, il compenso esatto di ciò che le sue proprietà personali portarono alla comunione.

La legge veglia ancora in questo caso alla dignità del matrimonio, ed ai diritti de' creditori.

Alla dignità del matrimonio, accordando alle vedove durante il termine dell'inventario e della scelta, un diritto di abitare nella casa conjugale, ed i mezzi di sussistenza sugli effetti comuni; ai diritti de'creditori, accordando a quelli che hanno l' obbligazione personale delle mogli, la facoltà di domandare giudizialmente il loro paga-

mento sulli suoi beni, salvo il suo regresso verso suo marito, secondo la natura de' debiti.

Gli effetti dell'accettazione sono più complicati, ed esigono alcuni dettaglj: se la donna accetta, la comunione si divide, ed è in quest' ultimo modo ch'essa si sviluppa, e svanisce.

In quanto alle forme, all'esecuzione, agli effetti, alle garanzie, ed ai saldi de' conti, ai quali una divisione di comunione può aver luogo, non vi sono altre regole che quelle stabilite per le divisioni delle successioni.

Onde procedere alla divisione la massa comune si compone dalle collazioni, e prededuzioni rispettive.

Ciascun conjuge collaziona ciò che deve alla comunione sia a titolo d'imprestito, sia a titolo di compenso o indennità.

Ciascun conjuge prededuce i suoi immobili personali, o quelli che furono acquistati in supplimento; il prezzo di quelli che non furono rimpiazzati; e l'ammontare dellè indennizzazioni, che le sono dovute.

La privazione assoluta di possanza, ed

influenza che costantemente allontanò la moglie da ogni atto di amministrazione deve anche dargli un favore, una preferenza di cui la giustizia non può opporsi, e che si realizza in tre modi progressivi.

Da prima le prededuzioni della moglie si esercitano con quelle del marito.

In seguito se esse assorbono il danaro contante ed il mobiliare, e se attaccano gl' immobili della comunione, la donna ha la scelta degl' immobili.

In fine se tutte le facoltà della comunione non bastanò, si esercitano sui beni personali del marito essendone ei sempre responsabile.

All'incontro il marito non può esercitare le sue riprese o prededuzioni se non se sui beni della comunione. Esso perde ciò che non può trovarvi. Le facoltà della donna sono a tal riguardo inalterabili.

In mancanza della moglie li di lei eredi esercitano tutti i di lei diritti, che ad essa sono dovuti nella divisione della comunione.

In mezzo di questa innumerevole folla di questioni dubbiose, delle quali il progetto di legge finalmente diviene l'interpre-

le egualmente sacro che infallibile, v'è ne è una relativa agli eredi della moglie, sulla quale l'opinione divisa fra i due più stimabili comentatori si lasciava in una più grande incertezza.

Fra molti eredi della moglie allorchè gli uni accettano, e gli altri rinunciano alla communione come doveva essere divisa? ciascun accettante non prendevasi che la sua porzione? ovvero la parte di coloro che rinunziavano doveva riunirsi per diritto di accrescimento alla porzione di quelli che avevano accettato?

Lebrun vi trovava un infallibile applicazione pel diritto d'accrescimento.

Pothier all'incontro opinava che il diritto di accrescimento non era applicabile.

Le ragioni di *Pothier* prevalsero perchè hanno quella lucida verità che ci conduce all'intima persuasione

L'erede della donna che rinunzia alla comunione non ha punto rinunziato alla successione della donna, altrimenti non vi sarebbe più erede. Questa rinunzia alla successione che sola produce anche nel Codice civile il diritto d'accrescimento tra i coeredi

non esiste più. La porzione della donna nella comunione è indivisibile. La donna aveva il duplice diritto d'accettare, e di rinunziare; li suoi eredi esercitano l' uno e l'altro. Colui che rinunzia è agl' occhi del marito come la moglie ch' avesse rinunziato: l'accettazione degli altri ha quel egual effetto, che avrebbe avuto l' accettazione della moglie. Se la donna rinunzia, a suo marito appartiene la sua porzione nella comunione. La rinunzia dell'erede che non è che l' esercizio del diritto stesso non può avere che li medesimi risultati. L'articolo 1372 del progetto stablisce adunque con vera saggezza che in questo caso gli eredi della moglie accettante la comunione non prenderebbero ciascun di loro che la loro porzione pro-rata ed ereditaria, e che la porzione dell'erede rinunziante resterà al marito, verso lui aggravato, e fino alla concorrenza di questa porzione dei diritti che la moglie avrebbe esercitati se avesse rinunziato essa medesima.

Eseguite da ciascun lato le prededuzioni, ciò che rimane è la massa divisibile, che

vien divisa in fatti da eguali porzioni fra li due conjugi.

Se uno di essi trafugò o nascose alcuni effetti della comunione, egli è colpevole.

Ma la pubblica decenza, la rimembranza dell'eseguito legame, che viene a sciogliersi, o la dignità del matrimonio, che qualche volta ancor sussiste, non ci permettono di delineare nè il nome, nè l'idea, nè li castighi d'un delitto.

Il conjuge infedele è tutto al più privato della sua porzione negl' effetti trafugati.

Il passivo della comunione dividesi egualmente che l'attivo in eguale porzione

Il passivo si compone dei debiti contratti nella comunione, e ciascun conjuge paga la metà di questi debiti nei quali vengono imputate le spese di sigillo, inventario, vendita e divisione, ma non quelle del funerale della moglie, che accettante, o rinunziante restano a carico degli eredi del marito.

Onde spiegare senza sforzi, e senza ripetizioni le disposizioni relative al pagamento dei debiti, convien distinguere i diritti che i due conjugi possono avere l'uno

verso l'altro, e i diritti dei creditori contro i due conjugi collettivamente, o contro ciascun d'essi separatamente.

Dopo compita la divisione se uno dei conjugi è personal creditore dell' altro o suo donatario, il credito o la donazione si esercita sulla porzione della comunione pervenuta al conjuge debitore, o donatore, e sui suoi beni personali.

Ma tal diritto reciproco vien sempre subordinato ai diritti dei creditori.

Sono essi di quattro specie.

Creditori della comunione che hanno l'obbligazione personale, e solidaria dei due conjugi;

Creditori della comunione, che non hanno che l'obbligazione del marito;

Creditori personali del marito;

Creditori personali della moglie.

In generale la moglie non è obbligata rispetto ai creditori, che della metà dei debiti della comunione, allorchè un esatto inventario fu fatto dopo lo scioglimento.

E in questo caso se essa fosse anche personalmente obbligata, non può essere per-

sonalmente molestata, nè sforzata a pagare oltre la sua metà.

Ma se non vi fu inventario, ma se si obbligò solidariamente col marito il creditore che ha la sua solidaria obbligazione, può chiamarla in giudizio per la totalità del credito salvo ad essa il regresso per le sue indennizzazioni verso suo marito o i suoi eredi.

Non è lo stesso per i suoi creditori personali, vale a dire per tutti i debiti che procedono dal suo capo siano debiti anteriori al matrimonio, o siano debiti dipendenti da successioni non per anco pervenuti.

Essa può essere egualmente chiamata in giudizio per la totalità di questi debiti, salvo il suo regresso per ciò che paga oltre la sua porzione, ed in saldo della comunione.

Per questo eccedente essa non ha alcun diritto di ripetizione contro il creditore che ha ricevuto a meno che non vi sii errore come sarebbe quello della ricevuta fatta soltanto per la metà di quello che essa doveva pagare.

Il marito non può essere egualmente molestato che per la metà di questi debiti provenienti dalla specialità di sua moglie abbenchè sieno a carico della comunione; e ciò perchè questi debiti producono un' azione diretta, e sufficiente contro la donna medesima.

Ma all' eccezione di questi debiti tutti gli altri contratti dalla comunione possono essere intieramente a lui ricercati, e devono essere intieramente da lui pagati salvo il suo regresso contro sua moglie per la metà che era a suo carico.

In generale tutte le volte che uno dei due conjugi è obbligato di pagare per l'altro o che viene semplicemente molestato, esso ha contro lui un legittimo regresso, di garanzia, o di rimborso; questo è l'ordinario effetto della legale surrogazione.

Tribuni voi seguiste pazientemente tutti li andirivieni, e le tortuosità, che scorre nella sua marcia la comunione legale.

Voi vedrete la sua origine, ed il suo fine, i suoi progressi, e i suoi decrescimenti; gl'innumerevoli suoi accidenti, e le sue variate forme.

Io pure avrei fatto qualche progresso verso lo scopo indicatomi se io m'avessi potuto lusingare, senza di troppo aumentare un discorso che mio malgrado la materia medesima dilunga, d' aver impresso nei vostri spiriti alcuni raggi di quella luce che il progetto di legge spande su una strada che la sola mancanza di una guida sicura, ed esperta aveva fino a noi resa oscura e impraticabile.

La seconda parte del secondo capitolo tratta della comunione convenzionale.

Io dissi che la comunione convenzionale non era altro che una modificazione della comunione legale; del quale interesse o la volontà dei conjugi può consigliarla o esigerla senza mettersi in opposizione colla legge.

Vi possono adunque essere altrettante comunioni convenzionali, quanto può immaginarsi che vi sieno delle differenti convenzioni, nel sistema della comunione.

I redattori del progetto non ebbero nè la pretensione, ne la volontà di prevedere, e regolare tutte quelle che sono regolarmente possibili.

In due circostanze, ed in due forme chiaramente si spiega.

Coll' articolo 137 dichiarando che le regole stabilite a questo riguardo nel progetto di legge non limitano la facoltà delle stipulazioni di cui la comunione convenzionale è suscettibile.

E col articolo 138 sottoponendo la comunione convenzionale alle regole della comunione legale per tutti i casi imprevisti, e ai quali non fosse derogato dal contratto di matrimonio.

Credettero solo necessario d'esporre come utili esempi le modificazioni principali che l'uso introdusse nella comunione. Qui più che altrove riconosco quanto sarebbe utile di seguire e discutere in tutte le loro combinazioni questi regolamenti particolari, e per così dire accidentali, che tutti procedenti dal principio generale e sempre soggetto alla sua autorità, non danno che conseguenze relative e di già tacitamente determinate dal principio medesimo.

Le otto prime sezioni di questa seconda parte descrivono con chiarezza, ed ordine le principali convenzioni che modificano la

comunione e li differenti effetti che ciascuna d' esse può produrre.

Sicchè si può convenire che la comunione non abbraccierà che gl' acquisti.

Ed allora gl' acquisti sono divisibili. Li debiti non sono in comunione ed il mobigliare medesimo se è stabilito da un inventario o da una distinta in regola, viene escluso dalla comunione, e dalla divisione.

Si può escludere così dalla comunione la totalità o soltanto parte del suo mobigliare presente o futuro.

Ed allora ciascun conjuge deve alla comunione l'oggetto o l'ammontare di ciò che non ha escluso dalla comunione, o che aveva promesso di conferire.

Ciascun d'essi è obbligato di giustificare gli effetti conferiti.

In conseguenza ciascun d' essi ha il diritto di prededurre il di più prima d' ogni divisione se gl' effetti conferiti eccedono la convenzione.

Così si può investire in beni mobili tutti i suoi immobili onde metter nella comunione la porzione investita.

La mobilizzazione non è che una finzio-

ne a favore della quale i conjugi possono mettere nella comunione una data somma da prendere su d'un immobile determinato, o indeterminatamente su tutti i loro immobili in generale.

Allora l'oggetto ammobilizzato è alla disposizione del marito padrone della comunione come essendo ogni cosa mobigliare; di maniera che l'immobile mobilizzato per intiero può esser venduto dal marito, e gl' altri ipotecati fino alla concorrenza della mobilizzazione.

Ma al momento della divisione della comunione il conjuge proprietario nell'immobile mobilizzato può ritenerlo col renderne conto del suo valore attuale.

Si può anche convenire che ciascun conjuge separatamente pagherà i suoi debiti anteriori al matrimonio.

Allora devono rispettivamente compensarsi, o rimborsarsi nella divisione di tutti i debiti personali quietanzati dalla comunione.

Ma questa clausola se il mobigliare di ciascun conjuge non è distinto da un inventario non toglie i mezzi ai creditori dell'

uno e dell' altro di chiedere giudizialmente il loro pagamento su tutti i beni della comunione.

Ma se l'uno dei conjugi per una conseguenza di questa convenzione fu dichiarato al contratto di matrimonio franco e libero da ogni debito, il padre, la madre, l'ascendente o il tutore che fecero questa dichiarazione rimangono garanti verso l'altro conjuge d'ogni debito ommesso o dissimulato.

E se il debito deriva dalla specialità della moglie e il marito avendo li godimenti comunali, può esercitare questa garanzia anche durante l'esistenza della comunione.

Si può anche convenire che la moglie se rinunzia riprenderà li suoi effetti conferiti liberi, e senza pesi.

Ma tale ripresa non si estende che sulli oggetti e persone formalmente espressi nel contratto.

Non può essa esercitarsi che sotto osservazione della regola relativa ai debiti rispettivi e dopo dedotti tutti quelli della moglie che fossero stati dalla moglie pagati.

Dal che si può convenire che il conjuge superstite avrà un' antiparte, vale a dire il

diritto di prededurre prima di ogni divisione alcuni oggetti mobili, o certe somme.

Ben dobbiamo accorgersi dalla natura medesima che questa clausola non è eseguita se non dopo accaduta la morte naturale o civile d' uno de' conjugi; poichè essa non esprime che un diritto di sorvivenza.

Che il divorzio, e la separazione di corpo devono solo conservarne l'esercizio, in caso di sorvivenza al conjuge solo, che ottenne il divorzio, o la separazione.

Dalla sua natura medesima si vede anche che questo diritto non si esercita, che sulla massa divisibile, e da una diretta conseguenza, che la moglie non può esercitarlo se essa rinunzia alla comunione a meno che non sia stata fatta un' espressa riserva nel suo contratto di matrimonio.

Così si può convenire che la comunione sarà inegualmente divisa.

Si può convenire ch' essa spetterà per intero ad uno de' conjugi, mediante una somma determinata da pagare all' altro.

Si può convenire ch' essa resterà al superstite o ad uno d' essi soltanto senz' alcuna ricompensa da pagarsi all' altro.

Tutte queste convenzioni lasciano travedere le loro naturali conseguenze.

Le parti ineguali nella comunione esigono la contribuzione proporzionata nel pagamento dei debiti.

Questa conseguenza è talmente giusta che la legge dichiara nulla ogni convenzione fatta per turbarne l'equilibrio.

Il conjuge che dovrà conservare la comunione per intiero dovrà anche pagarne la totalità dei debiti.

La somma stipulata da ogni diritto di divisione in favore d' un conjuge deve esser dall' altro pagata in tutti i casi ed alloranche che la comunione non bastasse per compirne la somma.

La comunione intiera gratuitamente devoluta al superstite o all' uno de' conjugi soltanto, dà diritto agl' eredi dell' altro di riprendere ciò che il loro antecessore vi avesse conferito.

Finalmente è questo l'oggetto dell' ottava sezione: si può stipulare una comunione universale di tutti li beni mobili, ed immobili, sia che vi si comprendano tutti li

beni

beni presenti, e futuri sia che si limitino agl'uni, o agl'altri.

E questa convenzione nelle sue conseguenze essendo suscettibile delli varj effetti d'ogni specie di comunione, è anche necessariamente soggetta a tutte le regole del sistema generale.

Onde finire questo secondo capitolo del progetto di legge e per completare senza dubbio ciò che può essere unanimamente riconosciuto, e regolato nella comunione a lato di questa ottava sezione che parla della comunione universale, li compilatori collocarono una nona ed ultima sezione, onde parlare delle convenzioni assolutamente opposte, vale a dire delle convenzioni esclusive della comunione.

Si può maritarsi senza comunione, e senza assoggettarsi al regime dotale.

L'articolo quinto al capitolo delle *disposizioni generali* di già espose che, la semplice stipulazione di maritarsi senza comunione o separati di beni non toglie la sommissione al regime dotale.

Qual legge regolerà adunque queste unioni conjugali che non fossero governate

nè dal regime dotale, nè da quello della comunione?

L'augusta, e sempre legge del matrimonio è la legge generale delle convenzioni.

Fra due sposi che si maritano senza comunione non v'è nè comunione, nè separazione de' beni.

La legge del matrimonio colloca la donna sotto la potestà del suo marito, e la obbliga a contribuire proporzionatamente alle spese domestiche della famiglia.

La conseguenza è che il marito avrà l'amministrazione di tutte le facoltà della moglie ed il diritto di percepire il mobigliare da essa conferito, e li prodotti degli immobili onde sostenere li pesi del matrimonio.

La legge della convenzione vuole che in questo caso il marito sia obbligato per tutti i pesi dell' usufrutto come anche di restituire a sua moglie tutti i capitali che gli appartengono dopo lo scioglimento del matrimonio, o la separazione se venisse pronunziata.

La legge del matrimonto non dichiara inalienabili li beni dotali; questo è un attributo del regime dotale.

La legge delle convenzioni lascia questi beni nell' ordinario dominio delle sociali combinazioni.

La conseguenza è che in un matrimonio contratto con semplice esclusione di comunione, li beni costituiti in dote non saranno inalienabili.

La legge delle convenzioni vuole che anche in questa specie la moglie possi nel contratto riservarsi la facoltà di disporre da per se stessa una porzione delle sue rendite, onde provvedere alle sue minute spese, ed ai suoi bisogni personali.

La legge delle convenzioni vuole, che la clausola espressa dalla separazione de' beni tolga alla donna la facoltà d' amministrare da per se stessa i suoi beni, e di percepirne i proventi, a meno che essa non dia procura a suo marito che allora diventa obbligato soltanto dei frutti esistenti al momento che deve renderne conto.

La legge del matrimonio vuole che allora essa contribuisca ai suoi pesi con ragionevole porzione, che l' equità rigorosa in mancanza di convenzione regola al terzo delle sue rendite.

La legge del matrimonio vuole finalmente, che veruna stipulazione, veruna approvazione non possino in verun caso dare alla donna la facoltà d' alienare i suoi immobili senza il consenso di suo marito, o l'autorizzazione del giudice.

Il quadro che io stò per finire delle regole direttamente, o indirettamente relative alle innumerevoli combinazioni del sistema della comunione, presenta un'estensione d'una tale immensità che a prima vista la si crederebbe senza limiti come la facoltà delle convenzioni che reggono queste regole.

Si viddero bene gl' articoli 2 e 3 del primo capitolo, collocare dinanzi la libertà delle convenzioni matrimoniali, come una forte barriera, le regole della potestà paterna, e della tutela, e l' ordine legale delle successioni.

Questa rescrizione vaga e generale poteva difficilmente rassicurarsi contro le intraprese d'un sistema sì vicino alle più ardenti affezioni, sì libero ne'suoi mezzi e sì fecondo nelle sue risorse.

Le seconde nozze sopra tutto, che sempre come i figli avidi, e dissipatori d'un

padre economo, divorano la sostanza del matrimonio antecedente, avrebbero fatto temere tutti i tentativi della frode, e della seduzione.

Io non posso che applaudire a tal rapporto alle cure dei compilatori del progetto.

Esse furono sì costanti, e sì vive che ripetendo due volte la disposizione medesima negli stessi termini hanno disegnato due volte lo stesso cerchio attorno a delle regole uniformi della comunione legale, ed attorno delle facoltà capricciose della comunione convenzionale.

L'articolo 110 per la comunione legale e l'articolo 141 per la communione convenzionale suppongono che quà la confusione applicava al mobigliare, e là le convenzioni più ardite delle seconde nozze potrebbero tendere a dare ad uno de' conjugi oltre la porzione regolata dall' articolo 587 del libro 3.° del Codice civile, ed in questo caso li due articoli sopprimono severamente il di più di questa porzione, e danno ai figli del primo letto il diritto di soppressione.

Voi sapete che questo articolo 387 della legge delle donazioni proibisce allo sposo che contrae un nuovo matrimonio, di dare al suo nuovo conjuge oltre la porzione del figlio che meno prende, e vuole anche che in tutti i casi questa parte non ecceda la porzione disponibile de' suoi beni.

Così la donna di seconde nozze non sarà giammai meglio trattata del figlio delle prime; e qualunque sia la libertà anche capricciosa delle convenzioni matrimoniali, questa libertà trovò un limite immutabile che poteva solo prescrivergli l'ordine sociale, e l'interesse delle famiglie.

Quando si giunse al termine d' una sì lunga carriera, non si si maraviglia più, che nella legislazione delle nostre costumanze, la materia che abbiamo esaminato, atterrisse i nostri studj, ed i nostri giudizj colla moltiplicità delle sue variazioni, coll' oscurità ed indecisione de' suoi risultati.

Sotto quest' ultimo rapporto soprattutto, il progetto di legge che esaminiamo, è per li paesi accostumati al regime dotale della comunione, una beneficenza da gran tempo desiata.

La conferma della legge mancavavi quasi da per tutto; le nostre costumanze non offrivano che alcune regole generali, quasi sempre indifferenti, o contradditorie; la più parte, come quelle di Angiò, di Poitù, del Borgognese non avevano sulla comunione, che tre o quattro, otto o dieci, quindici, o sedici articoli confusi sotto li titoli comuni alle convenzioni del matrimonio, alli diritti de' conjugi, alle società ordinarie.

Le due costumanze che si contendevano in questa materia gli onori dell' oracolo, quella di Parigi e di Orleans, non avevano che 27 articoli per ciascheduna, e vedeste che esse non si accordavano quasi mai che sul numero degli articoli.

Sopra tutto il resto, conveniva cercare la luce, e la regola, o piuttosto il mezzo di disputare nelle raccolte di giurisprudenza e ne' commentarj, il di cui numero equivaleva ancora al loro volume.

E se, nella folla di commentatori, due sopra gli altri, Pothier, e Lebrun, meritavano maggior confidenza, la loro quasi eguale autorità, non serviva che a rendere insolubili le questioni sulle quali essa si bilanciava nell' opposizione.

Oggidì una legge generale raccoglie, ed unisce tutte le parti divise di questo immenso dominio. Essa per ogni dove, sopra tutti i casi possibili, sopra tutte le combinazioni, ci porta il principio, la regola, l' applicazione: per tutto la chiarezza, il metodo, e la precisione succedonsi all' incoerenza, al disordine, all' oscurità.

E se è vero che la legge, sempre condannata alle imperfezioni dello spirito umano di cui è l'opera, non possi tutto prevedere, conviene almeno che la soluzione di tutte le difficoltà, fino ad ora combattute, ci lasci poco a temere quelle, che tre o quattro secoli di abitudine fecero nascere.

Abbandoniamo finalmente i paesi di costumanza; passiamo dal nord al mezzo dì; visitiamo quelle regioni dell'antica Francia, sempre felici, e doppiamente rischiarate dal sole, e dal digesto.

Quì, il matrimonio non ha altri godimenti comuni che la tenerezza de' conjugi, non ha altri frutti comuni che i figli;

Quì le facoltà, e gl' interessi sono rigorosamente divisi. La donna non ha che la sua amministrazione particolare, e le sue

rendite personali; li frutti della sua dote pagano il matrimonio, e ciò che gli occorre per le minute spese.

Sicchè più non vi è formazione, nè scioglimento di comunione, non vi è più accettazione, o rinunzia; più non v'è inventario, nè conti, nè divisione.

Si deve convenire che sotto questo aspetto, e se non si vuol considerare il matrimonio che come un contratto di utilità, e di reciproca convenienza, il regime dotale non offre l'avvantaggio delle più semplici forme, della più facile esecuzione, de' più sicuri risultati.

Non è poi vero che questo regime non mostri pure, nelle leggi romane, la pretensione da esso fondata sul principio, e sull' essenza medesima del matrimonio.

E fino a che le donne furono in Roma sotto la tutela del marito, i beni dotali affidati alla di lui amministrazione, ed i loro prodotti consacrati alle spese comuni, conservavano, da un lato il primo carattere dell' unione conjugale, cioè l'autorità del marito sulla persona e beni di sua moglie, dall' altro potevano accordare a uno fra li

due conjugi una specie di provvedimenti, e di spese.

Ma l'istituzione di parafernali, e l'autorità del matrimonio, intieramente abrogata negli ultimi momenti dell' impero, per tuttociò che riguardava la disposizione di questi beni, non offrirono più, nella legge medesima che li stabilivano, che una innenarrabile contraddizione fra il principio, e la regola; e ci deve rincrescere che il regime dotale di cui si applaudiscono i nostri paesi di legge scritta non gli sia stato trasmesso con tutta la saggezza, e l'antica integrità delle leggi romane.

Il nostro rispettabile *Domat* si lamentava con una specie di sensibilità.

Questi beni parafernali, dice egli, e questo indipendente godimento del marito, sembrano aver qualche cosa di contrario al matrimonio, e sono anche un occasione che può turbare la pace che domanda questa unione. Così vedesi, ei soggiunge, che in una medesima legge del diritto romano che toglie al marito ogni diritto sui beni parafernali, è riconosciuto giusto che la moglie mettendosi da se stessa sotto la condotta

del marito, gli lasciasse pure l'amministrazione de' suoi beni.

Il progetto di legge assoggettato al vostro esame avrà anche il rimarchevole merito di rendere al regime dotale tutta la ragione delle leggi romane, e tutta la maestà del matrimonio.

Il modo e l'applicazione di questo regime egualmente semplice, non hanno bisogno che di un picciol numero di regole tutte estratte e tradotte dal diritto romano con tanta fedeltà, che se qualche volta il nostro progetto di legge si allontana dall' uso, questo è per più fortemente attaccarsi alla legislazione romana, il di cui uso si aveva pure perduto.

Sotto questo regime la moglie ha due sorta di beni; li beni *dotali* e li beni *parafernali*.

I beni *dotali* sono nelle mani del marito, che ne dispone, ne percepisce ed impiega i prodotti, sorveglia e garantisce la loro conservazione, e li restituisce al termine fissato.

I beni *parafernali* sono nelle mani della moglie, che li amministra sola, e senza es-

serne autorizzata, che ne dispone nelle forme, e senza l'autorità della legge.

Ecco tutto l'agire del regime dotale; e su 190 articoli di cui il progetto di legge è composto, 40 divisi in quattro sezioni bastarono al suo regolamento.

Le tre prime sezioni, destinate alla sua dote, espongono le regole della sua costituzione, della sua inalienabilità, della sua restituzione.

La quarta stabilì le decisioni necessarie ai beni parafernali.

Abbenchè la dote abbi dato il suo nome a questo sistema legislativo, e che essa sia la sua materia principale, essa non è nullameno esclusivamente particolare.

La dote può appartenere a tutti i contratti di matrimonio, qualunque sia il suo regime convenzionale.

Essa avrà adunque delle regole generali, e di un' applicazione comune a tutti i sistemi, poichè queste regole faranno la conseguenza di un principio generale.

Sicchè l'articolo 153 del capitolo terzo non è che una conseguenza del principio generale stabilito dall'articolo 8 del primo capo.

Le convenzioni matrimoniali non potendo ricevere verun cambiamento durante il matrimonio, ne segue per tutte le doti, qualunque ne sia il loro regime, ch' esse non possono essere, nè costituite, nè aumentate durante il matrimonio.

La legge del matrimonio avendo stabilito, *tit.* 5, che risultava dalla natura medesima di quest' unione un' obbligazione comune ai conjugi di alimentare, sostenere, ed educare i loro figlj, ne deriva che in tutti i sistemi, allorchè un padre ed una madre avranno costituita una dote senza distinguere la parte di ciascuno di essi, la legge suppone che il padre e la madre vi contribuiscano pro-rata.

Sicchè questa disposizione, diggià espressa nell' art. 49 del regime della comunione, è formalmente ripetuta all' art. 154 del regime dotale.

La costituzione dotale è un' obbligazione che forma gli oggetti comuni ad ogni specie di obbligazione.

Così l'articolo 57 del regime della comunione disse ciocchè ripete quì l'art. 157 del regime dotale che coloro che costitui-

scena una dote sono obbligati a garantirnela degli oggetti costituiti.

In generale gl' interessi d'una somma dovuta a un tempo determinato non sono legittimi che col ritardo del pagamento. Ma la dote sotto qualunque rapporto ch' essa sia costituita, è attaccata al matrimonio dal quale è promessa e pagata. Dalla natura di questo impegno nascono i suoi diritti, e cominciano i suoi frutti colla causa che lo produce.

Così l'articolo 51 del regime della comunione e l'articolo 158 del regime dotale, dicono assieme, e ne' termini medesimi, che se non vi è stipulazione contraria, gl'interessi della dote decorrono *ipso jure* contro coloro che l'hanno promessa dal momento del matrimonio ancorchè siavi un termine per il pagamento.

Il godimento dei proventi della dote allorchè non son soggetti alla comunione partecipa delle regole generali dell' usufrutto.

Così l'articolo 143 del matrimonio senza comunione, e l'articolo 171 del regime dotale presentano eguale disposizione che il marito è obbligato rispetto ai beni dotali a tutte le obbligazioni dell' usufruttuario.

Infine la dote essendo in tutti i matrimonj proprietà della moglie è giusto che essa abbia per tutto, e sotto qualunque regime ch'essa l'abbi avuta, lo stesso mezzo di prevenirne o ripararne la perdita.

L'articolo 172 del regime dotale applica al pericolo possibile della dote le precauzioni prese, ed i diritti accordati alla moglie negli articoli 54 e seguenti del regime della comunione.

Queste regole d'una comune applicazione a tutti i matrimonj, non costituiscono il regime dotale: la sua specie distinta stà nelle regole particolari che riceve dalla legge del matrimonio non modificata dal regime di comunione, e molto più ancora dal favore espresso e continuato, che la legislazione romana accordò alla dote.

Voi vedeste che in tutti i matrimonj una dote costituita dal padre e dalla madre, se essi non distinsero ciò che ciascuno di loro vuol dare, viene riputata costituita per porzione eguale.

Ma se la costituzione dotale è fatta dal padre, solo anche in presenza della madre, voi vedeste nel regime della comunione,

che allorchè la donna l'accettava doveva sopportare la metà della dote, perchè essa era allora un'obbligazione comune promessa in fatti dalla comunione, di cui il marito aveva lui solo la libera disposizione.

Qui tutto è al contrario per motivi anche ragionevoli.

Qui la madre abbenchè presente al contratto non sarà obbligata se essa medesima non ha stipulato poichè non vi è comunione; poichè la dote non può essere nè promessa, nè data in effetti comuni; poichè tutti i beni della moglie gli sono proprietà personale; poichè il diritto romano non impone che al Padre l'obbligazione di dotare i suoi figli; poichè infine la nostra legge sul matrimonio rifiutando ai figli ogni azione contro i loro genitori per un collocamento matrimoniale, è impossibile d'accordare indirettamente col padre contro la madre quell'azione rifiutata ai figli.

Il favor della dote vuole ch'essa non perda giammai il suo carattere di liberalità.

Dal che ne nasce che se un Padre costituì alla sua figlia ciocchè credeva doverle

verle, la dote è dovuta ancorchè il credito non esistesse più.

Dal che ne nasce che se una figlia dotata dai suoi genitori senza antecedente indicazione, ha dei beni proprj dei quali essi godono, la dote sarà presa non sui beni proprj della figlia dotata, ma sui beni dei genitori che hanno costituita la dote.

Dal che ne nasce, che se il superstite dei genitori costituisce una dote senza speciale destinazione per i beni paterni, e materni, la dote si prenderà dapprima sui beni del premorto, poichè i diritti che il figlio dotato può avere su questi beni sono un debito dello sposo superstite, che deve precedere alla liberalità, il sollevarsene.

Le leggi romane avevano molte altre regole, ammesse dal progetto, sulla costituzione dotale, alcune inutili a spiegarsi, le altre incompatibili colla nostra legislazione attuale.

Le une saranno sempre osservate poichè sono conseguenze legittime, evidenti ed infallibili del principio generale: verbigrazia i diritti del marito non potendo esistere prima del matrimonio è chiaro che li frut-

ti della dote pervenuti innanzi del matrimonio appartenghino alla dote che aumentano, e non appartengono al marito.

Dobbiamo scordarsi le altre poichè esse non possono più combinarsi col nostro sistema legislativo; e per esempio tutto ciò che è relativo alle doti ereditarie ed al diritto di ritorno è oggidì disfatto o medicato dall'ordine legale delle nostre successioni.

Tutto ciò che compone la dote prende lo stesso carattere, e diviene dotale

Abbenchè la dote sia strettamente limitata alli oggetti espressi nella convenzione dotale, conviene dire che la comunione può comprendersi l'universalità dei beni della futura moglie.

La dote è rimessa al marito che la dignità del matrimonio dispensa di garantire, se da una convenzione espressa da per lui stesso non vi si assoggetta.

Quì, una disposizione del già detto romano diritto diversamente estesa e più diversamente applicata metteva in campo una folla d'incertezze, e di questioni.

Due leggi del digesto e del codice decidono che allorquando la dote composta di mobili, od immobili è stimata prima del matri-

monio, essa è propria al marito, che diventa debitore soltanto del prezzo delle cose stimate, poichè in questo caso la stima è una vera vendita: *quia aestimatio venditio est.*

La conseguenza era che la perdita, o il deterioramento delle cose stimate ricadeva sul marito come lui profittava tanto degli accrescimenti, quanto dei miglioramenti

E la conseguenza sempre sì sensibile all' interesse dell'uno, o dell'altro dei conjugi tendeva sempre a turbarne il principio. Se gli opponeva incessantemente l'intenzione contraria più o meno manifestata dalle altre convenzioni del contratto che la compilazione alcune volte ancora oscurava.

Li parlamenti avevano giudicato, che la stima non formava vendita al marito, allorchè dal contratto risultava che questa stima era stata fatta con altra intenzione

Si sente quanto le convenzioni contrattuali erano in preda al combattimento delle interpretazioni, ed il principio stesso all' incertezza delle conseguenze.

Il principio di legge ci porta un grande avvantaggio fissando su questo punto la legislazione; e nel fissarla la perfeziona col favore, e coll'interesse della dote.

Il favore della dote chiama l'applicazione di questa regola più fortemente sui mobili, come cosa passeggera, e suscettibile a perire, di quello sia sugli immobili che di lor natura sōn men soggetti a deperimento.

In conseguenza l'art. 161 del progetto stabilisce che la stima del mobigliare dotale forma vendita, e se ne porta la proprietà al marito se dalle parti non fu stabilito il contrario.

E l'art. 162 stabilisce, che la stima dell' immobigliare dotale forma vendita, e non ne trasporta la proprietà al marito se le parti non l'hanno espressamente stipulato.

Fuori del caso di queste precise stipulazioni, il marito non percepisce che i frutti della dote, e la sua amministrazione.

È a lui, per conseguenza, che appartengono tutte le azioni possessorie, e conservatorie.

È a lui che spetta il chiamare in giudizio i debitori, e possessori, e che riceve anche il rimborso dei capitali.

È pure lui che è responsabile dei deterioramenti, o deperimenti sopraggiunti dal-

la sua negligenza, ed anche delle prescrizioni, che non lasciò compire, poichè la prescrizione non può attaccare l'immobile dotale, che allorquando cominciò prima del matrimonio.

La proprietà della dote resta alla moglie; ma le azioni proprietarie restano sospese poichè la dóte è inalienabile.

Questa inalienabilità forma il carattere distintivo del regime dotale.

È per essa che si sviluppano questi più grandi avvantaggi.

È all'impossibilità assoluta d'alienare i fondi dotali, che la pratica del regime che stabilisce questa impossibilità attacca la conservazione dei beni, la sicurezza dell'eredità dirette, la fortuna dei figlj, la prosperità delle famiglie, ed il lustro sociale.

Questi avvantaggi non possono essere contestati. Così li paesi di diritto scritto avevano generalmente ammessa questa regola, nell' ultimo stato, e su questo punto il più severo della legislazione romana.

Per tutto il marito era privato della facoltà di alienare, di obbligare, di ipotecare le facoltà dotali, anche col concorso o consenso di sua

moglie, ed i parlamenti si accordavano sull' applicazione, al punto perfino di dichiarar nulle, dopo lo scioglimento del matrimonio, e sulla inchiesta della moglie, le alienazioni della sua dote, che essa aveva fatte, e sulle quali aveva dato il suo assenso.

Il progetto di legge conserva in tutto il suo rigore questa regola prima ed essenziale del regime dotale. L'articolo 164 dispone in espressi termini che gl'immobili costituiti in dote non possono essere alienati, nè ipotecati durante il matrimonio, nè dal marito, nè dalla moglie, nè da tutti due unitamente; e l'articolo 169 dichiara radicalmente nulle, tutte le alienazioni che saranno fatte con disprezzo di quest' alienazione.

Le regole le più rigide devono cedere ad una legge più imperiosa alla necessità, qualchevolta più imperante della legge medesima.

Questa diede pure le sue modificazioni, e le sue eccezioni indispensabili.

La prima è imposta dalla legge generale, la libertà indefinita, che il primo articolo del nostro progetto accorda alle convenzioni matrimoniali.

La dote potrà essere alienata allorchè il contratto di matrimonio ne esprimerà la facoltà espressa.

Questa facoltà convenzionale, abbenchè porti aggravio al regime dotale, non danneggia nè le leggi nei loro rapporti generali coll' ordine sociale, nè li costumi nei loro precetti di morale, e di pubblica decenza.

Ed essa può essere giustificata dalle circostanze; è l'interesse legittimo del matrimonio che la reclama.

Le altre sono distinte dalla lor causa più o meno favorevole e dalle prevenzioni più o meno rigorose ch' esse esigono.

La donna può alienare il fondo dotale riservandone il godimento a suo marito per la collocazione de' figli del primo letto, o senza riserva di godimento per il collocamento de' figlj comuni.

E ne' due casi in cui essa non ha bisogno che dell' assenso del marito, ciò non è che in mancanza di questo consentimento ch' essa ricorre alla giustizia.

Li due conjugi possono ancora alienare la facoltà dotale; ma quì l'autorizzazione del

giudice, e tutte le forme che la legge prescrive sono indispensabili.

Per trarre di prigione il marito, o la moglie;

Per dare alimenti alla famiglia;

Per pagare i debiti della moglie, o quelli che ne costituirono la dote;

Per fare le riparazioni necessarie alla conservazione dell' immobile dotale;

In fine allorchè l'immobile è indiviso, è indivisibile.

A queste possibilità legali di alienare la dote, i romani aggiungevano la facoltà indefinita di cambiarle.

Le leggi 26, e 27 del digesto *de jure dotium* permettevano di cambiare l'effetto dotale di un fondo di terra, in danaro, o di una somma in fondi, previsto che il risultato fosse utile alla moglie, ed allora il prodotto del cambio diveniva dotale.

Questa regola non era stata adottata ne' nostri paesi di diritto scritto; le ragioni che l'avevano introdotta appresso i romani vi erano estranee sotto la monarchia.

Ma oggidì in cui le nostre instituzioni politiche ci dedicano tutti, come i *romani*,

al servizio della patria, ove ciascun di noi può essere da essa chiamato, ed obbligato di trapiantare il suo domicilio, la sua famiglia, i suoi beni, la sua esistenza dal centro alle frontiere, dalle frontiere al centro, in tutta l'estensione di un immenso territorio, era giusto di levare da questa regola tutto ciò che la necessità poteva esigere con tutte le precauzioni capaci di toglierne l'abuso.

In conseguenza il progetto di legge permette di cambiare l'immobile dotale, non contro una somma di danaro, ciocchè sarebbe una vendita, ma contro un altro immobile alle condizioni espresse che l'immobile ricevuto in contraccambio sia eguale almeno ai quattro quinti dell'immobile cambiato; che la necessità del cambio sia giustificata, ed il cambio medesimo autorizzato dalla giustizia; che la duplice stima sia fatta da gente di mestiere nominata dal tribunale; che in fine il nuovo immobile e l'eccedente valore, se ve ne è, sia dotale, e soggetto alla legge della inalienazione.

Li più rigidi dissero, che con tre o quattro cambj così combinati, e sempre infe-

riori al quinto del fondo dotale, la dote potrebbe facilmente svanire.

Ma questa obbjezione è più ingegnosa che solida. La necessità di un cambio, fondato sui motivi che abbiamo espressi, non può quasi esistere che una volta nello stesso matrimonio; e la giustizia che veglia sempre qui, e senza la quale niente si può fare, non permetterà che una facilità accordata all' esigenza pubblica diventi un gioco di disordine, e di dissipazione.

Non ho bisogno di osservare che tutte queste eccezioni all' impossibilità legale di ottenere la dote, sono espresse nel progetto di legge, e che tutte quelle che la legge esprime non sono impraticabili.

La dote, immobile nelle mani del marito durante il matrimonio, dopo il suo scioglimento dev' esser restituita.

Le forme, ed il termine di questa costituzione sono conseguenze del principio, e del contratto che reggono la dote.

Se essa è composta d' immobili, o di mobili di cui il contratto riserva la proprietà alla moglie, la restituzione può esser chiesta senza verun termine.

Ma se essa consiste in una somma di danaro, o in mobigliare la di cui proprietà sia stata trasferita al marito per via di stima, gli verrà accordato un anno per costituire la somma dotale, o il prezzo della stima, poichè sarebbe ingiusto, e spesse volte impossibile di costringerlo a pagare, nel momento sempre imprevisto dello scioglimento del matrimonio, una somma sempre sproporzionata colle risorse del momento.

E questo equo espediente può tanto meno esser criticato, che eccetto i casi del divorzio, e di separazione di corpo, la dignità del matrimonio vuole che la moglie ricevi durante un anno, oltre le spese di corrotti, e quelle della successione di suo marito, l'abitazione e gl' interessi della sua dote, o la sussistenza convenevole al suo stato, ed alle sue facoltà.

Dal principio che accorda al marito i frutti della dote, per sostenere i pesi del matrimonio risulta la conseguenza necessaria che, allorquando una dote si compone di un diritto di usufrutto, conviene restituire il diritto, ma non li frutti pervenuti durante il matrimonio.

La riserva per il marito di tutti li frutti pervenuti durante il matrimonio, soffre nulla ostante una eccezione relativa solo all' ultimo anno.

La legge romana vuole che i frutti di questo ultimo anno si dividano fra il marito, e la moglie, a proporzione del tempo che il matrimonio durò nel termine di quell' anno.

Questa legge non passò nella legislazione delle provincie francesi soggette alle leggi romane, poichè appresso i romani, il divorzio solo la rendeva necessaria onde rendere in questo caso giustizia completa al marito ed alla moglie.

Il nostro progetto la richiama, e la prescrive oggidì, poichè il divorzio è messo nel numero delle nostre istituzioni, e la rende applicabile ne' suoi motivi, e ne' suoi effetti.

Dal principio che accorda al marito l'amministrazione della dote, risulta la conseguenza che egli non è obbligato a tal riguardo che per le obbligazioni di un prudente amministratore.

Così, allorchè li mobili di cui la pro-

prietà rimase alla moglie, deperirono per l'uso, e senza colpa del marito che ne è l'amministratore, ei non rende che quelli che restano, e nello stato in cui si trovano.

Così, allorchè delle obbligazioni, o delle costituzioni di rendite comprese nella dote periscono senza negligenza per parte del marito amministratore, egli è libero restituendo li contratti.

Dall' obbligazione di restituire la dote, nascono l'azione data alla donna per farne la restituzione, e li diversi risultati di quest' azione.

Quest' azione è ordinaria, durante i primi anni che decorrono dal termine preso pel pagamento della dote, vale a dire che essa dev' esser giustificata come ogni altra azione colla pruova del pagamento della dote, e che il marito o suoi eredi possono rifiutare utilmente coll' eccezione *non numeratae dotis.* Questo è il testo preciso delle leggi romane.

Ma dopo questi dieci anni l'azione riceve tutto il favore della dote. Essa non ha più bisogno di esser giustificata: la legge sup-

pone che il marito ricevette la dote, o che non volse riceverla, e che perì per sua trascuranza; ed ei non può sottrarsi alla restituzione che provando lui stesso le cure datesi per lo scoprimento della dote, e l'inutilità de' suoi maneggi.

Questo favore della dote oltrepassava appresso i romani qualche volta i limiti della giustizia.

Si sa che accordavano alla moglie, per la restituzione della sua dote, un privilegio sui creditori del marito, anche antecedenti al matrimonio.

Quest' eccessiva attribuzione, ed esorbitante del diritto romano, non che sovversiva della legge delle obbligazioni, e di tutti i rapporti sociali che questa legge garantiva, non era in fatti che un uso generale ne' nostri paesi di diritto scritto.

Ma siccome essa si era introdotta con sbastevole successo in alcuni luoghi, e segnatamente nel circondario del parlamento di Tolosa, era indispensabile di proscriverla, come lo fa in espresso modo l'articolo 1574 del progetto di legge.

E ciò pruova tutta l'attenzione de' com-

pilatori, che rendendo al regime dotale le disposizioni del diritto romano mal a proposito abrogate o alterate dall' uso, non trascurarono di purificarlo da quelle decisioni viziose che la corruzione di costumi aveva strappate alla ragione, ed all' equità naturale.

Infine era inutile senza dubbio di dare l'approvazione inflessibile della legge a questi principj di morale e di decenza, che prescrivono all' azione dotale, l'esercizio discreto e moderato ch' esige la maestà del legame conjugale, e che vogliono anche che quest' azione non possi avvanzarsi fino all' indigenza del conjuge debitore.

L' applicazione di questi precetti che i nostri costumi consacrano, e che la nostra legge sul matrimonio suppone, non può esser determinata che dalle circostanze, e le circostanze non possono esser pesate che nelle bilancie della giustizia.

Ma conveniva regolare, relativamente alla moglie, gli effetti differenti dell' insolvenza del marito.

Se al momento della costituzione dotale il marito fosse di già insolvente, e se egli

non avesse nè arte, nè professione, l'imprudenza del padre che costituì la dote è estranea alla figlia dotata.

E se sembrava troppo rigoroso di obbligare il padre al rimborso di una dote che egli aveva volontariamente costituita, sarebbe anche troppo ingiusto di farne sopportare la perdita per intero alla figlia, che non potè vegliare alla conservazione della sua dote perduta all' atto che fu costituita.

Il mezzo termine adottato in questo caso è quello che poteva consigliare la più esatta equità.

In allora la moglie dotata non conteggerà la sua dote sulla porzione di eredità che le spetta nella successione di suo padre, e sarà obbligata di collazionare a questa successione solo l'azione di rimborso ch' essa ha sulla successione di suo marito.

Ma in tutti gli altri casi, se il marito non divenne insolvente, o se aveva una professione od un mestiere che gli avesse tenuto luogo di beni, la perdita della dote cade unicamente sulla moglie.

Queste sono le medesime espressioni dell' art. 1575, ed i suoi motivi non hanno bisogno di essere spiegati.

Non

Non ho più a dire che alcune parole sui beni parafernali.

Di questi beni se ne conosce già la natura.

Semplici sono i principj che li governano.

Tutto ciò che non è costituito in dote è parafernale, vale a dire personal proprietà della moglie.

Essa ne ha l'amministrazione, ed il godimento.

Se essa fa procura al marito per amministrarli, il marito sarà semplicemente investito de' diritti, e soggetto alle obbligazioni di chiunque è incaricato con procura.

Se essa permette, o solo se tollera che il marito ne godi, ei sarà obbligato, come usufruttuante, de' pesi del godimento; ma in verun caso, ei non potrà esser obbligato che alla restituzione de' frutti non consumati.

La moglie aveva pure, nei paesi di diritto scritto, e conforme all' ultimo stato della romana legislazione, l'assoluta libertà di obbligare, di ipotecare, di alienare i suoi beni parafernali senza il permesso di

suo marito, ed anche senza l'autorizzazione tutelare della giustizia.

E noi abbiamo annunziato che quì si troverebbe la riforma la più rimarchevole, ed il più felice ritorno alla purezza di questa immortale legislazione.

È verissimo che i romani avevano circondata la debolezza del sesso di un validissimo protettore. Le donne erano sempre minori, sempre sotto la tutela o de' loro genitori, o del loro marito, o de' loro fratelli o di altri congiunti.

Tal perpetua tutela le proteggeva ancora ne' primi tempi del Basso Impero.

Si avverrò che Cujaccio, che mai s'ingannava, s' ingannò poi su questo punto storico.

Se ne ritrovano sicure traccie sotto il regno di Antonino, ed anche sotto quelli di Costantino e di Leone. Sta nel corso di due secoli, che la tutela perpetua delle donne si estinse grado grado, ma in modo sì assoluto, che appena ai tempi di Giustiniano, se ne conservava la memoria.

Abbiamo al più, onde richiamare questa regola protettrice nella nostra legislazione,

un più grave motivo dell' interesse delle leggi romane.

Questo è il dominio delle proprie nostre leggi.

La nostra legge sul matrimonio digià promulgata, di già osservata come faciente parte del Codice civile, su tutto il territorio dell' Impero, prescrive che la moglie maritata non può comparire in giudizio, nè donare, nè alienare, nè ipotecare, nè acquistare senza il consenso di suo marito, o l' autorizzazione della giustizia che sola può fare le di lei veci.

Questa regola sarà inflessibile quanto lo sarà universale, e di già in verun matrimonio, qualunque sia il regime o la convenzione, la moglie non potrà mai reclamare per la disposizione de' suoi beni, quell' indipendenza che il suo interesse riprova, che la natura smentisce, e che le leggi francesi rigettano.

Niente dirò di alcuni vantaggi che, secondo i luoghi, ed in mancanza di stipulazioni contrattuali, le costumanze, il diritto romano, e l' uso accordavano ai due conjugi o ad uno d'essi soltanto degli au-

menti di dote, di contraddote, di utili per sorvivenza, di donazioni in forza di nozze.

Il saggio relatore del consiglio di stato sufficientemente giustificò il silenzio del progetto su questo rapporto.

La legge può permettere le liberalità, essa non le ordina però giammai; e la libertà delle convenzioni matrimoniali al giorno d'oggi generalmente stabilita, non saprebbe combinarsi co' doni imperiosi che sempre la vincono, e spesse volte la contrariano.

Ma io non posso finire senza fermare un momento la vostr' attenzione diggià affaticata su un articolo, che sotto il titolo di *disposizione particolare* termina il progetto di legge ch'esaminaste.

Dissi che la legge romana non era estranea alla comunione conjugale.

Essa permetteva alli conjugi di contrarre assieme una società di beni.

In Francia, tutti li paesi di diritto scritto non avevano rigettata questa combinazione favorevole ai conjugi, che mettono nei loro contratti maggior tenerezza, e speranza, che facoltà.

La città di Bordò soprattutto univa in ogni tempo al sistema di dotalità l'uso frequente delle società di acquisti.

La costumanza locale non proibiva la comunione. La legge romana tollerava la società de' beni. L'uso così giustificato, si era stabilito su queste due basi, la tolleranza del diritto scritto, ed il silenzio della costumanza.

Questa società di acquisti non esisteva che in forza di una stipulazione precisa, suscettibile per vero dire di modificazione.

La parola *acquisto* non era conosciuta ne' paesi di costumanza limitati nella sua significazione; essi non comprendevano che i mobili e gl' immobili.

Sicchè la semplice clausola di una società di acquisti, aveva l'effetto semplice di una società ordinaria, e divideva fra il conjuge superstite, e gli eredi dell' altro, tutti i mobili, e tutti gl' immobili acquistati durante il matrimonio.

La medesima attenzione che volse regolare il regime dotale per li paesi del mezzodì, volse anche rassicurare una delle più floride città del regno sul godimento

di un uso ch'esso amava, e che non era che un miscuglio legittimo delli due sistemi.

L'art. 1588 del progetto di legge permette alli conjugi che si sottoporranno al regime dotale di stipulare una società di acquisti, ed in questo caso esso prescrive a questa società le regole descritte dagli articoli 1491 e 1492 del capo secondo.

Questi sono gli articoli relativi alla comunione ridotta agli acquisti.

Queste disposizioni lasciano alla società di acquisti la sua esistenza di costumanza, e a quelle che le contraggono la libertà delle stipulazioni usitate, se esse non arrecano danno nè alla legge, nè ai costumi.

La parola *acquisto* potrà, se si vuole, comprendere anche li mobili ed immobili, poichè l'art. 1492 commette che il mobigliare esistente al momento del matrimonio, o acquistato dappoi, se non è stabilito da un inventario, sia riputato acquisto.

Si poteva anche stipulare la totalità degli acquisti in favore del conjuge superstite, o degli acquisti a favore de' figli, previsto che l'ordine legale delle successioni sia

mantenuto, e la legge limitativa delle donazioni ripetuta.

Non ho bisogno di osservare che permettendo al règime dotale la sua stipulazione di una società di acquisti, questo è permettere al règime della comunione la stipulazione di una dote inalienabile.

Lo stesso principio, lo stesso motivo, le medesime conseguenze.

Quest' ultimo articolo, è l'ultimo pegno delle cure de' compilatori del progetto. Essi dovettero richiamare li matrimonj ai francesi sotto lo stesso dominio di una legge comune, ma vollero togliere alcune di quelle istituzioni che l' assuefazione aveva rese care, ed hanno collocato nel mezzo del Regno la legge dei matrimonj come una divinità favorevole a tutti li voti, e che presenta a ciascun conjuge il contratto che lui medesimo scelse.

Di già l'opinione de' buoni spiriti chiama su queste beneficenze la riconoscenza generale.

Dai fondi della Mosa, e del Reno fino alle imboccature del Rodano, e del Varro, si stupisce, e si applaude all'opera sagace,

e paziente, che combina, ed unisce, nell' atto il più augusto ed il più utile, le leggi dell'antica Roma, e le leggi dell'antica Gallia, la comunione de' beni, ed il regime dotale.

Questo regime può senza sforzo, e senza spiacere, diventare una istituzione francese.

Il popolo francese si presenta al giorno di oggi ne' fasti del mondo, al rango di quelle nazioni memorabili che lasciano alle altre de' grandi monumenti, ed immortali rimembranze.

La raccolta delle sue leggi dev' essere il monumento della sua propria saggezza.

Il popolo francese merita bene di non esser più messo dietro un altro popolo che lo eguaglia pel suo coraggio, e che lo sorpassa per la sua moderazione politica.

Gli uomini incorrotti e saggi, la di cui esperienza e vigilie concorsero alla perfezione delle sue leggi, sono degni di non più stare a lato del corrotto Triboniano.

Ed il nome di debole, e vano Giustiniano si ecclissa dinanzi un altro legislatore che senza estensione dà l' esempio col

precetto; che solo concepisce, ciocchè lui medesimo eseguisce: che ristabilisce le città senza rovinare le provincie, ed i templi senza tormentare la religione; che presiede alle deliberazioni della pace come ai consiglj della guerra, perchè sempre combattendo onde difendere l' Impero, imprime su ogni libro del Codice che pubblicò, il suo genio, ed il sigillo delle sue vittorie.

La vostra sezione di legislazione vi propone col mezzo mio di votare l' adozione del progetto di legge relativo alli *contratti di matrimonio ad alli diritti rispettivi de' conjugi.*

DISCORSO

Pronunziato al Tribunato li 19 *piovoso dal sig.* Carrion Nisas *contro il progetto di legge Tit. V. Libro III del Codice civile* sul contratto di matrimonio *e sulli* diritti rispettivi de' conjugi.

Colleghi

La vostra indulgenza che sempre mi fu necessaria, mi diventa in oggi più che mai indispensabile, e vi prego di non soffrire che essa si dividi un momento dall' attenzione che mi desidero, onde esporvi gl' inconvenienti che stimo trovarvi in varie parti di una legge la di cui adozione vi è proposta da autorità piucchè la mia autorevoli.

Da otto giorni in poi io riconosco la compilazione del progetto di legge e li motivi del consiglio di stato.

Ventiquatti' ore sono appena, che intesi ed ammirai il rapporto della sezione di legislazione.

Finalmente ardisco trattare dinanzi i più illuminati giureconsulti, senza ch' io lo sia, un' importante questione di diritto civile.

Ma questa questione si ricongiunge con tutte le sue radici a quelle questioni elementari della polizia generale per discuter le quali basta lo studio dell' istoria e l'osservazione della società; questo è ciò che m'incoraggiò a credere che non mi possi essere impossibile d'offrire in questa materia a degli uomini di stato, alcuni lumi che essi non isdegueranno forse di raccogliere.

Mi sovviene che un distinto membro presidente dell' assemblea costituente, lamentandosi delle difficoltà della sua posizione, si paragonava ad un uomo collocato su quelle eminenti montagne donde si scopre in un tempo stesso da un lato un orizzonte in distanza puro e sereno; dall' altro un atmosfera ripiena di vapori e di tempeste.

Parmi che li juresperiti chiamati a compilare un Codice civile, trovinsi precisamente nella posizione di questo uomo collocato sopra un' altissima montagna. Brillava da un lato una luce viva e pura, la legislazione de' Romani, di quel popolo che aveva ere-

ditata tutta la saviezza delle nazioni, e di cui anche le leggi meritarono d'esser chiamate, d'unanime consenso, il commentario dell'equità naturale, la ragion scritta.

Dall'altro canto sussisteva ancora quel caos, quella confusione di diversi costumi, di barbare leggi, di superbi capriccj dei vincitori, di servili abitudini dei vinti; il resto è l'immagine di questa profonda notte che coprì l'occidente dall'invasione de' barbari del nord, fino a quel giorno in cui per una specie di miracolo fu disotterrata la luce, e sortì col Codice e colle Pandette dalle rovine di Ravenna e di Amalfi, onde rischiarare una seconda volta l'Europa.

Si vuole dapprima accordare la preferenza a queste tenebre sulla luce: si rinunziò a questo vano progetto.

Si vuole in seguito fare un patto fra la luce e le tenebre; io credo che siavisi egualmente riuscito.

Sarebbe stato meglio che il legislatore avesse ordinato che la luce dappertutto egualmente illuminasse: senza resistenza e senza ostacolo ciò si avrebbe ottenuto.

Io convengo frattanto che una transazio-

ne poteva esser motivata dalla considerazione dello stato antico e dell' attuale delle società, che la legislazione romana potesse esser suscettibile di favorevoli riforme: ma, siccome più estesamente lo svilupperò, queste riforme sono tutte, e tutte si trovano o nella parte del progetto di legge che organizza il regime dotale, o in un breve articolo che forma appendice a questa parte; io voglio parlare dell' articolo che permette una società d' acquisti..... Questa misura semplice e facile contiene tutto ciò che pruova nelle moderne società, e dietro le circostanze che reggono e modificano oggidì li mezzi d'aumento delle fortune particolari, contiene, replico, tutto ciò che poteva mancare al regime dotale, tutti gli avvantaggi del sistema di communione, se si può chiamar sistema una sì gran varietà di costumanze; e tutti questi avvantaggi si trovavano sciolti da quegl' innumerevoli inconvenienti che v'erano immischiati.

Gli apologisti del diritto di costumanza, ed in questa discussione li difensori delle leggi che stabiliscono la comunione, proveranno sempre nel loro corso un visibile

imbarazzo, ed offriranno delle sorprendenti contraddizioni.

L'abile oratore del governo era più di qualunque altro capace di mascherare e colorire i vizj inerenti alla causa che difendeva, ma era d'altronde altrettanto valente per del tutto dinegarli, od anche per ostinatamente nasconderli. » Io non intraprenderò, dice egli, di ricercare l'epoca precisa in cui la comunione conjugale s'introdusse in un gran numero delle nostre provincie. — Il velo che copre questa origine, come tante altre, non fa di mestieri di essere alzato onde fissare i nostri risultati. »

E più lungi violentato dalla forza della verità, conviene che » senza dubbio il regime dotale meglio provvede alla conservazione della dote poichè ne proibisce l'alienazione. » — Senza dubbio anch'egli presenta qualche cosa più semplice della comunione. Eccone i suoi avvantaggi, aggiugne egli, » ma la comunione ha pur essa i suoi. » — Onde mostrare sotto un giorno più favorevole questi pretesi avvantaggi, onde presentare la comunione come

benefica per le donne, occorre senza dubbio di porre un velo sulla sua origine; ma qual uomo che abbi una qualche cognizione della storia può egli negare che questa origine non gli sii comune col matrimonio per *acquisto* dei primi romani? specie di contratto era quello nel quale certamente le donne non erano trascurate.

Numa Pompilio che stabilì la dote, fu risguardato come il primo autore dell' eguaglianza fra i due sessi, come il liberatore e protettore del sesso debole e oppresso; e fu là senza dubbio che l'ingegnoso e superstizioso paganismo ebbe a dire che ciò gli era stato inspirato da una divinità.

Augusto contro la sua personale opinione fu obbligato di rinforzare questo sistema colla legge Giuliana.

Costantino che a lato del cristianesimo collocò sul trono lo spirito della vera eguaglianza, si mostrò più favorevole ancora degl' imperatori pagani al sistema dotale.

Giustiniano lo perfezionò rendendo la dote definitivamente inalienabile: immenso beneficio per le società come di già lo avevano riconosciuto i suoi predecessori.

Questo spirito di umanità e di eguaglianza era anche quello del cristianesimo, e tanto è vero, quanto che un consiglio di Arles del 524 dichiarò onde obbligare i parenti a dotare i loro figli che alcun matrimonio non avrebbe la benedizione nuziale se non vi fosse una dote o un assegnamento quando non fosse possibile d'avervi la prima.

Durante questo tempo accade ai Franchi, ai Germani fondatori e vincitori, ciocchè era successo ai compagni di Romolo, giacchè lo spirito umano ha sempre il medesimo corso nelle medesime circostanze; essi imitarono il matrimonio per acquisto dei primi romani. Questo preteso disinteresse non era che di tirannia, e chiunque studiò i costumi converrà, che fra essi la moglie stessa era ordinariamente una specie di schiavo domestico, una parte del bagaglio militare.

Nel seguito s'arrossì di questo abuso, ma con altro abuso ei venne corretto.

L'eccesso dell'oppressione fu susseguitato dall'eccesso della compiacenza. Ora ricercandosi dell'antico rigor della legge, ora

consultando la nuova mollezza de' costumi giammai il legislatore non si contenne nei limiti della giustizia, e della ragione.

Sembrò urtarsi l'estrema dipendenza della donna, e gli si accordò in alcune circostanze degli eccessivi avvantaggj, ed una libertà illimitata.

Ma se la giustizia rigorosa ed esatta è senza contrasti preferibile all'oppressione ed alla tirannia, essa lo è egualmente al troppo favore.

Delle leggi che portano la marca della barbarie dei tempi di conquista ci descrivono d'altronde la gentilezza insensata dei secoli cavallareschi; non sono desse nè buone nè saggie.

Li santi doveri della società matrimoniale sono mal collocati fra l'oppressione, e le carezze.

Non godo che i favori del vostro capriccio; rendetemi costantemente la giustizia; questo è il grido della ragione; volete esser benefici, cominciate dall' esser giusti.

Qual legislator sensato non avrà meglio prevenuto la rovina di quattro mogli rigorosamente conservando i loro diritti, di quello sia aprire ad esse delle vie d'arricchirsi col

favore della comunione e d'abbandonarne tre al bisogno, ed all' indigenza col risultato delle sue dispute infelici sempre in maggior numero.

Voi voleste, avete detto, che le donne possino arricchirsi: cominciate dall' impedir loro che possano rovinarsi; allora, v' accordo, offrite ad esse quella società d' acquisti, che v' approverò sul momento e che niun uomo ragionevole non s' immaginerà di proscrivere.

Ma mi si dirà forse che tutti i beni sono dalla parte del marito che ei li abbia propri e non in acquisti, e che la vedova se fu indotata, rimane per conseguenza nello stato di povertà relativa.

Brevemente rimarcherò dapprima che questi matrimonj inegualissimi nelle fortune, la maggior parte dal tempo, dalla passione ispirati, o dettati dal calcolo, non devono esser favoriti da un saggio legislatore.

Ma finalmente quando esisteva il caso della vedova povera, le leggi romane avevano riguardo d' abbandonarla. La facoltà di testare accordata al marito ricco, preveniva questa disgrazia ovvero offriva dei mezzi per prevenirla: ma se succedeva questo in-

fortunio, la legge autorizzava la vedova indigente a dimandare ai tribunali, e la legge cometteva ai tribunali d' accordargli il quarto in godimento dei beni del conjuge premorto. Egli è in tal guisa che questa saggia legislazione aveva provvisto a tutto, che il suo assieme niente lasciava a bramare, ch' essa riparava sempre da un lato li mali che dall' altro sembrava permettere realizzando così la proprietà di quell'arma favolosa che guariva, dicevasi, quelle ferite che aveva fatte.

Va benissimo lo scoprire questo assieme, e questo spirito di sistema nella comunione; molti autori ne sviluppacono gl'inconvenienti nel descriverne soltanto il quadro e l'istoria. Questo è un fastidioso pregiudizio, fa d'uopo convenirne, per questa legislazione, quella varietà infinita di modificazioni, e gradazioni nel mentre che la verità è unica, la ragione sempre conforme a se stessa e il regime dotale rimarchevole, e prezioso per l'uniformità delle sue basi per tutto ove è stabilito. Alla sola ispezione della legge nuova, che vi si presentò, e che da un lato offre l'organizzazione d' un regime di comunione, e dall' altro quella del sistema do-

tale, un uomo sensato potrebbe giudicare fra queste due cause. Da un lato una moltitudine d'articoli, e di dettagli capaci a stuccare l'attenzione la più robusta; dall' altro una semplicità, ed una brevità che colpiscono ed incantano: doppio carattere che non permette di vedere da qual lato sia la verità, la luce, e da qual altro l'errore invincibile, l'insuperabile oscurità.

Quella prodigiosa varietà di costumanze offre un altro fortissimo argomento in favore della dote, e della legislazione romana, qual diritto comune da preferirsi. In materia dotale questa legislazione regolava non solo tutti i paesi di diritto scritto, ma ancora tutta la Normandìa, ed i paesi soggetti alla costumanza di Auvergne, ed a quella di Reims: questa è la gran metà della Francia: così la comunione e la dote erano in Francia, se si può servirsene di questa formula, come cento, contro cento: ma li cento dal lato della dote pensavano uniformemente. Dall' altro lato tante teste, tante opinioni; tal che ne risulta che allorchè la legge organizza un certo regime di comunione, questo regime differisce al-

meno d'un novantanove per cento sui cento sistemi che hanno dei partigiani, ed urta ancora l'idee dei cento partigiani del sistema dotale; perchè dunque non scegliere, se vi conveniva assolutamente un diritto comune in mancanza di stipulazione, perchè non scegliere il sistema dotale, che perfettamente conveniva alla metà della popolazione, che in questo punto è uniforme, e non disgustava più le varietà infinite d'opinioni, che reggono i diversi frammenti dell' altra metà le di cui porzioni saranno tutte danneggiate più o meno nelle loro abitudini a riserva solo di quella, se vi è, che si troverà aver avuto sempre precisamente lo stesso regime di comunione che viene ora dalla nuova legge organizzato.

Se qualcuno mi taccia di esagerare, voglia egli ricordarsi che il relatore ci confessò jeri quasi quattrocento varie costumanze nell'antica Francia; ed io sono del parere d'uno de' miei colleghi, che una sola delle provincie del Belgio riunite, offre 70 diverse modificazioni della comunione conjugale.

Non si può dubitare della ripugnanza colla quale il sistema della comunione sa-

rà ricevuto ne' paesi di diritto scritto, vale a dire nella metà della Francia, concorde su questo punto. Il tribunal d' appello di *Grenoble* nel rigettare la comunione come diritto comune obbligato in mancanza di stipulazioni contrarie, o di stipulazioni qualunque, enunziò con altrettanta forza, quanta moderazione impiegò nel suo dire, le seguenti verità, degnissime d' esser colla massima attenzione ascoltate.

» Che ne' dipartimenti di montagna, e
» per cui le spese che seco porta lo
» scioglimento della comunione, divoreran-
» no la maggior parte delle fortune; che
» i loro abitanti saranno obbligati di fare
» le spese di un contratto di matrimonio,
» anche per dire che non vogliono con-
» trarre nè comunione, nè verun altra ob-
» bligazione; che ne' paesi di diritto scrit-
» to, ove la comunione non era in uso,
» non si potrà rinunziare che con pena
» agli avvantaggi che la legge attaccava al-
» le doti. »

Questa prima osservazione del tribunale di Grenoble è difatti sorprendente. È una

singolare contraddizione l'esser obbligati a fare un contratto di matrimonio, per dire che non si vuol far contratto di matrimonio; e ciò che più è ancora inconcepibile ed egualmente vero, è che risulterà da tale dichiarazione, che non si vuol far contratto di matrimonio, risulterà, replico, che suo malgrado si avrà fatto un contratto, e di tutti li contratti il più longo, ed il più complicato; giacchè la numerosa serie di articoli che, nella legge, organizzano la comunione, diverranno per amore, o per forza, il contratto di matrimonio di coloro che non lo vollero fare.

La bizzarria di queste disposizioni è ben rimarchevole.

Ma passiamo a delle osservazioni più gravi del tribunale di appello di Roan.

« Qual avvilimento, gridano i magistra-
» ti, qual avvilimento ne' matrimonj, se
» più non saranno che un trafico di for-
» tuna, se gli uomini, e le donne non
» cercheranno nella loro unione che a ven-
» dersi, od ingannarsi per pochi campi, o per
» de' scudi! Le nostre leggi, per delle indi-

» rette disposizioni, ma ben riflettute, devono
» correggere per quanto è possibile quella
» propensione a tutto render venale, il di
» cui effetto naturale è di estinguere tutti
» li primitivi sentimenti ec. » *e più lungi*:
» Noi siamo persuasi che senza una certa
» durata sulli diritti delle famiglie non vi
» sarebbe consistenza nelli costumi, e che
» senza li costumi, le leggi medesime sa-
» ranno varie. «

Con compiacenza citai questa magnanima dottrina, che mi proposi di commentare nel corso di questa opinione.

In fine il tribunale di Montpellier parlando del sistema generale della comunione, e particolarmente della moltitudine delle liti e cicanie, alle quali dà luogo per lo scioglimento del matrimonio, con rimarchevole energìa si esprime: » Questo
» è il pomo della discordia che il Nord
» della Francia vuol gettare nel mezzodì:
» frutto che la barbarie de' Franchi aveva
» senza dubbio raccolto nelle foreste del-
» la Germania, e che trasportò fra i Galli
» frammezzo il tumulto delle vittorie, fram-
» mezzo la licenza de' campi. »

Vedete quali voti si alzano dal Nord, dal mezzodì, dal centro, contro la comunione, ed i suoi pericolosi effetti sia che essa principia, sia ch' essa finisca.

La costumanza di Poitù, citata dal redattore, è ancor più rimarchevole; essa si sforza di impedire alla comunione il suo termine, così tacitamente confessando che essa non avrebbe giammai dovuto cominciare onde non turbare la pace delle famiglie. Per dire il vero, se si andava d'accordo nell' accettare, col sistema dotale che la legge propone, la società di acquisti che vi si aggiunge per appendice, io non saprei trovarvi più quell' interesse così distinto alla conservazione della comunione, qual è dettagliato nella prima parte del progetto, se non se per gli uomini di legge di secondo o di terzo grado: poichè quanto più li giureconsulti di prima classe riguardano come il loro più bel diritto alla gloria la compilazione di leggi semplici, chiare, e per conseguenza brevi, altrettanto la turba oscura e vile del foro aggradisce i codici lunghi e complicati, le legislazioni diffuse e confuse, e le vorrebbe perpetuamente conser-

servate, come essendo il suo più prezioso patrimonio.

Ma è abbastanza esaminare colle sole cognizioni che ci somministrano la giurisprudenza, quella questione che vi occupa. Non è soltanto ne' dettagli della legislazione, non è nemmeno unicamente nella contemplazione de' fatti passati, che fa d'uopo cercare la soluzione delle difficoltà, e delle grandi conseguenze che questa questione oggidì presenta; conviene attentamente risguardare il presente, e prevvedere l'avenire.

Ecco il momento in cui fa d'uopo posarsi su un più elevato terreno, e colà abbracciando l'intero quadro della società tal quale li grandi avvenimenti ce lo hanno modificato, per noi, e pei nostri discendenti, minutamente rimarcare tutti li tratti di questo commovente spettacolo, tutti i rapporti di questo vasto assieme, diligentemente osservare il corso delle passioni, il giuoco degl' interessi, tutte le direzioni del cuore, e de' voti degl' uomini nel breve periodo della lor vita, rimarcare l'influenza delle nuove istituzioni, riconoscere le traccie delle vecchie, notare

l'effetto delle creazioni, e quello delle distruzioni, esaminare profondamente li risultati di ciò che è, di ciò che fu, e finalmente le probabilità di ciò che sarà per essere.

Frammezzo li tratti principali che stabiliscono, e che istituiscono questa differenza rimarchevole fra lo stato della società che per l'innanzi esisteva, io ne distinguo tre, fra gli altri, che meritano di fissare la vostra attenzione, e li di cui rapporti sono intimi, e profondi colli punti di diritto che siete ad esaminare.

1.° L'epoca della maggiorità fu stabilita a ventiun anno; a vent'un anno, tutti gli atti sono validi: a vent' un anno, si può formare la propria fortuna, o segnare la propria rovina.

2.° Il divorzio non conosciuto un tempo, fu introdotto nella legislazione; il matrimonio un tempo indissolubile offre mille nuovi azzardi alle speculazioni de' conjugi, tende de' lacci alla loro buona fede, mezzi, successi, risultati offre alli loro calcoli, alle loro speranze più o meno colpevoli, più o meno delicate.

——— Col redattore avevo conferito su questo, e sul seguente punto: lui mi illuminò senza però convertirmi, come vel fece sentire.

5: Il *terzo* punto, comprende li diritti di primogenitura, le maggiorità, le sostituzioni a tempo, o perpetue: tutte istituzioni dettate o dal desiderio di mettere un freno all' indole ben naturale della prodigalità, e dell'imprudenza, o dalla brama più pietosa, di conservare una sostanza ai figli di un padre prodigo, o sventurato, o dal desiderio infine qualche volta superbo, ma mai colpevole di conservare nomi, titoli, case, famiglie, fortune. Più non vi sono tutte queste istituzioni: le une sparvero come conseguenze del regime feodale meritamente abborrito, e distrutto: le altre furono sagrificate alle nuove idee del credito, del commercio e della circolazione. Comunque sia, veruno di questi mezzi, che fra li malefici effetti che potevano produrre, avevano almeno quello di buono di non veder sfumare delle fortune, di non vedere la dispersione de' ricchi patrimonj, verun di questi mezzi replico, più non esiste.

Non conviene forse rimpiazzarne qualcuno?

E che potrassi mettere in lor luogo, senza offendere ciocchè dev' esser rispettato, e conservato?

Ecco, come legislatori, come uomini di stato, come padri di famiglia, il nuovo aspetto sotto cui vi si presenta la questione che state disaminando. — Certamente questo non è il suo lato il più interessante; esso merita tutta la vostr'attenzione; esso influirà molto sul vostro spirito, sulla vostra legislazione, sulla vostra prudenza, qualche volta anche sulla vostra anima, sulle viscere vostre.

Il filosofo di Ginevra disse satiricamente, e cercando di diffamarle che, le leggi civili sembravano fatte per mantenere il ricco nell' opulenza, ed il povero nella sua miseria; questa censura delle leggi le più necessarie, tanto ingiusta quanto piccante, è uno de' più deplorabili errori in cui l'amore della declamazione abbi trascinato quel bel genio.

Lo spirito, e l'intenzione delle leggi sociali, prese nel vero senso, nulla offrone che non sii lodevole, e salutare; queste

leggi sono fondate su quella inalterabile verità, che non sono minutamente li migliori cittadini coloro i quali divengono tutto ad un tratto poveri, o che tutto ad un tratto si arricchiscono.

Nè li uni, nè gli altri non hanno le virtù del loro nuovo stato; gli uni mancano di coraggio, e di rassegnazione; gli altri di generosità, o di modestia.

Parlatemi schiettamente uomo pubblico, o privato, in chi avrete voi maggior confidenza, in chi cercherete voi più volontieri delle virtù, o delle risorse, de' servigj per voi, o per la patria? Sarà ciò presso coloro che la rimembranza del passato umilia, o tormenta? Sarà ciò appò coloro che lo spettacolo del presente incanta, ed istupidisce? No certamente, ciò sarà appresso colui che oggi è quello medesimo o all'incirca di quel dì jeri, al quale una fortuna ereditata, o conservatagli, gli lasciò un'anima uguale, e moderati desiderj.

Penetrato di queste verità, il legislatore romano ne formò il principio, e la base della sua legge. Il suo scopo era che le fortune, e le famiglie si conservassero. Per ciò ottenere era necessario che le doti non do-

vessero dissiparsi; la loro inalienazione era un mezzo di solidità nelle fortune; tal è il principio del pensare profondamente politico ch'ei indica in poche parole nel suo preambolo ridotto ad una specie di aforismo politico. INTEREST REIPUBLICA DOTES MULIERUM SALVAS ESSE.

Se, in que' paesi, in cui li sviluppi del fisico, e del morale sono più pronti, ed attivi che ne' nostri clima temperati; se in una legislazione che fissava la maggiorità a 25 anni, il legislatore credette dever soccorrere con tutte le sue forze, un principio conservatore, come mai l'importanza non gli parrerebbe ancor più grande ne' paesi ove generalmente la maturità dell'uomo non è sì pronta, e dove fu fissata la maggiorità a' 21 anno! Innovazioni mal combinate coll effervesceenza di un'età che non ha per anco un principio di esperienza, più sgraziatamente ancora adatte all'obbligo de' militari servigj, giustissimamente imposti a quell età, ma le di cui abitudini piene di nobiltà, e di liberalità non sono conservatrici de' patrimonj!

Tale considerazione è importante e de-

gna di tutte le cure del padre di famiglia, e del legislatore; ma essa viene troppo tardi, se non vi dev'esser una necessaria revisione del Codice civile.

Contentiamoci di indicarla; e per rientrare con maggior calore nel nostro assunto, seguiamo nel mondo, delli conjugi di 21 anno, padroni assoluti delle loro azioni.

Supponiamo, e voi ne siete ben persuasi. che una pazza dissipazione, o un imprudente confidenza, o falsi calcoli, compromettino le loro facoltà all' epoca precisamente in cui essi vedono assieme a de' figlj, nascere tutti i dì attorno ad essi mille nuovi ed imperiosi bisogni; presto presto la rovina sarà totale, lo spoglio assoluto, la disperazione senza risorse, se un sistema perfidamente compiacente loro offerse la possibilità di dissipare col patrimonio del marito, la dote della moglie e con essa l'unica speme de' loro figlj.

Ecco frattanto un capo di famiglia, una madre, maggiormente degni di compassione, perchè di distinta educazione, più scusabili sopra tutto per l'inesperienza di un età che in un altro momento li avrebbe messi sotto una felice tutela, eccoli ambe-

due in preda a tutti i bisogni, e privi di ogni risorsa, a meno che non la trovino in azzardate speculazioni, o nelle benefiche cure del governo; ed eccoli in folla ad ingombrare le anticamere de' ministri, o gente di governo, supplici domandare un impiego sempre più difficile, altri titoli non presentando onde ottenerlo che i bisogni che presentemente li tormentano, e le loro fortune che più non hanno. Almeno se i loro diritti insommergibili nel naufragio genesale avessero loro conservato un tetto, una capanna, vi si ritirerebbero, viverebbero, lavorerebbero, nè si vedrebbe tutti i giorni aumentarsi la popolazione di gente oziosa, viziosa, e bisognosa come la si trova comunemente nelle grandi città in preda sempre ai vizj o per lo meno aggravata di bisogni; ed ammettendo dipendenza per dipendenza, certamente meglio torna dipendere dalla sua moglie, dalla madre de' suoi figli, di quello sia dalla benevolenza d'un ministro, o dal capriccio di un protettore.

La contemplazione di tali quadri, giornalmente affligge la vostra sensibilità; Colla saviezza del legislatore romano, con lui, e

meco, voi converrete che difatti importa anche alla cosa pubblica che, le doti delle donne sieno intangibili.

Ma intrepide persone mi diranno, che tali considerazioni poco commovono. e che non vedono quasi mai la società che appresso li notarj, appresso gli agenti di commercio, alle ipoteche, o alla borsa: tutti questi mali particolari, non essendo che un bene generale: la prematura maggiorità, la maggior facilità di alienare, sono circostanze che aumentano il movimento della circolazione, gli elementi del credito, il commercio. Sono stupefatto dal suono di queste parole che da gran tempo, maggiormente agiscono sugli spiriti; e riconoscendomi di troppo debole per lottare contro gli iniziati in simile dottrina sì sicura in per se stessa, dopo aver loro semplicemente domandato se trovano che le loro combinazioni niente perdino alla rovina di un uomo che finalmente niente conta quando niente ha, io lascierò su questa grande dottrina della circolazione, del commercio, del credito oltremodo esaltata, io lascerò parlare un politico, un uomo di stato, un

filosofo, che *Rousseau* medesimo eccettuò dalla proscrizione generale ove all'incirca inviluppa tutti i pubblicisti; voglio parlare del saggio di Argenson. E lui, non già io che si fa lecito di trattare questo punto con un tuono un poco al dissopra di ciò a cui siamo nostro malgrado assuefatti.

Conviene ascoltarlo.

» La scienza politica dell' interno degli stati
» è ricaduta nell'infanzia, dacchè più non si
» conosce che questi due termini o vuoti di
» senso, o poco intesi da coloro che più de-
» gli altri se ne servono, *circolazione*, *cre-*
» *dito*. Sono là gli effetti e non le cause;
» voler procurare una vana circolazione al
» danaro ed agli effetti che lo rappresen-
» tano, è lo stesso che far venire la febbre
» ad un ammalato onde animarlo.

» Tal sarebbe, aggiunge egli, la follìa di
» un piccolo sovrano, che avendo rimarca-
» to che le strade di una grande città sono
» sempre affollate di gente che va e viene
» pei proprj affari, credesse che tutta la
» forza d' una città consistesse in questo con-
» corso tumultuoso, ed obbligasse i suoi

» sudditi, con espressi decreti a star sem-
» pre nelle strade. »

Rinuovo la mia supplica di rimarcare che è il sig. d'Argenson e non io, che parla con questa irriverenza de' dogmi li più sacri dell' economia politica.

Ma infatti che risulterebbe da tale moto forzato, immorale, distruggitore, da questa applicazione esclusiva nel dar all' alienazione de' capitali, ed a far sparire le fortune le più solide? Ne risulterà uno stato di cose funesto, ed un orrido spettacolo; una società sempre fra i tormenti, niuna stabilità, e per conseguenza veruna dignità nelle abitudini e ne' costumi; non più antichi amici, non più antichi vicini; famiglie che sempre cambieranno di abitazione, eguali a quegli alberi senza radici e senza ombra; niuna rimembranza, niuna venerazione per i domestici tetti, niuno di ereditario, niuno di paterno, domicilj sempre variabili; in ogni dove penati erranti, e la città intera offrendo l'imagine di un vasto ospizio di caravanna.

Se quello è lo stato desiderabile, e sopratutto assodato, non vi fu da quattro

mille anni in qua un' idea giusta di una nazione felice e ben regolata.

Se voi perpetuate questa universale fermentazione di uomini sempre occupati gli uni con ardore a riparare le rovine del loro patrimonio, gli altri con furore a cercarsi una nuova fortuna; se voi non avete più facoltà ereditate e conservate; se veruno non ha più i suoi agj, voi perderete certamente del tutto quella specie di uomini che nelle grandi città divengono magistrati esemplari della vita civile, modelli di virtù domestiche e di un liberale travaglio; perderete, replico, quella specie di uomini che deve occupare i vostri tribunali, le vostre cariche, i vostri posti municipali. Dove sarete voi, se nella comune indigenza, la più piccola pubblica funzione ha bisogno di esser stipendiata, se il più piccolo servizio fatto, debba essere indennizzato da un impiego sempre prodigo e mal corrisposto dai pubblici emolumenti? Ecco frattanto ove voi tendete, se dopo di aver distrutte tutte le istituzioni che assicuravano la trasmissione di qualche eredità da una generazione all' altra, non adottate il sistema della dote in-

alienabile, sola istituzione adatta oggidì alle vostre leggi, ai vostri costumi.

Siete poco attoniti degl'inconvenienti che vi ho dipinti, o, se volete, che vi ho predetti; ma spetta a voi a preconoscerli. Allorchè diverranno a comune cognizione non saranno più riparabili.

Dalli vostri pensieri troppo separate il movimento accidentale che la rivoluzione impresse alle persone, e la traccia permanente che le leggi dettate dalla rivoluzione lasciarono sulle cose. Sul momento ritoccherò questa considerazione.

Io voglio dapprima giustificare il sistema che difendo, non che coloro che lo difendono, dal rimprovero più di tutti gli altri ingiusto. Mi si dice: » Questi inconvenienti sono inseparabili dal matrimonio. »

Un' intima società, come quella che stabilisce il matrimonio, non è punto compiuta senza l'unione, senza la confusion degl' interessi e delle facoltà. Si azzarda anche di dire che ne' paesi di sistema dotale si trovano (sono queste le precise parole dell'Oratore del Consiglio di Stato) *più raffreddate compagne*; ne' paesi di comunione, un mag-

gior numero di spose affezionate ed attente alle cose domestiche.

Inesatta è l'osservazione, io lo affermo, e mi appello a chiunque ha occhj, e volse vedere.

Ciò non è, e ciò non dev' essere. La moralità della legge romana in questo punto ammirabile, deve singolarmente rialzare la dignità del matrimonio agli occhj della moglie di diritto scritto, e rendergli gradito il suo legame. Ciò ch'essa si costituì in dote, ciocchè per una docile rinunzia alla sua volontà, cesse all'amministrazione di suo marito, que'beni, questi diritti che sagrificò sull'altare del matrimonio, divengono appunto per ciò sacri, e non soggetti a perire; questa è la ricompensa della sua sommissione, della sua deferenza, prima virtù del suo sesso, e del suo stato.

Ciocchè al contrario, essa vuole riservarsi per i suoi esclusivi godimenti, per i suoi capriccj, i di lei capriccj lo possono divorare, e questa porzione di sua fortuna, conserva tutte le fragilità.

Credetelo, il gusto, l' affezione è eguale alle cose domestiche nei paesi di

diritto scritto, come negli altri; si potrebbe anche sostenere che quest' affezione è più viva, e fa d'uopo per lo meno convenire ch' essa deve apparire più pura, e men sospetta.

Colà, se un marito ha un momento di cattivo umore, o di obblio, la moglie non ha punto a temere che ciò sia il preludio di una violenza sistemata, e progettata per strappargli un assenso.

Se delle dolci parole, se un contegno accarezzante vengono a rallegrare la sua tenerezza, la sua gioja non è amareggiata dalla velenosa idea che sien questi que' fiori sotto i quali si vogli nascondere il laccio onde attraparla.

Tutte le minacce, tutte le carezze, non potendo produrre verun risultato a calcoli interessati, non si può, non si deve temere della loro sincerità; questa confidenza è il riposo del cuore, le delizie della vita; tali attrattive non esistono senz' alterazione, tale riposo viene turbato da varj moti ben naturali, se si può ragionevolmente unire nel proprio pensiere le testimonianze le più dolci coi più perfidi progetti.

Sì signori, fra noi la moglie poteva abbandonarsi ai movimenti del suo cuore, sostenersi sulla fede di un linguaggio che gli era dolcissimo; la legge vegliava su di essa; quella legge impassibile, quella legge che aveva alzata una barriera d'acciajo che non sta nè all'inganno, nè alla violenza di superare.

Io all'incontro vi rimprovero d'introdurre nella gravità del matrimonio tutte le frodi, e le illusioni della passione, o della sua artifiziosa imagine, d'indebolire la solidità di un contratto che deve avere sopra tutto in vista i figli onde salvarli da tutti que'lacci che il legislatore romano seppe prevedere, cogliendo nella debolezza medesima del sesso i motivi di questa disposizione che stabilisce la sua forza.

Sicchè questo patrimonio che la negligenza avrebbe lasciato perire, che l'imprudenza avrebbe dissipato, che le più plausibili speculazioni avrebbero compromesso, che il genio medesimo avrebbe messo a pericolo, la fragilità stessa del sesso riconosciuta, protetta dalla legge, lo metterà al coperto da ogni attacco insidioso: avventu-

venturosa idea partecipante del privilegio della debolezza tanto più irresistibile quanto meno sembra atta a resistere. In questa guisa appunto si oppone con migliore successo ai fulmini più terribili della guerra un semplice riparo di zolle, che forti muraglie di pietra o di marmo.

Sì fatte disposizioni delle leggi romane che salvano l' individuo timido e senza difesa tanto dalla sua propria seduzione che da ogni altra influenza, furono, secondo ciò che c' insegnano gli scrittori, lungo tempo in onore in quasi tutta la Francia.

Fu solo sotto di Enrico IV, ed in sequela ai maggiori disordini delle guerre civili che un editto reale abrogò in diversi luoghi l'autorità del Senatus-Consulto Vellejano, che fino a quel tempo formava legge in questa materia.

Non ha guari ch' io intesi un soggetto di qualità deputato di Lione, lagnarsi che fosser passati que' tempi, ne' quali la sua interessante città era regolata da questo Senatus-Consulto, le di cui disposizioni protettrici delle famiglie recavano grande vantaggio allo Stato.

Questo celebre Senatus-Consulto è assai breve, ed offre una sola ragione molto semplice delle disposizioni che porta; ma questa ragione è fondata sulla natura, ed i commentatori l'hanno fatta valere con molta sagacità. Ella è di fatti una vista che non è punto sfuggita agli spiriti osservatori, che le donne affezionate per lo meno quanto gli uomini rapporto alla conservazione delle cose domestiche; ma però aventi piuttosto le precauzioni attuali e l'avvedutezza del momento che la previdenza dell' avvenire, si obbligheranno sovente, ed ipotecheranno con troppa facilità e compiacenza que' beni medesimi, cui elleno non acconsentirebbero dissipare nè vendere al momento. — Tutte queste osservazioni, che sembravano dianzi male a proposito troppo sottili e slegate, sono però de' giusti motivi di legge, s'egli è vero che la legge non sia, come lo dice Cicerone, che la ragione suprema fondata sulla stessa natura. Quindi procede dalla natura, e per conseguenza dalla ragione quella legge che accorda alle femmine una protezione speciale mai sempre necessaria, sì nell'età giovanile che per loro si può dir

quella della debolezza, che nell'età matura sì vicina per esse all'estremità della vita.

Un vecchio è tuttavia un uomo perfetto; quanto perde di forza e di attività, altrettanto acquista di autorità e di maestà: ei può utilmente far valere in una pubblica adunanza l'eloquenza de' suoi bianchi capegli, ed il peso della sua longevità. Ma quanto è diverso delle donne il destino! Non ha il tempo per esse che dei danni, e nessuna autorità riguarda alle loro facoltà morali.

Nell'inutile loro decrepitezza, e nell'affievolimento troppo comune delle affezioni e delle rimembranze più sacre, molto importa che non possa mai da lor segregarsi questa dote, che diviene di giorno in giorno più necessaria, ancorchè non fosse che un'esca, un oggetto di speranza che agisce pur anche sui cuori più virtuosi senza che pur se ne accorgano.

Sì, quand' anco l' interesse in tal caso assumesse la maschera del rispetto e dell' amore, la madre di famiglia non ne godrebbe meno però di questa dolce ed estrema illusione, non ne sarebbe meno onorata fino

all' ultimo dì della vita, come la divinità protettrice di quelle famiglie, di cui ella avrà impedita la dispersione.

Io ben m' accorgo che attesa la spontanea e rapida successione delle idee, tutte però dipendenti e legate al soggetto ch' io tratto, ho insieme uniti e discussi questi tre punti, ch' io volea separati; il pericolo che nasceva dalla foga e dall' effervescenza dell'età in una legislazione che dichiara la maggiore età a ventun anno; le seduzioni ed i calcoli, le interessate e perfide lusinghe che la facilità del divorzio potea suggerire; le debolezze che la stessa poteva rendere ognor più funeste nel caso di una comunione dal divorzio disciolta; finalmente il pericolo per la società di nulla sostituire alle instituzioni che non si possono più richiamare, e che conservavano le fortune, ed il rischio di sacrificar tutto a chimeriche idee di circolazione e di commercio. La mia opinione riguardo a questi due articoli ha in suo favor l' esperienza, poichè egli è certo che la società di acquisti senz' altra comunione di beni, bastò a far sì che il commercio di Bordeaux prendesse uno slancio

ed un'attività tale, che ne fece una piazza delle più considerabili dell' Europa; d' altronde questo commercio non è meno rimarcabile in Normandia, ove la maggiore età è stata sempre ai vent' anni, ed ove non si conoscevano sostituzioni.

La sola instituzione dell'inalienabilità della dote non ha certamente contribuito poco a fare della Normandia uno de' paesi più floridi ove abbondarono ognor le ricchezze, ed ove una saggia economia regnò sempre nelle famiglie. L' autorità di Montesquieu avvalora la mia sentenza; avvegnachè questo insigne scrittore è di parer che le doti mediocri (che altre certamente per lungo tempo voi non ne avrete) sieno più convenienti in una repubblica, mentrecchè nella monarchia la comunione è più tollerabile, essendovi ordinariamente altri mezzi di conservar le fortune e le famiglie.

Nè mi si opponga ch' io ritorni sempre a quel punto di considerazione che non sembra riguardare che una sola classe; io dico che riguarda generalmente la causa pubblica; che deve entrare non poco nelle viste del Governo, che sente ed apprezza

il bisogno di rendere alla proprietà la sua influenza di affezionarsi ai proprietarj, di farli servire alla forza ed al lustro dello Stato. Perciò fa d' uopo che ve ne siano, che tutte le fortune non tendano a dissiparsi, a continuamente distraersi. Stipulare per la loro conservazione, è uno stipularo pel sostegno di quella stessa rivoluzione che ha cangiate le nostre idee sopra di questo punto, per la stabilità dell'ordine delle cose da essa prodotto, e pel quale noi ci siam dichiarati.

Lo stato di rivoluzione è passaggero; qual insensato vorrebbe fare dello stato rivoluzionario lo scopo d'una rivoluzione?

In que'grandi sconvolgimenti distruggesi per edficare, si atterrano le immagini degli antenati, si sbarbicano i vecchi tronchi, si rovesciano gli antichi monumenti; ma bisogna alla fin fine che i mari rientrino nel loro letto, e che una volta le rivoluzioni si fissino mediante uno stabil sistema di leggi, e soprattuto di diritti e di persone. Il potere errante per qualche tempo, e sempre strappato alle mani deboli ed imprudenti che non possono lungamente sostenerlo, si

arresta finalmente e si consolida quando incontra la mano de' forti e de' saggi, i quali non sarebbero tali nell'uno e nell' altro senso, se non sentissero la necessità di rassettare la società sconvolta nelle sue basi. E queste basi, questi elementi della società che altro mai sono se non che le famiglie? Le famiglie debbono dunque adottare de' principj conservatori. Io v'offro quel solo tra questi che oggidì vi conviene, e se voi non lo accettate, nessuno avrà in Francia alla terza generazione tampoco un patrimonio di dieci mila lire di rendita. Ora io non comprendo qual governo pensiate di preparare alla vostra posterità con un simile stato di cose. Non è vero che la proprietà si conservi nelle desiderabili proporzioni, qualora le leggi non prendano a suo riguardo le più efficaci e salutari misure; essa perirebbe senza di ciò al pari di tutte le altre instituzioni abbandonate a se stesse.

Se il povero è una fragile canna, che la legge deve premurosamente puntellare, il ricco è quell'arbore onusto di frutti, cui fa d'uopo munire d'una triplice siepe affine di garantirlo dagli oltraggi, di riservarlo s'è

possibile ad un' eterna fecondità, di cui tutti approfittano.

Chi di noi tratta meglio questa classe sì interessante? Voi fissate i suoi sguardi sopra una comunione di miseria, io le presento il matrimonio sotto l'aspetto d'una società di acquisti.

Ma voi mi direte finalmente e per ultima prova: non siete libero, non vi si accorda la permissione di stipulare il regime dotale? Posto ciò, che potete voi rimproverare alla legge? Io ben v' intendo, voi convenite in ultima analisi, che il regime dotale è il più sicuro, il migliore; ma non osate di decretarlo; e dopo avere riconosciuta la di lui eccellenza, ed averlo introdotto nella vostra legislazione, voi provate una certa renitenza in abolire il sistema di comunione, la di cui inutilità si è resa palpabile, dopo che avete congiunta la società di acquisti al sistema dotale. Argomentate quindi, o legislatori, quale sarà l'effetto di siffata condiscendenza, che v'impedisce di pronunciar con fermezza.

I padri, i tutori, che dall' alto di questa tribuna io mi fò ad avvertire (e potesser

eglino tutti udire i miei accenti!) di scegliere pei loro figli, pe' loro pupilli piuttosto un regime conservatore che un sistema casuale ed incerto; i padri, dissi, ed i tutori, allorchè tratterassi di conchiudere un matrimonio, proveranno una specie d'imbarazzo e di ripugnanza per essere astretti a domandare espressamente la stipulazione del regime dotale. Ciò sarà lo stesso che diffidare del nuovo genero, e prendere l'insistenza per un' ingiuria, l'eccezione per un oltraggio. In conseguenza di una debolezza assai facile a prevedersi, si lascierà che ognuno ricorra al diritto comune, e quante volte a tal compiacenza non seguirà il pentimento? Si vedranno de' figli appena giunti alla maggiore età, aver già dissipate le loro sostanze, vedrassi un giovane sposo abbandonare sedotto la propria compagna dopo di averla rovinata, ovvero esercitando la loro industria, ma senza fortuna, languiranno in una miseria virtuosa, ma estrema; e tutti questi mali accaderanno per colpa del legislatore, che mette la permissione in luogo dell' ordine, il consiglio in vece dell' obbligo; del legislatore che non

ascolta la propria coscienza, e che dice ai figli quasi con perfidia pari a quella dei Decemviri rapporto ai Romani: fatevi da voi stessi le leggi che debbono rendervi felici.

Tribuni, la mia censura ha ciò di particolare, che io biasimo in qualche guisa la legge per non approvare bastantemente se stessa, ed il legislatore per non confidare quanto conviene ne' suoi lumi e nella sua saggezza. — Sì, io penetro i suoi pensieri su questo soggetto e la di lui vera intenzione, e voglio con più fermezza di lui, che una tale intenzione sorta pienamente il suo effetto, ed i suoi concepimenti tutto il lor risultato.

La legge propone, ed io voglio ch' essa ordini; la legge consiglia, ed io voglio che essa prescriva. — Offrendo i suoi benefizj, essa dubita, ed esita, ed io voglio ch' essa decida, e che costringa ad accettarli; io mi lagno ch' essa non conservi bastantemente la maestà del proprio carattere, l'autorità del suo sacro linguaggio.

La legge dee comandar con impero; li-

mitarsi ad insinuare ed a persuadere non è degno di lei. Comune e trito è l'assioma de' giureconsulti: *jubeat lex, non suadeat.*

In questo senso io m' oppongo e rigetto la proposta legge.

DISCORSO.

Pronunciato al Tribunato li 19 piovoso dal cittadino Albion.

Sul progetto di legge concernente il contratto di matrimonio, *ed i* rispettivi diritti de' conjugi.

CITTADINI COLLEGHI.

Il progetto di legge, di cui l' ordine del giorno ci ingiunge la discussione fa alcuni sì considerabili cangiamenti nelle convenzioni matrimoniali praticate in quella parte della Francia, ove le leggi romane formavano il diritto comune, che si trovano in opposizione a' valenti giureconsulti che fiorivano sotto il regime di quelle leggi, e che ne seguirono le norme mostrando d' essere persuasi della loro eccellenza.

Io pure allevato alla medesima scuola, ed egualmente ammiratore della profonda saggezza di quelle leggi, ho dovuto similmente interessarmi per esse; ma in oggi

incaricato dalla costituzione di travagliare di concerto cogli altri colleghi intorno alla formazione d'una legge che fosse comune a tutta intiera la Repubblica, dovetti necessariamente, allorchè questo progetto fu presentato, deporre ogni prevenzione ch'io m'avessi di locale parzialità che potesse influire sul particolar mio sentimento ad effetto di non ascoltare, se non che la voce della ragione pubblica ed arrendermi alla evidenza dell'interesse generale.

Con quella confidenza però che tale disposizione deve inspirare, ed incoraggiato da quell' aumento di lumi che ho acquistato tra voi, miei diletti colleghi, mi accingo a liberamente spiegarmi su questa parte del progetto di legge, che deve interessare i paesi fin ora chiamati di *diritto scritto*, attesi i cangiamenti, ch' essa introduce nella loro antica legislazione.

Ma non è senza rincrescimento ch' io qui mi vegga in opposizione ad un collega stimabile, i di cui talenti più d' una fiata onorarono questa tribuna; ma quel che molto dee confortarlo si è il pensare, che se egli impugna alcune disposizioni del pro-

getto, ciò non da altro deriva se non che dal supporle capaci di peggiorare quella legislazione che vigeva da molti secoli in quella parte della Francia che diede ad entrambi la culla; disposizioni ch' io non difendo, che come proprie a migliorarla, anzi necessarie a perfezionarla. Lo stesso spirito anima entrambi in questa disputa, e per conseguenza è la stessa cosa per noi il combattere e l'andare d' accordo.

Io entro in materia coll'articolo 1390 del progetto, che dice, che *in mancanza di stipulazioni speciali, che deroghino al regime della comunione, e lo modifichino, la comunione legale, tal quale fu regolata nella prima parte del cap.* 11, *formerà il diritto comune della Francia*: disposizione resa, se si può dirlo, ancor più precisa dall'articolo 1397, che dichiara stabilirsi questa comunione legale da se medesima, e colla sola forza della legge, *in mancanza di contratto.*

Egli è certo, che queste due disposizioni introducono un diritto del tutto nuovo ne' dipartimenti antichi o novellamente riuniti, i quali in punto di convenzioni ma-

trimoniali non conoscevano altro diritto comune, che le leggi romane, e queste non ammettevano la comunione de'beni tra conjugi se non quando era espressamente tra lor convenuta.

Ma questa innovazione è forse loro da qualche lato pregiudicievole? Toglie loro in sostanza alcuno degli antichi lor usi, delle antiche loro abitudini, o veruno degli antichi modi di contrattare? Urta ella in qualche parte i principj e le convenienze della società conjugale? Renderà essa i matrimonj meno frequenti o più dispendiosi?

Vediamo ciò che conviene pensare su questa materia.

Primieramente il progetto ammette la più estesa libertà nelle convenzioni matrimoniali; non vi pone altri limiti che il rispetto dovuto ai buoni costumi, all'ordine pubblico, ed alle disposizioni regolatrici, prescrittive o inibitive del Codice civile. Dichiara formalmente, che *la legge non regola la società conjugale, quanto ai beni, se non che quando mancano le convenzioni speciali, che i conjugi possono fare co-*

me credono convenire al loro interesse

Esso non permette più loro di stipulare d'ora innanzi in via generale, che la loro associazione sarà regolata dai rispettivi usi, leggi o statuti locali, che dianzi vigevano nelle diverse provincie del territorio francese, e che ora abolisce. Altrimenti sarebbe stato lo stesso che rigettarle in quel labirinto d'onde si tratta di ritirarle, e tener aperta quella voragine che il Codice civile dee chiudere.

Ma trovando la Francia divisa tra due differenti sistemi, egualmente rispettabili per l'antichità del loro dominio, e per la tenacità delle abitudini da essi prodotte, questo progetto l'uno e l'altro conserva, semplifica entrambi, e li rettifica, annunciando alle persone interessate d'ambe le parti, *ch'elleno possono ciò non pertanto dichiarare in un modo generale che intendono di maritarsi o sotto il regime della comunione, o sotto il regime dotale.*

Fin quì niente di più conforme ed eguale tra i due sistemi, nè di più libero nella loro scelta.

Ma se i conjugi non fecero veruna dichia-

chiarazione prima del matrimonio, s' essi non si obbligarono in forza di qualche convenzione riguardo all'amministrazione, all' uso, alla disposizione de' rispettivi lor beni, la legge dee supplire ad una tale mancanza. Troppo importa alla società che i matrimonj sieno possibilmente felici, e le famiglie concordi (per usare le stesse espressioni della legge) E' d'interesse dunque della società che la legge regoli il contributo, che ciascuno de' conjugi deposita nella massa comune destinata al sostentamento della nuova famiglia; che pongasi questa massa di beni sotto la direzione di quegli de' due conjugi, che deesi giudicare il più idoneo ad amministrarla, a custodirla, e farla prosperare, accordando ad esso il diritto esclusivo onde allontanare dalla famiglia per quanto è possibile ogni motivo di altercazione e dissidio.

Era dunque necessario per questo caso particolare di stabilire un diritto comune, che supplisse all'imprevisto abbandono dei conjugi, e quindi era d' uopo di scegliere fra i due sistemi, o la comunione di beni, od il regime dotale.

Il progetto decidesi pel primo; ma conviene rimarcare che qualunque partito si fosse preso, i seguaci dell' uno o dell'altro non potendo fare di tale scelta un motivo bastantemente plausibile di reclamo, attesa la libertà lasciata a tutti di rendere inutile codesta scelta legale facendola da per se stesso; che per conseguenza la legge non toglie agli abitanti de' paesi di diritto scritto più di quello avrebbe tolto agli altri francesi dimoranti in paesi di statutario diritto, adottando il sistema del regime dotale, veruno de' loro antichi usi, delle antiche loro abitudini, de' loro antichi modi di contrattare; e che per conseguenza la sua scelta qualunque non avrebbe leso per niente nè gli uni nè gli altri.

Ma tal preferenza accordata al sistema della comunione, perchè non darla al regime dotale? In somma qual necessità v'era di preferire l' uno all' altro?

Io non mi farò lecito quivi di tessere l'elogio o la censura di alcuno de' due sistemi. L' uno e l' altro troppo lungi mi condurrebbero, potendo entrambi somministrare materia di parecchi volumi. Non si trat-

ta di ciò, ma solamente di esaminare la ragione della preferenza accordata al sistema della comunione dietro lo stato attuale di ciascheduno de' due sistemi.

Osservo dunque dapprima che nel regime dotale niente stabiliva quello che può veramente chiamarsi un diritto comune per il caso in cui veruna convenzione relativa ai beni non avesse accompagnato il matrimonio, perchè non v'era legge positiva che regolasse in tal caso il modo, nè la quantità della rispettiva partecipazione a tai beni, nè la cura della comune loro amministrazione.

Si dirà che questo diritto comune risultava dalla distinzione che le leggi facevano fra i beni dotali ed i beni parafernali; dai diritti ch' esse accordavano al marito su i primi, e dal divieto che gli facevano d'immischiarsi nell' amministrazione o nella disposizione de' secondi senza l' adesione e l' assenso della moglie.

Ma egli è evidente che tutto ciò supponendo necessariamente una costituzione dotale, e conseguentemente una convenzione, è impossibile d'inferirne un diritto comune

nel caso in cui non vi sia stata veruna convenzione.

Come di fatti qualificare per un diritto comune un diritto che nulla fissa e determina, che niente regola, quando le stesse parti nulla han regolato e fissato; diritto che lascia ad ognuno la libera ed arbitraria disposizione de' beni suoi personali in una associazione che mette le lor persone in comune, che le assoggetta a delle cure, a de' riguardi e doveri reciproci, che crea in certa guisa tra loro de' bisogni comuni; che loro promette soccorsi comuni, rende tra lor necessarie delle spese comuni per l'educazione, la sussistenza e lo stabilimento d'una nuova famiglia comune?

Si era sentito un tal vuoto: quindi ebbe origine quella contrarietà di decisioni tra i dottori, quella diversa pratica ne' tribunali sulla questione se non essendovi stato verun contratto, si debba ritenere che la moglie siasi tacitamente costituita in dote l'universalità de' suoi beni. Gli uni sostenevano l'affermativa, gli altri la negativa; questi distinguendo i beni presenti dai beni futuri, quelli circoscrivendo i diritti del

marito ai soli beni de' quali la moglie gli ha tacitamente accordato il godimento; chi appoggiandosi al senso letterale, chi attenendosi allo spirito di qualche legge romana, tutti in somma volevano sostenere o colorire la propria opinione (1).

In questo stato di legislazione come mai nella preveggenza indispensabile del caso supposto, trovare nel regime dotale gli elementi di un diritto comune per tutta la Francia?

Lasciandosi come per lo passato a ciascheduno de' conjugi la piena ed indipendente disposizione de' suoi beni, sarebbe stato lo stesso che nulla fare in proposito, anzi un abbandonare all' anarchia le famiglie, e sbandirne un oggetto che troppo interessa la comune premura.

Dichiarare indistintamente dotali tutti i beni della moglie, sarebbe stato lo stesso

---

(1) *Guy* Papa e il suo commentatore; *Jacques Ferrière*, quest. 449 *Ranchin* part. 5 conclus. 49, *Duperier* massime di diritto sulla dote, tom. 1 pag. 507 *Cambolas* lib. II. cap. XVIII. *Philippi*, rep. 4 ec. ec. ec.

che porli fuor di commercio, e sotto di un altro rapporto arrischiare di ridurre le mogli alla più triste e più umiliante soggezione.

Dichiararli tutti parafernali sarebbe un ricadere negli inconvenienti del primo partito; oltre a che, lasciare da un lato la moglie esposta ad ogni sorta di pericolo che l'altrui cupidigia o la sua propria debolezza potrebbero procacciarle nella disposizioue, o amministrazione o nell'impiego delle sue rendite; ed esporsi dall'altro canto a mettere legalmente nelle sue mani lo scettro della famiglia rovesciando in tal guisa le leggi della natura, base sacra della domestica gerarchia, che tanto interessa di conservare.

Il sistema della comunione è forse più atto a fornir la matrice, se così è permesso di esprimersi, di un diritto comune?

Questo è ciò che pensava il sapiente e giudizioso magistrato a cui siam debitori del primo travaglio sulla rifusione delle nostre leggi civili, del primo modello della compilazione di un codice civile uniforme

e comune a tutta la Francia (1); ed una tale autorità dev'essere di gran peso nella bilancia de' due sistemi tra i giureconsulti i più affezionati ai principj ed alla dottrina del diritto romano.

Ma lasciando da parte l'autorità di questa opinione, esaminiamone i fondamenti.

Dapprima la comunione de' beni fra conjugi formava già un diritto comune in quasi tutte le provincie francesi regolate da particolari statuti, tranne qualche differenza sull'estensione degli oggetti che la componevano; ed un diritto comune positivo, fondato sopra disposizioni precise, vantaggio che non avevano punto i paesi di diritto scritto, ne' quali come l'ho già rimarcato, non eravi alcuna legge che determinasse positivamente i rispettivi diritti de' conjugi sopra i beni dell'uno o dell'altra, in mancanza di ogni altra convenzione in proposito.

E questo diritto comune era per così dir ra-

---

(1) Vedi il suo progetto di *Codice civile* pubblicato in brumaire anno V. art. 287 e 288.

dicato nelle più antiche leggi, che avevano regolate le Gallie.

Presso i Gauli, primi nostri antenati, gli uomini, maritandosi, mettevano in comunione unitamente alle doti portate dalle lor mogli una somma o dei valori eguali all'ammontar di tai doti. (1)

Le nazioni di origine Alemanna che inondarono successivamente le Gallie, e dalle quali noi discendiamo in virtù de'matrimonj che vi contrassero, avevano in principio degli usi un po' diversi. Le donne non portavano alcuna dote ai loro mariti da' quali in vece eran dotate, e in certa guisa comperate. *Dotem non uxor marito, sed uxori maritus offert*, dice Tacito, al quale convien riportarsi in mancanza di altre nozioni. (2)

Insensibilmente la loro unione co'Galli, una gran parte de'quali avevano adottate le

---

(1) *Viri quantas pecunias ab uxoribus, dotis nomine acceperunt, tantas ex suis bonis, aestimatione facta, cum dotibus comunicant. Caesar de Bello Gallico Lib. VI.*

(2) Tacito *de moribus Germanorum.*

leggi romane, diede loro bentosto altri costumi, ed altri usi. La comunione de' beni, di già in uso tra i primi, divenne comune tra queste nazioni, e fino da' secoli medj, essa formava un diritto comune, almeno quanto agli acquisti. Ne sia un testimonio la legge de' Visigoti, e quella de' Franchi. (1) Io feci rimarcare, che lo spirito delle leggi romane di già sparso nelle Gallie vi aveva contribuito. Che altro eran di fatti que' matrimonj per *confarreationem et per coemptionem* se non che una specie di collazione di tutti i diritti de' conjugi resi loro per essa comuni; una società vera e compita fra i due sposi, della quale il marito era il capo, che poneva la di lui moglie sotto la sua podestà, e la costituiva erede sua necessaria, *haeredem suam?* (2) Da ciò ebbe origine quella definizione del matrimonio adottata da Giustiniano:

(1) *Lex Visigoth. L. IV. tit. II. §. XVI. Lex ripuar. tit. XXXVIII. §. II.*

(2) *Mulierem nuptam, quae juxta leges sacras convenerat cum viro, Romulus participem esse voluit omnium bonorum et sacrorum.* Dionis. d'Alicarnas. lib. II.

nuptiae sunt conjunctio maris ac feminae, consortium omnis vitae, divini et humani juris comunicatio. (1) Da ciò pur si conobbe la necessità di ritornare alla saggezza di quelle antiche leggi, saggezza che non si rinviene in una delle leggi di detto legislatore, che vieta al marito ogni ingerenza ne' beni parafernali della sua moglie, quando essa non glie l'accorda; *quamvis bonum erat mulierem quae seipsam marito committit, res etiam ejusdem pari arbitrio gubernari.* (2)

Tali sono le basi della comunione legale de' beni tra conjugi, ammessa e praticata finora nelle provincie francesi governate da costumanze particolari o da locali statuti. Con questo imponente corredo ella si è presentata al governo come l'unica che fosse atta a formare un diritto comune in mancanza di ogni convenzione matrimoniale.

Ciò posto, potrebbe esser dubbiosa la scelta fra i due sistemi, l'uno de' quali tut-

---

(1) Leg. 1 ff. de rit. nupt.

(2) Leg. 8 Cod. *de pactis conventis*, etc.

ti in se contenea gli elementi proprj a formare un diritto comune, mentrecchè l'altro alcun non ne offriva, a meno che non riguardisi come tale la mancanza di ogni legge sul governo comune de' beni rispettivi de' conjugi, vale a dire, un vuoto da riempirsi nella revisione delle nostre leggi civili, e la formazione di un nuovo Codice?

Indispensabile quindi ed urgente era la necessità d'una scelta tra i due sistemi, e questa non poteva esser dubbiosa.

Potrei aggiungere che di dieci tribunali d'appello, la cui giurisdizione comprende circa quaranta dipartimenti regolati dal diritto romano, ed ai quali il primo progetto di codice civile fu indirizzato, due soli reclamarono contro la conversione della comunione legale in diritto comune, e specialmente quello del quale io era più a portata, attese le funzioni che vi esercitava, di apprezzare lo zelo ed i lumi. Ma questo primo progetto non conteneva alcuna disposizione che regolasse particolarmente il regime dotale; ciò che soprattutto chiedeva quest' ultimo tribunale, ed a cui il progetto attuale ha provveduto.

Fa d'uopo inoltre rimarcare che il sistema della comunione legale ha subito posteriormente, e nell' ultima revisione, dei notabili cangiamenti, che appianarono molte difficoltà, e semplificarono la sua esecuzione per quanto la materia il potesse permettere.

Ciò essendo, qual motivo di reclamo potrebb'esservi ancora? chi vorrà, chi ricuserà sottomettersi alla comunione legale. Nel primo caso ogni convenzione sarà inutile; nel secondo vorrassi o modificarla o sottrarvisi, e basterà a ciò una semplice dichiarazione della sua volontà. Indispensabile sarà allora un contratto, egli è vero; ma non sarà perciò un nuovo peso per la classe ricca ed agiata, ove ben di rado contraesi matrimonio senza contratto; al contrario sarà questo un vantaggio per la classe poco fortunata o povera, ove d'ordinario non recasi ne' matrimonj che una mutua affezione con del vigore e della risoluzione di farne uso pei piaceri e bisogni comuni, e per quelli della famiglia che si spera formare. Così si stabilisce la comunione legale, per così dire, di diritto, la quale sotto un rapporto par-

ticolare, può divenire infinitamente vantaggiosa a cadauno de' conjugi.

Le nostre leggi novelle non assicurano verun vantaggio legale ad un conjuge povero, che sopravvive al suo conjuge morto ricco, a meno che questo non lasci verun parente in grado successibile, ed il diritto di successibilità si estende fino al duodecimo grado.

Può accadere che durante il matrimonio, uno dei due conjugi acquisti delle ricchezze mediante una donazione o succession mobiliare o per qualsiasi altro mezzo che può procurargli la sempre instabil fortuna. Può altresì verificarsi che il conjuge arricchito muoja senza avere disposto di alcuna cosa a favore della di lui moglie, dopo di avere vissuto con essa a norma del cangiamento della sua sorte in uno stato di agiatezza e di comodo, d' onde ella sarebbe costretta a ricadere nel suo primo stato di miseria. Gli esempj non sono rari, e possono divenire comuni in sequela ad una rivoluzione che sovvertì l' ordine di tante cose.

Il diritto romano accordava in questo caso ad un conjuge lasciato nella povertà, il

quarto de' beni del suo conjuge meno ricco od agiato, quando egli non lasciava tre figli, od anche meno, ed una porzione virile se ne lasciasse un maggior numero; ed il tutto in proprietà allorchè non lasciava alcun figlio, e solamente in usufrutto nel caso contrario.

La giurisprudenza de'paesi di diritto scritto aveva adottata la sostanza di sì fatta disposizione, ma con tante modificazioni quanti sono i gradi di convenienza o di bisogno del conjugato superstite. La stessa dava occasione a tante contestazioni, quasi sempre dispendiose, e assai lunghe sul confronto e disamina delle fortune rispettive del morto e del superstite, sulla condotta da essi tenuta nella lor convivenza, e sopra una moltiplicità d'altri riflessi e considerazioni, ch'io a fronte del mio attaccamento al diritto romano, conoscendo abbastanza lo spirito della nuova legislazione sulla donazione tra conjugi, sia in virtù di contratto matrimoniale, sia durante il matrimonio, cogli utili cangiamenti ch'essa apportava alle disposizioni delle leggi romane, come a quelle degli statuti rapporto alla libertà lasciata a' con-

jugi di beneficarsi a vicenda a titolo di riconoscenza ed in proporzione delle cure e dei riguardi reciprocamente usati, abbandonai, al momento della discussione del progetto di legge sulle successioni, la risoluzione dapprima presa di reclamare la disposizione della legge romana sopra il punto di cui si tratta.

Il progetto di legge del quale io m'occupo in questo momento vi provvede assai meglio collo stabilire la comunione legale tra conjugi, a cui i reciproci loro mezzi non permettono d'incontrare la spesa di un contratto, e col chiamarli in tal guisa senza bisogno di alcuna disposizione particolare dal loro canto, ad un eguale riparto de'prodotti della loro industria e travaglio comune, e ciò che accidentalmente può pervenire all'uno o all'altro in vigor della legge, o per effetto del caso, durante la loro union conjugale.

Raccolgo le sparse fila del mio ragionamento.

La disposizione del progetto che costituisce un diritto comune della comunione legale tra conjugi in mancanza di ogni convenzione particolare, non hà nulla che pos-

sa allarmare coloro, che per genio, riflessione, o abitudine sono i più affezionati al regime dotale, avvegnachè non sarà d'uopo a quelli che partecipassero di un tale attaccamento, fosse egli pure sommo ed esclusivo, che di due sole linee di scrittura per assoggettarsi od esimersi dal regime di tal comunione.

Il sistema della comunione, che trae la sua origine dalle nostre leggi nazionali le più antiche, ed eziandio dalle prime leggi romane, e che finora si aveva diviso l'impero col regime dotale, ha d'altronde su questo il vantaggio di essere meglio applicato alla natura ed al fine dell'union conjugale, e nella necessità dimostrata di scegliere tra i due sistemi ad oggetto di formarne un diritto comune, quando gl'interessati non si spiegano punto, dovrebbe ottenere la preferenza.

Egli offre finalmente alla classe della società, nella quale più importa di facilitare ed incoraggire li matrimonj, de' vantaggi che non avrebbero avuti sotto il regime dotale, il qual non può esistere senza convenzione; ed in un caso particolare, un rimedio legale e sicuro contro il capriccio o

la imprevidenza d' uno de' conjugi pervenuto accidentalmente ad uno stato inatteso di fortuna e di comodi.

Scorrerò rapidamente sopra di alcune altre disposizioni del progetto, le quali più possono interessare i paesi di diritto scritto.

L' articolo 1542 vuole, che la dote non possa costituirsi nè aumentarsi durante il matrimonio a differenza del diritto romano che permetteva l'uno e l'altro, ma di leggieri comprendesi quanto una tale libertà poteva favorire le frodi, come un marito violento o scaltro poteva abusarne affin di costringere od indurre la sedotta sua moglie ad una costituzione od aumento di dote nocevole a'di lei interessi. Era quindi della saggezza e previdenza delle leggi di apportarvi rimedio.

D' altronde la convenienza, o la possibile necessità di una costituzione o di un aumento dotale non può forse prevedersi all'atto del matrimonio, e prevenirsi mediante una costituzione di beni futuri, di cui il progetto lascia, la libertà alla moglie?

L'articolo 1579 dichiara che la moglie

nè i suoi eredi non han privilegio per la restituzione della dote sopra i creditori anteriori nell'ipoteca.

Questa disposizione piena di equità conferma quanto era stato di già stabilito dalla legge 11 brumale anno VII sopra il regime ipotecario.

Ma questa legge aveva aperto alle mogli, che avevano de' contratti anteriori alla sua promulgazione, un mezzo di conservare il privilegio che loro accordava la legge *Assiduis* (1), scrupolosamente osservata in qualche paese di diritto scritto, facendo delle inscrizioni entro un termine fisso prescritto dal suo articolo 38, e successivamente prorogato dalle leggi 16 piovoso e 19 germinale seguente.

Le mogli che trovansi in questo caso, e che hanno adempito alla prescrizion della legge, nulla hanno a temere da questa nuova disposizione, *non potendo il Codice civile al pari di ogni altra legge aver effetto*

---

(1) Leg. 12 Cod. *Qui potiores in pignore habeantur.*

retroattivo, *e dovendo la validità delle convenzioni matrimoniali anteriori alla pubblicazione del Codice essere giudicata a norma del diritto comune allora esistente* (1).

L'articolo 1583 proibisce alla moglie la facoltà di alienare i suoi beni parafernali senza l'autorizzazione del proprio marito, o in caso del di lui rifiuto, senza il permesso del giudice; nè questa disposizione potrebbe provare più ostacolo dopo la legge del 26 ventoso anno 11, sopra il matrimonio.

Non dirò che una sola parola sull' articolo portante, che l'immobile dotale può permutarsi. Ho udito qualificare d'innovazione questa libertà data ai conjugi: ma io non ne scorgo veruna.

La legge romana permette testualmente il cambio della dote durante il matrimonio non ponendovi altra condizione, se non che sia vantaggioso alla moglie, *si hoc mulieri utile sit* (2). Non è difficile l'immaginarsi

(1) Processi verbali del Consiglio di stato contenenti la discussione del progetto del Codice civile, seduta del 6 vendemmiale anno 12, pag. 46 e 47.

(2) Leg. 26, ff. *de reg. jur.*

una folla di casi in cui tale operazione può essere egualmente utile tanto al marito che alla moglie; ma il progetto vi aggiunge parecchie altre condizioni, e vi esige il concorso di quelle formalità che debbono far cessare ogni timore di abuso. L'immobile non può permutarsi senza il consenso della moglie; non può cambiarsi che con un altro immobile dello stesso valore, almeno pei quattro quinti. Deesi far constare l'utilità del cambio davanti il giudice, la di cui autorizzazione sarà necessaria, e dietro ad una stima fatta da periti nominati ex officio dal tribunale; finalmente l'immobile ricevuto in cambio sarà dotale, essendolo pure l'eccedente del prezzo, nel caso che ve ne sia, e se ne farà impiego come tale a favor della moglie.

Quì pongo fine, cittadini colleghi, alle mie osservazioni, che avrei potuto senza dubbio sopprimere dopo l'eccellente rapporto che jeri vi fu rassegnato a nome della vostra sezione di legislazione.

Ma l'interesse della nativa mia patria da me maturamente consultato, il desiderio ben naturale di spegnervi ogni germe di

inquietudine, ed il mio attaccamento alle leggi sotto le quali ho lungo tempo vissuto, e che non si cessa di meditare quando si sente il prezzo della filosofia civile, non me l'hanno permesso.

Dovetti veder con piacere completarsi e perfezionarsi il sistema di queste leggi relativamente al regime dotale col mezzo di supplimenti, sottrazioni, o modificazioni analoghe ai nostri costumi attuali, ed estendersi il loro impero mediante tale riforma su tutta la Francia, e sino in quelle parti di essa, ove si credeva far molto, allorchè parzialmente lo si consultava nelle occasioni in cui mancava ogni altra regola, ovver nel bisogno di sostenere una pretesa.

Non ho dovuto lasciare alcun dubbio ai miei compatrioti meridionali sulla conservazione delle leggi e degli usi che loro sono giustamente preziosi; ho dovuto lor proclamare da questa tribuna i motivi di una piena e total confidenza a questo proposito, e dir loro: Voi non avete conosciuto finora che il regime dotale; i vostri padri hanno vissuto, voi siete nati, vi siete

maritati sotto questo regime, e perciò esso vi è caro. Or bene, sarà libero a' vostri figli il vivere sott'esso del pari, non avendo che a dire: *io lo voglio.*

Codesto regime non avea potuto evitare il destino di tutte le umane legislazioni che si rendono sempre logore, complicate, deformi, segnatamente in alcuni punti per l'azione sorda e continua della lima del tempo; per la sottigliezza troppo spesso interessata de' loro interpreti, per l'enorme quantità de' loro commentatori; d'onde la discordanza delle opinioni, la varietà ed instabilità de' giudizj, l'incertezza e la titubanza nelle lotte giudiziarie, la loro dispendiosa durata, ed i loro rovinosi effetti.

Il progetto di legge lo riconduce alla sua semplicità ed alla sua originale purezza; ne toglie quanto poteva alterarlo ed imbarazzarne l'applicazione, e vi conserva scrupolosamente tutto ciò ch'esso aveva di buono e di utile.

Per convincervi non avete a far altro che esaminare il suo sistema in complesso, e

non in alcune disposizioni isolate, premunendovi soprattutto in questa disamina contro di ogni insinuazione straniera e contro tutto ciò che una situazion personale potrebbe immischiarvi di prevenzione.

Io voto per l'ammission del progetto.

DISCORSO

Pronunziato li 20 piovoso al Corpo Legislativo dal Tribuno SIMEON.

Sul Titolo V del Lib. II del Codice civile, intitolato: Del contratto di matrimonio e dei diritti rispettivi de' conjugi.

CITTADINI LEGISLATORI.

Il matrimonio è il primo ed il più forte vincolo che unisca gli uomini in società; e sotto questo rapporto deve precedere ogni altro contratto. Caro a coloro che lo contraggono, perchè duplica ad essi l'esistenza, è del pari prezioso alla società che perpetua. Esso non appartiene meno agli stati che alle famiglie ed agli individui, essendo simultaneamente in se stesso un ben pubblico ed un bene privato.

Le convenzioni ch' esso cagiona, si pongono al pari di lui nella prima classe delle obbligazioni. Parecchie di queste per altro sono più antiche. Il cambio o la permuta

ha dovuto nascere contemporaneamente alla proprietà, dovecchè si è potuto maritarsi molto tempo prima di stipular delle doti, delle collazioni, o delle ricupere. La vendita ch' è un cambio più regolare e più semplice, la locazione, il prestito, si presentarono immediatamente di per se stessi al bisogno, a'desiderj, alle speculazioni, ed alla beneficenza. Le convenzioni matrimoniali non sono che un accessorio del matrimonio il quale può farne senza; e l' aumento delle ricchezze, l' ineguaglianza delle fortune e le precauzioni da prendersi contro i difetti, i vizj, e l' ingiustizia non dovettero introdurle che nelle società di già troppo lontane dalla loro adolescenza.

Il matrimonio trasse seco dapprima senza che vi fosse bisogno di stipularla, comunione di beni nello stesso modo che stabiliva comunanza di vita. La sposa depose quanto aveva in suo potere nelle mani del protettore che avea ricercato, o ai piedi del suo amante a cui si abbandonava. Lo sposo divise quanto ei possedeva colla più bella e miglior parte di se medesimo, coll'

economica direttrice della sua casa, colla madre de' suoi figliuoli.

Giunti questi figli a perdere uno de' lor genitori o continuarono a vivere in comunanza col genitore o genitrice superstite, o gli assegnarono nel separarsi una parte de' beni, di cui l'avevano veduto godere.

Tale è l'origine della comunione. Essa risale ai primordj della società, e si associa alle idee le più semplici, ed al primitivo istinto.

La dote co' suoi privilegj è ben aliena da quella confusione di sentimenti, d'interessi, e di esistenza, che sembra dovere naturalmente trar seco quella delle sostanze. Nè qui trattasi di quella dote che pagasi ai genitori per comperare le loro figlie in quelle nazioni ove le femmine sono le prime schiave de' loro mariti: io parlo di quella porzione di beni che la moglie porta in matrimonio per dividerne i pesi insiem col marito, della quale però riserva a se stessa ed a' suoi figli la proprietà.

Il regime dotale sostenuto e seguito fino

allo scrupolo dal popolo legislatore, ha due basi; la persuasione in cui erano i Romani che molto importasse allo stato di conservare i beni nelle famiglie, e la riserva in cui vivevano le donne romane. Non si riteneva che i doveri di economia ch' esse adempivano nell'interno delle lor case, dessero loro alcun diritto sopra il peculio che i loro sposi acquistavano nel commercio, nella milizia, nel foro. Stimate per la riputazione de' loro mariti, brillanti del loro splendore, felici nelle sue ricchezze mentre ei viveva, esse non vi avevano altra parte dopo la di lui morte che quella che elleno avevano meritata perchè lor la lasciasse per testamento. Che s' esse rimanevano escluse dal partecipare della maritale fortuna, riprendevano allora la propria. Malgrado l'incertezza di dividere i loro beni acquistati, esse non correvano il rischio di vedersi divorati i beni che avevano conferiti, e quindi il patrimonio materno de' loro figliuoli.

Ne' paesi, ove temevansi le seduzioni dell' amore pur anche nel matrimonio, la comunione era un giusto compenso all' in-

capacità delle mogli di ricevere le donazioni de' loro mariti.

Negli altri poi, ove la sposa era abilitata a ricevere, alla morte del di lei sposo, utili ed onorevoli prove della di lui tenerezza, non v' era bisogno di darle anticipatamente sulle sostanze del proprio marito de' diritti che forse avrebbe potuto non meritare. Qualunque uso o sistema ha le sue proprie ragioni, i suoi vantaggi, ed i suoi inconvenienti. Se fosse stato mestieri di sciegliere tra il regime della comunione ed il regime dotale, non solo si avrebbe avuto un grande imbarazzo, ma si avrebbe dovuto urtar con violenza una quantità di abitudini e di pregiudizj in una materia che interessa ogni individuo sociale. Hanno parecchi un doppio ed anche un triplicato interesse nelle convenzioni matrimoniali; ma non evvi alcuno, che non ve n' abbia un qualunque, avvegnachè tutti sieno o padri o figliuoli.

Quì è, o cittadini legislatori, che la saggezza del sottoposto progetto diviene principalmente rimarcabile; essa consiste nel non dimostrarsi troppo severamente ge-

losi di quella uniformità a cui tende costantemente la nostra legislazione, nel riconoscere che se l' uniformità piace allo spirito, la condiscendenza per i costumi e pegli usi appaga i cuori.

D' altronde la varietà non è che apparente. Le numerose questioni prodotte dalla comunione e dal regime dotale, sì diversamente finora deciso in ogni giurisdizione, ricevono regole comuni; e se uno si marita a talento in comunione o senza, sotto di una più estesa o più limitata, con dotalità o senza dotalità, il principio d' uniformità non sarà più alterato di quel che lo sia per la diversa indole delle società e degli altri contratti. Le convenzioni matrimoniali sono contratti, ed è della natura di ogni contratto di ammettere tutte le stipulazioni che meglio convengono a color che lo fanno, purchè non sieno in alcun modo contrarie alle leggi che interessano l'ordine pubblico e la buona morale.

E' indifferente allo stato, purchè sienvi de' matrimonj, che gli sposi mettano i lor beni in comune, o gli assoggettino al regime dotale. Si stipuli pure ciò che si vuo-

le, tranne l' inonesto e' l'illecito, e lo si stipuli chiaramente e senza versuzia o cavillo; ecco il primo precetto, ecco quanto desidera a tal riguardo la legge.

Obbligare alla comunione coloro che non la vogliono, o alla dotalità color che la credono meno acconcia ai diritti rispettivi de' conjugi, sarebbe stato lo stesso che introdurre la tirannia nel contratto, ch' esser deve il più libero, sostituire delle astrazioni teoriche alle convenienze particolari. La legge dee regolare la forma de' contratti e i loro effetti, dee procurarne l'esecuzione, ma le stipulazioni appartengono alla libera volontà de' contraenti. Esse formano parte di 'quella libertà che la costituzione politica lor garantisce, di quella proprietà, che il Codice civile organizza e protegge.

I giureconsulti ed i legislatori potrebbero disputare per anni intieri sopra i vantaggi e gl' inconvenienti del regime dotale senza mai potere accordarsi. Per esserne giudice imparziale ed illuminato abbastanza, converrebbe esser nato fuori de' paesi

ove tali regimi sono in vigore, ed in oltre avervi vissuto tanto tempo quanto bastasse ad acquistare una grande esperienza de' lor risultati; al contrario, l' individuo che si marita, si risolve al momento. Esso vede il maggiore vantaggio in ciò che preferisce, e se anco giunge a temer qualche inconveniente, non isdegna incontrarlo; quanto a lui il suo contratto dà fine ad un problema che forse non avrà mai soluzione.

Il principio il qual vuole che non siavi ne' contratti se non che ciò che le parti dichiarano dovervi essere, avrebbe per avventura fatto bramare, che la comunione non fosse presunta di diritto, e che siccome non vi ha dote senza stipulazione, così pur non vi fosse comunione senza convenzione. Sebbene la comunione sia pur. naturale del regime dotale, pure è sì complicata in forza di tante convenzioni civili, e di tanti imbarazzi sconosciuti ne' paesi di diritto scritto, che si dovrebbe a quel che pare, non esservi assoggettato che in forza di un espresso volere. Ma primieramente la comunione legale è più sensibile e men litigiosa che la comunione convenzionale,

e poi conveniva determinare una regola per coloro che alcuna non se ne fosser formata, disposti a rimettersi alla provvidenza della legge.

Quantunque in regola generale nessuno sia obbligato a dire ciò che non vuol fare, e debba esprimere ciò che vuol fare; e sebbene comunemente non esistano altri impegni che quelli che si sono presi, avvene non pertanto di quelli che nascono dalle circostanze e senza veruna convenzione. Se una metà della Francia non crede che il matrimonio produca tra i conjugi altra comunione di beni, fuorchè una coabitazione, ed un godimento comune, un'altra metà è accostumata a riguardare la sposa come associata alla fortuna del di lei sposo. Se questi è il capo della casa, la sposa non si persuada però ch' ella possa esservi inutile e quasi straniera. Essa vede nelle sue cure domestiche, nella sua direzione ed industria talvolta eguale a quella del proprio consorte una *collaborazione*, un travaglio comune di cui sa per tradizione doverne dividere i prodotti. Esigere da essa di riservarsi, maritandosi, questa partecipazione

pazione di beni, e di stipulare la comunione, sarebbe stato un forzarla a stendere in iscritto un contratto; e nelle campagne spessissimo si contrae matrimonio senza scrittura. La legge presumerà dunque, quando non vi sarà contratto scritto, nè stipulazione che siasi inteso maritarsi sotto il regime della comunione.

E' vero, che una tale disposizione imporrà agli abitanti degli antichi paesi di diritto scritto la necessità di un contratto da cui saranno esentuati gli abitanti de' paesi regolati da particolari statuti; ma i contratti erano più usitati e più necessarj sotto il regime dotale, poichè la dote esige di sua natura una costituzione espressa. Gli abitanti de' paesi di diritto scritto sono quindi meno aggravati dalla necessità di un contratto di quel che lo sarebbero quelli de' paesi statutarj.

In questa alternativa sarà egli necessario un contratto per dire che si vuol vivere in comunione di beni? Ve ne sarà mestieri di uno per dire che non vi si vuol soggiacere? Si è preferita senza verun inconveniente

reale, la presunzione della comunione in favore di quelli che non la escluderanno.

Queste riflessioni preliminari v'indicano, cittadini legislatori, le due grandi divisioni del progetto della legge che ha subito l'esame del tribunato. Non vi si è scorto nulla che degno non fosse della vostra sanzione. Nel presentarvi l'analisi della legge vi porrò a portata di giudicare i motivi che hanno determinato il voto del tribunato.

Non vorrei stancare la vostra attenzione, ma il titolo di cui trattasi è troppo importante. Non a voi soli; ma alla Francia intera che fissi tien gli occhi su di questa tribuna, fa d'uopo spiegare sommariamente materie affatto nuove per un gran numero di dipartimenti.

Mentrecchè il secondo capo della legge non porterà ne'paesi statutarj che delle disposizioni facili e chiare, esso introdurrà ne'paesi di diritto scritto delle idee nuove, de'termini non consueti che ingeriranno sorpresa e stupore, e per la cui intelligenza si esigerà un certo studio. Reciprocamente il terzo capo presenterà alle contrade, in cui il regime dotale non si pra-

ticava, delle nozioni finor sconosciute; è forza di familiarizzare le due antiche divisioni della Francia con delle convenzioni, che vi possono diventare comuni. Bisogna malgrado la differenza degli usi e delle abitudini, rendere il linguaggio della legge intelligibile e chiaro a tutti i francesi, spiegando agli uni ciò che agli occhi degli altri non sembra aver uopo di spiegazione.

Il titolo *del contratto di matrimonio e de' diritti rispettivi de' conjugi*, di cui vi occupate, cittadini legislatori, contiene tre casi. Il primo racchiude delle generali disposizioni; gli altri due trattano della comunione e del regimo dotale.

Disposizioni generali.

Le convenzioni matrimoniali devono esser libere, come lo stesso matrimonio; la legge non le regola se non se quando i contraenti ne abusano; imperocchè essi possono stipulare a talento pei loro interessi, e pei loro rispettivi diritti, purchè nulla stabiliscano di contrario tanto ai buoni costumi che alle leggi pubbliche e generali.

Quindi non è loro permesso di derogare ai diritti della podestà paterna e maritale. La moglie non può stipulare di agire senza l'autorizzazione del proprio marito, nè acconsentire di essere esclusa dalla tutela de' suoi figliuoli, come neppur circoscrivere i diritti che appartengono al di lei sposo in qualità di marito e di padre.

Il titolo del matrimonio ha di già poste tutte le mogli sotto la podestà maritale, come il titolo della podestà paterna ha sottomessi tutti i figliuoli all'autorità paterna. Formasi a questo riguardo una provvida mescolanza di quanto vi avea di migliore nel diritto statutario e nella legge romana.

La podestà maritale civile, che ne' paesi di diritto scritto risultava dall'amministrazione de' beni dotali, viene ora ad acquistare migliori e più solidi fondamenti. Essa è già divenuta una regola di costumi mentrecchè dianzi non era che l'effetto d'una convenzion volontaria a restrizione soggetta. Ora più non vedransi delle spose contrattare o presentarsi in giudizio come *libere nelle loro azioni.* Questi termini implicavano riguardo al loro stato una contraddizione cui

il quinto titolo del Codice, sanzionato li 26 ventoso dell' ultimo anno, proscrive. La nuova disposizione provvede bastantemente affine che la non si rinnovelli neppure in forza di un mutuo consenso.

Non sarà nemanco permesso più di alterare per mezzo di convenzioni matrimoniali l'ordine legale delle successioni al di là di ciò che quest'ordine lascia alla volontà ed alla disposizione delle parti.

Ma nel far istendere le stipulazioni che lor gradiranno, i futuri conjugi dovranno specificare chiaramente ed in dettaglio ciò che vogliono, senza riportarsi generalmente a delle leggi o a delle consuetudini, delle quali sovente non conoscono quanto basta le disposizioni e che d'altronde sono abrogate. Invece di rimettersi a degli interpreti feudali ed omai obbliati, dovrassi enunciare precisamente la propria intenzione. Non vi si permetteranno le stipulazioni generali se non che per sottomettersi all'uno o all'altro regime, le di cui regole sono tracciate ne' capi II. e III.

In mancanza di contratto matrimoniale, o di dichiarazione del regime sotto il qua-

le si è stipulato, le regole della comunione determineranno i rispettivi diritti. La comunione sarà il diritto comune della Francia. Ne ho esposte già le ragioni. Non v'ha chi possa inquietarsi o lagnarsi d'esser soggetto a un diritto che non può obbligar se non quando siasi trascurato di dichiarare che se ne vuole essere esente, e maritarsi sotto altre regole.

Le convenzioni matrimoniali dovranno essere ricevute da notari rogati prima del matrimonio, essendo abrogato l'uso finora osservato in alcuni paesi di stenderle in forma di scrittura privata. Che se le famiglie vengono ad esser private del vantaggio di risparmiare delle spese di registratura, alle quali il fisco avea nondimeno tanti diritti quanti ne ha sugli altri atti ne' quali la fede pubblica trova la sua salvaguardia, elleno sono bastantemente ricompensate dall'evitare in tal guisa le numerose frodi che si prevengono, e dalla miglior garanzia che si possa dare ai diritti ed alle sostanze de' conjugi e de' loro figliuoli.

Lo stesso motivo della reciproca lor sicurezza, di quella pure de' lor parenti e de'

terzi, elimina ogni cangiamento, derogazione, o contro-scritto riguardo alle convenzioni matrimoniali. Non vi si potrà pervenire se non che prima che si celebri il matrimonio, di consenso e mediante il concorso di tutte le parti. Le ammende saranno scritte in seguito alla minuta del contratto per non formare con essa che un solo corpo, per essere inserite nelle copie autentiche che se ne faranno, senza poter mai esserne separate sotto pena di danni e interessi, ed altresì della più rigorosa punizione contro i notari, che le omettessero.

Siccome non avvi minorità pel matrimonio, così non ve n'è pure per le convenzioni, che ne son l'accessorio. Strana cosa sarebbe che colui che dispone della sua persona non potesse in tale occasione dispor de'suoi beni. L'autorizzazione de'tutori e de'parenti, che sanzionano il di lui impegno, basta a più forte ragione per consolidarne i patti, ed escludere ogni pentimento ed ogni restituzione.

Da questi principj comuni a tutti i contratti matrimoniali, noi discenderemo pro-

sentemente a ciò ch'è particolare, a ciò che dipende dalla volontà degli sposi.

Essi trovansi già in comunione, ogni qual volta non abbiano stipulato il contrario.

Avvi due sorta di comunione: la comunione legale e la comunione convenzionale.

Comunione legale.

La comunione tra conjugi è una specie di società fondata sullo stesso matrimonio. Dappoichè i Romani l'ebbero definita per l'unione d' un uomo e d' una donna che si propongono di menar per sempre una vita comune, dovettero necessariamente comprendere in questa definizione il principio della comunione, che tuttavia non conobbero. Ammettevano bensì le mogli a parte del rango, dello splendore e de' vantaggi dei loro mariti; ma ciò non era che in qualità di usufruttuarie, o piuttosto di usuarie. Al pari de' figli, esse soggiacevano alla podestà del marito, non avendo altro di proprio se non se quello che la di lui tenerezza od il suo orgoglio loro accordava; eccettochè non si fossero riservate de' beni parafernali.

Alcuni popoli meno avanzati in legisla-

zione, che da taluni si credono i Galli, e da altri i Germani, opinarono che dall'unione delle persone ne derivasse la confusione del mobiliare de' conjugi, delle loro rendite, de' frutti de' loro risparmj, e del comune loro travaglio.

La legge determina nella prima sezione ciò che compone la comunione legale attivamente e passivamente.

La comunione non è una società universale di tutti i beni; essa non comprende che il mobiliare e gl'immobili acquistati durante il matrimonio.

Il mobiliare comune si compone di tutto quanto possedevano i conjugi al giorno del lor maritaggio, e di quello pure hanno acquistato, o loro è toccato in sorte dappoi.

I mobili, frutti, rendite, interessi arretrati, crediti, ed eziandio i capitali di rendite costituite fanno parte del mobiliare.

Fino a' nostri dì le annualità ritenute per immobili, non entravano punto in comunione, tranne la rendita. Quindi or ne risulta un cangiamento nella legislazione.

Fu determinato 1.° dall' art. 529 del titolo primo, lib. II del nuovo Codice, il

quale ha dichiarato *mobili* le rendite perpetue o vitalizie, sia sopra la repubblica, sia sopra i particolari.

2.° Dopo che le rendite fondiarie sono state dichiarate redimibili, e che fu permesso il prestito ad interesse, non vi è più differenza notabile tra i capitali delle rendite costituite e le obbligazioni a termine fisso. L'uso delle costituzioni di rendite è quasi intieramente caduto, e non andrà guari che sarà tolto del tutto. Non ne rimarrà più che sopra lo Stato; ma la facilità ed il vantaggio di negoziarle le han rese fra tutti i beni il più mobile.

3.° Non eravi pratica generale e uniforme sulla natura di queste rendite, non accordandosi i rispettivi statuti in questo proposito. Fu quindi forza di stabilire una regola generale: si prese il partito più semplice, e questo è senza pericolo. Coloro che non vorranno porre in comunione i lor capitali derivanti da rendite costituite, potranno eccepirli.

Sono esclusi dalla comunione tanto gl'immobili che i conjugi possedevano prima del matrimonio, quanto quelli che loro per-

vengono a titolo di eredità o donazione; avvegnachè quelli non siano il prodotto del travaglio comune, e questi si ripetan soltanto dalla liberalità d'un terzo, o da diritti di successione, estranei affatto ai profitti della comunione.

Il capitale della comunione legale fomasi quindi da tutto insieme il mobiliare de' conjugi, e da quanto essi comprano o aquistano in mobiliare in qualsiasi manier; e si accresce cogl' immobili ch' eglino omprano o congiuntamente o separatamnte, ma non già con quelli ch' erano proprj ad uno di essi prima del matrimonio, e che gli pervengono dappoi.

Sì fatta regola che gl'immobili acqistati durante il matrimonio debbon far parte della comunione, aveva dato luogo a una questione che sembrava assai ragionevole ed importante a decidersi.

Uno de' conjugi aveva in sua proprietà la metà di un immobile che posseda per indiviso insiem con un terzo.

Questo immobile era posto all'incanto, ed il conjuge comproprietario ne veniva acquirente.

Chiedevasi, se la metà da esso acquistata dovesse entrare in comunione?

Pareva che dovesse entrarvi, poichè l'acquisto fattone durante il matrimonio aveva il carattere di un conacquisto in comunione.

M in tal caso l'indivisione che l'incanto dvea far cessare, avrebbe continuata, ed i conjuge comproprietario di una metà ed aquirente dell'altra, avrebbe avuto in comune insiem col suo conjuge l'altra metà sccessivamente acquistata.

Dcidevasi che il conjuge acquirente si facea propria la porzione, che comperava, a pato però d'indennizzare la comunione dell somma che vi aveva presa in virtù del uo acquisto.

Qesta decisione che la pratica avea limita al solo caso della licitazione sopra una redità, è stata giustamente estesa a tuttique' casi, in cui l'uno de' conjugi unisce una parte dell'immobile a quella che gli a propria.

M quando la moglie ha una parte indivi, e che il marito, come capo della comnione, riunisce l'immobile, atteso che eglion dee pregiudicare la moglie, com-

peterà quindi alla stessa, od a' suoi eredi la scelta, allo scioglimento della comunione, o di prendere l'immobile intiero pagando il prezzo dell'acquisto, ovver di lasciarlo, facendosi indennizzare della porzione ch' essa vi aveva.

Il passivo della comunione si compone di tutti i debiti che aggravavano dal giorno del matrimonio e sostanze entrate in comunione, e di tutti quelli di cui sono state posteriormente caricate o dal solo marito, od anco dalla moglie col di lui consenso, salvo il compenso o l'indennità al tempo del riparto della comunione contro il conjuge debitore, se vi sarà luogo.

I debiti dalla moglie contratti prima del matrimonio debbono risultare da atti autentici od aventi una data certa, ond' essa non possa eludere per mezzo di atti date la proibizione di obbligare la comunione senza il consenso del proprio consore.

Questa regola riguarda particolamente la moglie; nè si può applicare al marito, il quale nella sua qualità di padrone della comunione può disporne a piacere e dissiparla. Vedremo in seguito que' rimedj

che la legge accorda alla di lui sposa contro la sua cattiva amministrazione.

Giacchè gli immobili proprj, vale a dir appartenenti ad uno de' conjugi insieme col matrimonio, non entrano punto nell' attivo della comunione, i debiti di questi immobili non ne aumentano parimenti il passivo.

Quando l' eredità pervenute ad uno dei conjugi sòno in parte mobiliari ed in parte immobiliari, la comunione ne sopporta i debit in proporzione di quello che ne approfita dietro l'inventario del mobiliare che il marito dee fare.

In mancanza di questo inventario, la moglie o i di lei eredi potranno essere ammessi allo scoglimento della comunione, a far prova della consistenza del mobiliare medeimo. Il marito sarà sempre escluso da una simile prova, la quale è riservata soltanto alla moglie come supplemento di un dovere, cui il marito ha ricusato di adempere verso la stessa, e per la cui ommissione ei dee passivamente ed attivamente sofrire.

Amministrazione della Communione.

Legale o convenzionale che sia la società de' conjugi, ella esige sempre un capo; questo non può esser altri che il marito, alla cui podestà soggiace la moglie per natura e per legge.

Dunque il solo marito dee amministrare i beni della comunione. Può quindi alienarli, ipotecarli senza il concorso della consorte; ma non puot' egli per altro, fuorchè pel collocamento de' figli comuni, disporre a titolo gratuito nè degli immobili della comunione, nè della universalità o d' una parte del mobiliare; e la ragione è evidente.

Allorchè egli ipoteca od aliena, presumesi che a ciò lo spinga il bisogno. S'ei ne riceve una somma in prestito ovvero il prezzo d' una vendita, credesi allora che sia per farne un utile impiego. Ipotecare, vendere, è un amministrare, ma donare sotto certi rapporti, è un perdere. La disposizione a titolo gratuito eccede i poteri dell' amministrazione, poichè amministrazione e conservazione sono termini correlativi; e se l' amministrazione esige de' sacrifizj, essi debbono avere un compenso che la disposizione a titolo gratuito non può mai produrre.

L'ipoteca e l'alienazione de' beni della comunione che fa il marito senza il concorso della moglie è una delle maggiori differenze che emergono dal confronto del regime dotale con quello della comunione. In entrambi il marito è sempre capo ed amministratore; ma nel primo ei non può ipotecar nè alienare, neppure col consenso della moglie i di lei beni dotali: egli non ha che il poter d'un tutore. La dote di cui esso è custode è irremovibile come la pietra angolare sulla quale riposa la casa de' conjugi e la fortuna de' loro figli. Il diritto che ha la moglie di profittare della comunione non la espone al pericolo di perdere i suoi immobili. Si è preferito di avere meno speranze e più sicurezza, e si è diffidato alquanto più del marito.

Esso gode maggior confidenza nel regime della comunione. Non si ebbe tanto timore delle sue dissipazioni quanto si è temuto che attesa l' inalienabilità degli immobili della comunione, ei non perdesse le occasioni di migliorare la sorte tanto della di lui moglie che de' loro figliuoli. D' altronde non essendovi nella comunio-

ne

ne altri immobili fuorchè quelli che si acquistano mentre essa dura, o che vi si vollero mettere espressamente, siccome il marito, capo della comunione puote acquistarli, così pure può ipotecarli o alienarli; nè sono mai in proprietà della moglie come lo sono i beni dotali. Quindi per un effetto naturale di questo principio, la disposizione degli immobili di comunione dee appartenere al marito che ne è comproprietario.

Ma la conseguenza più ardita e più pericolosa dell'amministrazione del marito in comunione si è quella, ch'egli può ipotecare ed alienare gl'immobili personali di sua moglie carpendo il suo consenso. Si è creduto a questo proposito di poter presumere meglio della costanza della moglie e della saviezza del marito nel regime dotale, in cui niun consentimento della moglie può render valide le alienazioni fatte dal marito de' suoi beni dotali. Meno fretta in proscrivere delle regole sanzionate dall'uso di quasi tutta l'antica Francia, e dall' autorità di celebri giureconsulti, e rispettabili magistrati. Gl'immobili personali della moglie che

non sono compresi in comunione possono paragonarsi ai beni estradotali o parafernali de' paesi di legge scritta, colla differenza che ne' paesi di diritto statutario il marito aveva l'amministrazione de' beni personali della moglie, mentre ne' primi egli non poteva in alcun modo ingerirsi nell' amministrazione de' beni parafernali, essendone la moglie assoluta padrona come se non fosse pur maritata. Ora se ne' paesi di legge scritta la donna maritata poteva sola e senza il concorso del proprio marito ipotecare ed alienare i suoi parafernali, non bisogna stupirsi che nel regime della comunione ella possa acconsentire che il marito faccia una alienazione de' suoi beni personali, che da se sola avria fatta sotto il regime dotale. Qui v'ha più protezione per essa contro l'inesperienza e la debolezza del suo sesso.

Del resto la moglie ritrova garanzia, indennità, o compenso su i beni del proprio consorte nel caso che sieno insufficienti a tal'uopo quelli della comunione, ogni qualvolta non siasi impiegato a di lei profitto il valore de' beni suoi personali alienati;

dovecchè se il marito avesse alienato un immobile a lui personale, egli non può pretendere la sua indennità o il suo compenso se non che sopra i beni della comunione. Infatti la comunione che credesi avere approfittato dell'alienazione, ne rimane sempre garante, e mai la moglie personalmente la quale non ha potuto vegliare al reimpiego, e che non è che passiva riguardo all'amministrazione della comunione.

Uno degli atti i più importanti dell' amministrazione conjugale è il collocamento de' figli. I Romani ne facevano un dovere speciale de' padri: *paternum est officium dotare filiam.* La madre non era obbligata a dotare che in mancanza del padre. Quindi era proprio della giurisprudenza romana, che se il padre costituiva solo una dote alla figlia, comunque ei dichiarasse far ciò in vigore de' diritti paterni e materni, pure la dote prendevasi intieramente sopra il di lui patrimonio, a meno che la moglie non avesse spontaneamente concorso a costituirla insieme con lui, o ch'egli non a-

vesse designata la porzione che intendeva di costituire sopra i beni materni.

All'opposto negli statuti, sebbene il marito avesse egualmente che nel regime dotale, la preponderanza pel collocamento de' figli in forza della sua podestà maritale e paterna, pure siccome i beni eran comuni, così il dover naturale di dotare era comune indistintamente ai due conjugi. Dissi il dover naturale, imperocchè non se n'era fatta un' obbligazione civile, dovecchè questa esisteva nel diritto scritto: la figlia maggiore poteva dimandare una dote; disposizione che voi avete abrogata coll' articolo 198 della legge sopra il matrimonio.

Si è adottata nel progetto di legge l'antica e saggia pratica statutaria: se il padre e la madre dotano congiuntamente la figlia comune senza specificar la porzione per la quale eglino intendono di contribuirvi, si riterranno avere dotato ciascheduno per la metà.

Sì fatta regola venne estesa al regime dotale; non vi si è conservata la disposizione del diritto romano se non che per il

caso, in cui la dote sarà costituita dal solo padre. Quantunque egli esprima, che la costituisce in virtù *dei diritti paterni e materni*, e tuttochè sia presente la di lui moglie, pure, s'essa non ha parlato nel contratto, se la sua contribuzione non è determinata, ella non vi è punto tenuta.

Scioglimento, accettazione, rinuncia, divisione della nione.nuoɔ

Al pari di tutte le altre società, la comunione disciogliesi per la morte naturale o civile, e pel fatto de' socj, in tre casi: nel divorzio, nella separazione di corpo, ed in quella de' beni.

Allo scioglimento d'una società fa d'uopo conoscerne la consistenza, cioè i capitali ed il valore ch' essa comprende; quindi ne nasce l'obbligo di farne inventario.

Lo statuto di Parigi esteso in pratica ad altri paesi, puniva la mancanza di questo inventario col proseguimento della comunione insieme al conjuge superstite, se conveniva a' suoi figli minori di pretenderlo. Sì fatta instituzione aveva molti inconvenienti e traeva seco frequenti litigj; quindi è giu-

tamente abolita. Non vi sarà più continuazione di comunione; la mancanza d'inventario, alla quale verrà supplito per mezzo di documenti, e da quanto consta per pubblica voce e fama, produrrà al conjuge negligente la perdita dell' usufrutto, che la legge della podestà paterna gli accorda sopra le sostanze de' suoi figliuoli, e contro il surrogato tutore la solidarietà de' danni o restituzioni, che saranno aggiudicate ai predetti figliuoli.

Lo scioglimento della comunione per separazione di corpo o di beni non può essere volontaria; esigesi una sentenza pronunciata con cognizione di causa.

Già si son prese le convenienti cautele perchè delusa non venga la sorveglianza de' tribunali onde rendere le separazioni più pubbliche e più solenni, nè divengano un mezzo di frode contro de' creditori.

Sciolta la comunione mediante la separazione di corpo o di beni, la moglie riprende la libera amministrazion de' suoi beni; ma ella non puote alienarli senza il consentimento del marito, o senza l' autorizzazione del giudice. Conciossiachè la se-

parazion mai distrugga la podestà maritale, diminuendone soltanto gli effetti. Quindi la moglie separata è simile ad un minore emancipato che può amministrare i suoi beni, consumar le sue rendite, ma non disporre de' fondi.

Avendo lo scioglimento della comunione per separazione una causa atta a cessare, la comunione può rivivere tra i conjugi riconciliati e riuniti, purchè essi ne convengano con un atto che dovrà essere autentico affine di prevenire le contestazioni e le frodi.

E' regola costante e particolare alla società tra conjugi, che la moglie, all'atto del suo scioglimento, abbia la facoltà di accettarla o di rinunciarvi. Un tal privilegio di cui non partecipa l'altro socio, è un sussidio che fu d'uopo accordare alla moglie ad oggetto ch'ella non fosse rovinata da una svantaggiosa comunione. Quindi ne segue che la comunione, la quale l' associa alla metà de' profitti, non la espone alla metà delle perdite. Essa se ne libera col rinunciare ad ogni specie di diritto sopra i beni della comunione, pur anco sopra del

mobiliare che vi ha conferito, eccettuate le biancherie, e gli arnesi di suo proprio uso cui essa riprende.

La rinuncia esige che facciasi prima un inventario, e che la moglie non siasi punto immischiata ne' beni della comunione; e tanto più quando essa ne avesse distratti o nascosti gli effetti; in tal caso sarebbe privata d'una prerogativa di cui sarebbesi resa indegna colla sua mala fede.

La facoltà di rinunciare si trasferisce agli eredi della vedova cogli stessi pesi e condizioni.

Allorchè la comunione viene accettata si dee passare alla divisione dell'attivo e del passivo.

Nella division dell'attivo, i conjugi o i loro eredi conferiscono quanto debbono alla comunione, sia a titolo di compensazione, sia a titolo d'indennità per quelle cose che ne han ritirate a loro profitto o disposizion personale.

Vi conferiscono parimenti le somme od i beni che vi hanno presi personalmente per dotare i loro figliuoli.

I conjugi o i loro eredi imputano e pre-

deducono sopra l'attivo così composto, cioè di ciò ch'essi vi conferiscono, e di ciò ch'esiste in natura 1.° i loro beni personali, che non erano in comunione che per i redditi.

2.° Il prezzo degl'immobili che sono stati alienati, e che non fu reimpiegato;

3.° Le indennità loro dovute dalla comunione.

Le prededuzioni della moglie si fanno prima di quelle del marito. Ella gli è preferibile in ciò, perchè esso ha già goduto dei vantaggi dell'amministrazione, e perchè deve in fine di causa averne la responsabilità.

Per la stessa ragione, mentre la moglie esercita le sue prededuzioni, prima in mancanza di danaro e di mobiliare sopra gl'immobili della comunione, poi sopra quelli del marito, questi non può mai estendere i suoi diritti di ricupera sopra i beni personali della moglie.

Fatte così le prededuzioni, il soprappiù si divide. Questo riparto soggiace alle stesse formalità, ai medesimi effetti, ed alle regole stesse, cui soggiaciono le divisioni di eredità.

Quanto ai debiti, questi si dividono per metà. Si classificano tra i debiti tutte le spese che lo scioglimento ed il riparto della comunione traggono seco. Il solo lutto della vedova è come parte delle spese funerarie, un debito degli eredi. Accetti o rinunci alla comunione, la moglie ha sempre il diritto di pretenderlo dai medesimi.

Nella divisione dei debiti la moglie ha inoltre sopra il di lei marito delle prerogative che derivano dallo stesso principio, cioè ch' ella non debba soffrire un danno notabile dall'amministrazione da esso tenuta.

Quindi non può essere ricercata dai creditori della comunione che per la sola metà dei debiti, a meno che non siasi solidariamente obbligata.

La stessa non è tenuta alla metà dei debiti della comunione se non che fino alla concorrenza del suo emolumento, in vece che il di lei marito è obbligato fino alla loro totalità, salvo il diritto di pretendere da lei o da' suoi eredi la congrua contribuzione.

Tali sono le regole principali della comunione legale, che però possono modifi-

carsi dalla volontà delle parti, ed allora la comunione diventa convenzionale.

Comunione convenzionale.

Oltre le modificazioni particolari, delle quali era impossibile alla legge di occuparsi altrimenti che dicendo, ch' ella permette alle parti di convenire a talento, l'uso ha introdotte otto modificazioni principali che avevano le loro regole. Fa d' uopo di rammentare ciò che ne sarà conservato.

1.° Si può convenire che la comunione sarà ridotta agli acquisti.

In questo caso nulla entra in comunione al giorno della celebrazione del matrimonio. Questa non è altro che una società di beni da acquistarsi finchè la medesima dura; ma il mobiliare, la di cui esistenza prima del matrimonio, o la di cui sopravvenienza per eredità non sarà stata provata, si riterrà per acquisto.

2.° Si può escludere dalla comunione il mobiliare in tutto o in parte.

Nessuna difficoltà nel primo caso.

Essendosi posta in comunione una parte soltanto, la collazione di questa dev' essere giustificata per parte del marito, cioè me-

diante la dichiarazione ch' ei ne fa nel contratto matrimoniale. Basterà alla moglie la quitanza che il marito le avrà rilasciata, o che quelli che l'hanno dotata potranno per essa produrre.

Divisa la comunione, ciaschedun vi riprende quella parte del mobiliare che eccede quanto vi ha posto.

Il mobiliare che perviene ad uno dei conjugi durante il matrimonio, dev' essere inventariato; altrimenti presumesi un acquisto contro il marito; e la moglie ha il sussidio delle prove, e della pubblica fama.

3.° Gl' immobili proprj de' futuri conjugi non entrando punto nella comunione legale che si compone solamente del loro mobiliare presente e futuro, de' loro redditi, e degl' immobili che acquisteranno durante la loro unione, quando esse vogliono porre in comunione i loro immobili proprj, *li mobilizzano*.

La mobilizzazione è determinata o indeterminata.

La prima determina e specifica gl' immobili che le si vogliono assoggettare, o

nel tutto, o fino alla concorrenza d'una tal somma.

La mobilizzazione determinata della totalità di un immobile dà al marito la facoltà di disporne a guisa d'un mobile.

Se la mobilizzazione non stendesi che fino alla concorrenza d'una data somma, l'immobile non può essere alienato altrimenti di quel che sarebbe un bene personale della moglie col di lei assenso; ma può bensì ipotecarsi dal solo marito fino all'ammontare della porzione mobilizzata.

La mobilizzazione indeterminata ch'è la collazione in comunione degl'immobili in generale del conjuge fino alla concorrenza d'una certa somma, non rende punto la comunione proprietaria di tali immobili. Il suo effetto riducesi ad obbligare il conjuge che vi ha prestato il consenso, a comprendere nella massa, quando viene a disciogliersi la comunione, alcuni di quest'immobili fino alla concorrenza della somma da lui promessa.

4.° Si può convenire che i conjugi quantunque in comunione di beni, pagheranno ciascheduno separatamente i loro debiti.

Questa clausola esentua le loro collazioni dai debiti anteriori al matrimonio, ma non li dispensa dagli interessi ed arretrati decorsi durante il matrimonio. Cotali debiti hanno dovuto esser pagati dalla comunione, posciacchè la stessa ha goduto dei redditi.

5.° La moglie può stipulare, ch'essa riprenderà quanto vi ha conferito libero e senza pesi, vale a dire, ch'essa può aver parte ai guadagni qualora la comunione prospera; e che nel caso contrario, non soggiacerà a veruna perdita. Il solo favore dovuto ai contratti matrimoniali ha potuto far ammettere questo patto sì contrario alle regole ordinarie delle società, e però è di stretto diritto.

Quindi la facoltà di riprendere il suo mobiliare che la moglie ha conferito al tempo del matrimonio non istendesi punto al mobiliare che potria pervenire durante il matrimonio.

Così pure la facoltà accordata alla moglie non istendesi ai figli, e quella accordata ai figlinoli non è proficua agli eredi.

6.° Non di rado si conviene che il con-

juge superstite farà prima del riparto una prededuzione, la quale è l'*anteparte convenzionale*. Questo vantaggio è una vera donazione di sopravvivenza, che non soggiace alle formalità dell'insinuazione richiesta per le donazioni assolute.

I creditori della comunione hanno sempre il diritto di far vendere gli effetti compresi nell'anteparte, salvo il ricorso del conjuge donatario su gli altri beni della comunione.

L'anteparte non è dovuta che quando viene accettata la comunione, perchè non siasi stipulato il contrario. Quindi non la si prende che sopra i beni della comunione, e non già su i beni di proprietà del superstite, a meno che non ve gli abbia assoggettati.

7.° Quantunque a norma del diritto comune la comunione dividasi per metà, pur nondimeno si può convenire che i conjugi o i loro eredi vi avranno delle parti ineguali. In questo caso la contribuzione ai debiti segue la stessa proporzione.

Se in luogo di una parte si convien di una somma per intiero diritto di comunio-

ne, questo è allora un contratto che dà diritto alla somma, utile o incomoda che sia la comunione, sufficiente o no a soddisfare quanto è stato promesso.

Se il marito ritiene per se tutta la comunione mediante una somma da lui pagata alla moglie od a' suoi eredi, i creditori della comunione non hanno alcuna azione contro la moglie nè contro i suoi eredi.

Se la moglie ha il diritto di ritenere tutta intiera la comunione, mediante una somma convenuta, sta a lei la scelta, o di pagare agli eredi del proprio marito questa somma, rimanendo obbligata a tutti i debiti, o di rinunciare alla comunione, abbandonando agli eredi del marito i beni ed i carichi.

8.° I conjugi finalmente possono stabilire in fra d'essi una comunione universale di tutti i lor beni soltanto presenti, o di tutti i lor beni futuri.

Questa comunione non ha altre regole fuor che quelle delle società universali.

Dicemmo già che le diverse modificazioni od ampliazioni della comunione non escludono verun patto che la convenienza

od

od il piacere de' conjugi per avventura esigesse, salvo ciò che loro è ingiunto al principio del titolo, cioè di non ledere in alcun modo i buoni costumi, e le leggi dell' ordine pubblico. Per lo stesso motivo l'articolo CXLI divieta nelle seconde nozze tutte quelle convenzioni, che fossero contrarie agli interessi de' figli del primo letto.

Esclusione della comunione.

Se, maritandosi, ognun si assoggetta pel solo fatto alla comunione legale; s'è lecito di derogare alla comunione legale, ristringerla o dilatarla medianti quelle disposizioni che più aggradano, si può del pari escludere la comunione la quale è di diritto comune, ma non coattiva.

Questo è il soggetto della sezione IX del capo secondo.

L'esclusione della comunione non istabilisce solo il regime dotale a cui fa d'uopo sottomettersi espressamente.

Essa non dà alla moglie l' amministrazione de' suoi beni, perocchè le ragioni del marito a sì fatta amministrazione sono indipendenti dalla comunione; quindi la

moglie non potrà alienare i suoi immobili senza il di lui consentimento, o senza l'autorizzazione del giudice.

Il marito percepirà tutto il mobiliare che la moglie conferisce in dote, o che le perverrà durante il matrimonio, salva la restituzione che le dovrà, venendo a sciogliersi il matrimonio.

Giacchè gode de' beni, ei pagherà tutti i carichi proprj degli usufruttuarj.

Non solamente si può escludere la comunione; ma eziandio maritarsi colla clausola di separazione di beni.

Questa clausola produce un maggior effetto che la semplice esclusione della comunione, lasciando alla moglie l' intiera amministrazione de'suoi beni, ed il libero godimento delle sue rendite. In questo caso il marito non ha che quel potere che risulta dal solo matrimonio, e che impedisce sempre alla moglie d'alienare senza la di lui autorizzazione, o ricusando egli di prestarla, senza quella del giudice.

L'analisi di tutto ciò che concerne il regime della comunione, è terminata. Essa avrà dimostrato di quante combinazioni è su-

scettibile questo regime, dalle quali è impossibile che non ne nascano mille questioni e difficoltà; quante esso esiga formalità, inventarj, liquidazioni, riparti. Contuttociò ben ponderate le cose, gli rimangono più vantaggi che inconvenienti, avvegnacchè desso sia in uso in tanti e sì colti paesi, che uomini rispettabili, per talenti ed esperienza autorevoli, ne sono sì persuasi che giungono a stupirsi che la comunione tra conjugi non sia universalmente adottata.

Eccoci pervenuti al regime dotale non meno caro a coloro, che vi si sono abituati, ed ai quali esso presentasi sotto forme più semplici. In questo la moglie è creditrice della sua dote, ed il marito n'è il debitore. Ella se la riprende senza che siavi mestieri nè d'inventario, nè di liquidazione. Non è necessario di ricorrere a de' legali per regolare gl'interessi de' conjugi, e di fare intervenire assai spesso con grave dispendio persone estranee ne' più gelosi affari della famiglia.

Io mi astengo però dall'accordare una preferenza che la legge non ha pronuncia-

ta. Ripeto ciò che dissi al principio, la saviezza della legge brilla eminentemente nella scelta ch'essa offre ai contraenti. Da una parte, eccoti una dote inalienabile, la di cui conservazione è garantita con tutti i mezzi possibili, che potrà con sicurezza trasmettersi ai figli, ma senza altro profitto per la lor madre che quello della assicurazione, ch'eglino troveranno ne' di lei beni le risorse che possono talvolta loro mancare nelle paterne sostanze;

Dall'altra parte un associazione che facendo correre alla moglie qualche rischio di perdita, le ne promette i maggiori guadagni, e può impegnarla a più regolare ed esatta economia col tenerla più desta e vigilante sugl'interessi della propria famiglia.

Ciò non pertanto dirsi non possono prodighe e sciupatrici quelle mogli, le quali specialmente ne' nostri dipartimenti meridionali, ed in tutto il mezzodì dell'Europa non hanno altri diritti sui beni de' loro mariti fuorchè la ricupera delle lor doti; non per questo rimarcasi in esse meno economia, meno tenerezza conjugale ed amore materno. In quelle contrade lo spirito di

famiglia non è certamente il più illanguidito, nè l'unione tra parenti, figli, e fratelli vi è più affievolita. La sposa allorchè vi perde la sua guida, il suo appoggio, non è distratta dal suo dolore in forza dell'attenzione ch'essa deve prestare a de' complicati interessi; l'amore de' figli non è in lei raffreddato a cagion di un riparto, che trascina sovente discussioni ed alterchi, e quasi sempre delle vendite, scandalose per quegli uomini, che non ne sono accostumati, e che portano un affetto sì vivo e sì tenero ai paterni lari, al patrimonio della famiglia, ed a quanto ne forma parte.

Regime dotale.

Poco restami a dire, cittadini legislatori, per isviluppare i principj del progetto sul regime dotale.

Quivi la sposa non è meno compagna del proprio consorte di quel che lo sia sotto il regime della comunione. Essa gli affida con la persona la dote. Egli la riceve, e mette a parte del suo stato, della sua dignità, e delle sue ricchezze; in somma ei l'associa alla propria esistenza. Non altrimenti che nella comunione le rendite sono confuse; ma quando la morte separa i con-

jugi, i beni si separan del pari e ritornano ai lor proprietarj.

Il marito rende la dote, di cui era usufruttuario.

La moglie aveva un diritto d'uso sopra i beni di suo marito, e sotto la di lui amministrazione: un tal diritto finisce col matrimonio.

Non essendo il marito che semplice usufruttuario riguardo alla dote, in conseguenza non può in alcun modo alienarla; ond'è che la dote è inalienabile. Non vi ha alcun pretesto che autorizzi il marito a vendere i beni dotali, poichè se la vendita fosse fatta a vil prezzo, egli pregiudicherebbe gl'interessi della consorte, e se la vendita fosse vantaggiosa, ne approfitterebbe egli solo.

L'inalienabilità della dote, modificata da quelle cause che la rendono giusta e necessaria e che la legge dichiara, trae seco il vantaggio d'impedire che un marito dissipatore non consumi il patrimonio materno de' suoi figliuoli; che una moglie debole non presti a dei debiti o a delle vendite un consenso, che l'autorità maritale ottien quasi sempre eziandio dalle mogli che

hanno un carattere fermo e un non comune coraggio.

L'inalienabilità della dote ha tutti i vantaggi delle sostituzioni senza veruno di quegli inconvenienti che le han fatte abolire.

Essa conserva i beni nelle famiglie senza impedirne troppo a lungo la disposizione ed il commercio. Senza vincolare l'amministrazione del marito, non fa che opporre un ritegno salutare a' suoi abusi.

La dote abbraccia a piacer delle parti tutti i beni presenti e futuri della consorte, o i presenti soltanto, od una tale specie di beni. Quelli che la moglie non si costituisce in dote le rimangono liberi, e formano ciò che si dice beni parafernali, vale a dire, beni fuori di dote o estradotali, de'quali essa ritiensi l'amministrazione ed il godimento.

Ella poteva pure alienarli o ipotecarli, poteva stare in giudizio per difenderli o rivendicarli come lo avrebbe fatto prima di essersi stretta in vincolo matrimoniale. Ma la nuova legge le toglie una simile facoltà. La podestà maritale a cui non è permesso sottrarsi per tutto ciò ch'esce dai limiti dell'amministrazione, esige che la moglie

sia autorizzata dal marito o dal giudice, anche riguardo ai suoi beni parafernali, come dev' esserlo fuori del regime dotale la moglie separata di beni. La riserva de' parafernali è una ristretta separazione di beni.

Il diritto scritto permetteva degli aumenti di dote durante il matrimonio. La nuova legge li proibisce affine di prevenire gli abusi e le frodi; disposizione più saggia.

Se la dote fosse costituita su tutti i beni presenti e futuri, tutto quello che potesse sopravvenire, sarebbe dotale.

Se la dote fu limitata ai beni presenti, tutto ciò che sopravviene dopo il contratto, è estradotale. Non vi è alcuno inconveniente nel regolarsi col contratto: è una legge che si è fatta di reciproco aggradimento, e però dev' essere osservata.

La dote consiste in danaro, in mobili od in immobili.

Se costituita in danaro, il marito n' è debitore; se in effetti mobiliari messi a stima, il marito n' è creduto compratore, a meno che non si dichiari che la stima non è stata fatta per effettuare la vendita. Quindi gli effetti mobiliari stimati senza di questa clausola saranno tanto a suo profitto che

a suo rischio e pericolo; ed arrivando il caso di restituire la dote, il marito non dovrà che il solo prezzo portato dal contratto.

E' contraria la regola ogni qualvolta la dote consiste in immobili stimati. La loro stima non produrrà alcuna vendita in favor del marito, eccettochè non si dichiari esserne stata fatta la stima per renderlo compratore.

In cotal guisa si viene a chiudere una larga sorgente di litigj. Era massima del diritto romano, che la stima del fondo costituito in dote ne operasse la vendita, e che il marito fosse debitore del prezzo della stima medesima.

Ma i Romani non avevano diritti di registro che li obbligassero a far delle stime. Presso di essi le stime erano libere, ed appo noi sono forzate.

Il perchè sovente accadeva che si disputasse (ne' paesi di diritto scritto) sull'intenzione colla quale la stima si fosse fatta.

Avess'ella avuto pur per iscopo la percezione de' diritti fiscali, non doveva mai investire il marito e renderlo compratore.

Talvolta pure potevasi fare la stima col-

la mira di esprimere in qual modo si fosse pagata la dote: per esempio, un padre costituiva 100,000 franchi in dote a sua figlia; cioè, un immobile valutato 80,000 franchi, e 20,000 franchi in contante. L'immobile era egli dotale, od il marito n'era egli compratore?

Bisognava discutere e indovinare qual fosse stata l'intenzion delle parti. Sì fatte controversie non avranno più luogo. Gl'immobili costituiti in dote rimarranno sempre dotali, malgrado che siasi loro dato un valor nel contratto, eccetto che non dichiarisi aver menzionato questo valore affin di rendere il marito compratore e proprietario.

Gl'immobili costituiti in dote sono dunque dotali di lor natura, cioè immobili.

Nè il marito solo, nè la moglie sola, nè tutti e due insieme possono alienare il fondo dotale.

Non può essere prescritto da'terzi, a meno che la prescrizione non fosse incominciata prima del matrimonio.

Il fondo dotale alienato senza una giusta causa può essere rivendicato anche dal marito durante il matrimonio; ma non può esserlo dalla moglie se non dopo il matri-

monio, non potendo essa agire che a quel momento.

Allo scioglimento del matrimonio la moglie rientra *ipso jure* in possesso de' suoi beni dotali; come un proprietario gravato d'usufrutto vi rientra alla morte dell'usufruttuario.

Qualora la dote consista in somme di danaro od in effetti stimati che stabiliscono una dote in contanti, gli eredi del marito hanno il tempo di un anno per la restituzione; durante il qual anno essi debbono gl'interessi della dote; ovvero se ciò più aggrada alla vedova, le forniranno de' congrui alimenti, cioè proporzionati allo stato ed alla fortuna del defunto. Di più la vedova ha in ogni caso il diritto di continuar per un anno la sua abitazione nella casa del marito, e di farsi pagare il suo lutto.

L'imperatore Giustiniano aveva accordato alle istanze della sua consorte Teodora da lui perdutamente amata, parecchie leggi favorevoli alle donne. Una particolarmente se ne rimarca, che concede alle doti un'ipoteca preferibile ai creditori del marito anteriori allo stesso matrimonio. Que-

sta legge non era osservata se non che nell'antica, ma vasta giurisdizione del Parlamento di Tolosa. Essa era eccedente, poichè per favorire la dote, era ingiusta co' terzi; e quindi venne giustamente abrogata dal titolo del Codice, che vi presentiamo.

Una disposizione più degna della saggezza della legislazione romana fu conservata. Se un padre avesse maritata la di lui figlia con un insolvibile, se consegnata avesse la dote ad uno sposo che non offrisse verana cauzione nè sopra i suoi beni, nè sull'esercizio di un arte o d'una professione, la di lui figlia non conferirà nella sua successione l'inutile dono, cui l'imprudenza del di lei padre le ha fatto perdere: non vi conferirà che l'azione di farsi rimborsare dal proprio marito.

Finalmente in alcuni paesi affezionati al regime dotale, segnatamente nella giurisdizione di Bordeaux, formavasi sovente tra i conjugi una società di beni acquistati; se ne sarebbe tacitamente conservato l'uso mediante la facoltà sì positivamente accordata di fare quelle convenzioni che più piacessero; ma ad oggetto di dimostrare viemmaggiore riguardo alle abitudini in una ma-

teria così importante qual è quella delle convenzioni matrimoniali, la legge ebbe sollecita cura di riservare espressamente la società *di beni acquisiti*, la quale è una specie di comunione ristretta, e che sarà regolata dalle disposizioni enunciate al capo del regime della comunione, riguardo alla comunione ridotta agli acquisti.

Tali sono, cittadini legislatori, le regole che il Codice civile assegna alle convenzioni matrimoniali.

Questo titolo impone fine a quanto la nuova legislazione doveva al più importante e più necessario de' contratti, a quello senza cui la società si scioglierebbe, o non si conserverebbe che per mezzo di vaghe, oscure e fuggitive unioni.

Le solennità civili del matrimonio come le di lui prove sono state aumentate e consolidate, furono rialzati gli altari in favore de' conjugi, pe' quali non basta chiamare gli uomini in testimonio de' lor giuramenti, ma la loro delicata coscienza reclama pure la garanzia del cielo.

Il divorzio, quel pericoloso ausiliario dell' incostanza e delle passioni, quel terribile rimedio delle unioni male assortite e infe-

lici, e che ne ha scandalosamente disciolto un sì gran numero di tollerabili, circondato attualmente da saggie difficoltà, tolto alle abusive allegazioni che ne avevano fatta una vera prostituzione, affidato al giudizio delle famiglie, all' esame de' tribunali, è unicamente riservato a que' gran casi e rari ne' quali la debolezza umana implora uno straordinario soccorso.

La separazione di corpo è resa a' conjugi, cui la religione divieta di rompere un nodo ch' essa dichiara indissolubile, ma che in consonanza colle leggi civili, e dietro la lor decisione, permette di rilassare.

Le mogli son richiamate a quella obbedienza che debbono ai loro mariti; i mariti alla protezione, alla fedeltà, al soccorso, all' assistenza, che meritano le loro consorti.

Ristabilita così, proclamata ed estesa la duplice podestà maritale e paterna, promette un miglior ordine, matrimonj meglio assortiti, maggior unione e concordia, e più felicità nelle famiglie.

La domestica pace riceve una nuova sanzione dalle disposizioni, di cui ho reso conto finora. Invigilando queste con tanta cura

e sollecitudine sì manifesta sulle convenzioni de' conjugi, provvedono agli interessi delle sostanze, come le leggi dell' anno scorso han provveduto all' interesse de' costumi.

E che più manca adunque perchè ognuno si affretti di dare alla Repubblica dei figli, e trasmettere a questi il bel nome invidiabile di Francesi, oggidì più che mai divenuto glorioso! Augusto incoraggiò al matrimonio col mezzo di ricompense a favore de' conjugi, e con prescrizioni di pene contro i celibatarj; noi vi saremo più efficacemente animati per mezzo di buone leggi. Abbiamo ferma fiducia ch' elleno ricondurranno i buoni costumi, l'unione, l'economia domestica, vere sorgenti della prosperità degli Stati.

Il Tribunato, cittadini legislatori, ha émesso il suo voto per l'adozione del tit. X, lib. III del Codice civile *sopra il contratto del matrimonio, e su i diritti rispettivi dei conjugi*: egli l'ha creduto degno della vostra sanzione.

FINE DEL VOLUME VII.

INDICE

DI CIO' CHE CONTIENE QUESTO SETTIMO VOLUME.

LIBRO III.

DE' DIFFERENTI MODI CO' QUALI SI ACQUISTA LA PROPRIETA'.